

RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE

**SYND. DES EAUX DU PAYS DE HONFLEUR (E) ex-
Sources de Cresseveuille**

REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES

Le Règlement Général pour la Protection des Données, entré en vigueur le 25/05/2018, a renforcé les droits et libertés des personnes physiques sur leurs données à caractère personnel. Afin de s'y conformer, les Responsables de traitement des données doivent adapter les mesures de protection les concernant. En conséquence, Veolia Eau France communique à travers le rapport annuel uniquement des données anonymisées ou agrégées.

REPERES DE LECTURE

Le document intègre différents pictogrammes qui vous sont présentés ci-dessous.

Repère visuel	Objectif
 ENGAGEMENT	Identifier rapidement nos engagements clés
 FOCUS	Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants
 RESPONSABILITÉ	Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale

Avant-propos



Veolia – Rapport annuel du délégataire 2023

Monsieur le Président,

J'ai le plaisir de vous adresser le **Rapport Annuel du Délégué** de votre service d'eau et d'assainissement pour l'année 2023. A travers ses différentes composantes techniques, économiques et environnementales, vous pourrez apprécier la performance de votre service.

Les manifestations régulières du dérèglement climatique font peser un risque croissant sur la ressource en eau, tant sur la quantité (le "trop peu" et le "trop") que sur la qualité. En particulier, les pénuries et tensions hydriques records des derniers étés ont mis au cœur de l'actualité la nécessaire préservation de notre ressource en eau. Le gouvernement a lancé au printemps 2023 son « plan Eau » dont l'un des objectifs est de réduire de 10 % les prélèvements d'eau d'ici 2030. Ses 53 mesures visent à répondre à trois enjeux majeurs : sobriété des usages, qualité et disponibilité de la ressource.

Au cours de cette année, nous avons observé une nette diminution des volumes d'eau consommés par les Français. Cette tendance, orientée vers la préservation, crée une dynamique durable qui amorce le changement de notre modèle économique. Nous percevons déjà les prémices de cette transformation, où l'accent est mis sur la responsabilité, la performance et la régénération. Notre objectif partagé est de garantir la sécurité des volumes disponibles tout en établissant un équilibre économique favorable pour l'ensemble de la communauté. La préservation de la ressource en eau et l'adaptation de notre modèle, notamment tarifaire, sont au cœur de nos enjeux.

En 2023, la qualité de l'eau est restée une priorité. Nos équipes ont fait preuve d'un engagement continu dans la lutte contre les micropolluants (par exemple les métabolites de pesticides et les PFAS) et le maintien de la qualité d'eau. Adoptant une attitude préventive, nous mettons en place des stratégies proactives pour garantir la sécurité sanitaire de l'eau que nous fournissons, dans la lignée de la nouvelle directive Eau potable.

Notre préoccupation concerne également la qualité des rejets dans l'environnement. Nous abordons avec rigueur ce sujet conformément à la nouvelle directive européenne Eaux résiduaires urbaines par des actions proactives pour minimiser les impacts environnementaux, tout en respectant les normes les plus strictes.

Nous sommes à vos côtés plus que jamais pour adapter votre service face aux conséquences du dérèglement climatique. Cette adaptation passera par des solutions telles que la réutilisation des eaux usées, dont les récents décrets simplifient la mise en œuvre ; l'amélioration du rendement réseau ; ou l'accompagnement vers la résilience des territoires face aux inondations et aux tempêtes.

2023 a été une période charnière, et notre rapport reflète notre engagement continu envers l'excellence opérationnelle, la durabilité environnementale et la satisfaction de nos clients. Nous sommes convaincus qu'ensemble, nous pouvons contribuer à bâtir un avenir où l'eau demeure une ressource accessible et sûre.

Je vous remercie de la confiance que vous accordez à nos équipes et vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Pierre Ribaute,
Directeur Général, Eau France

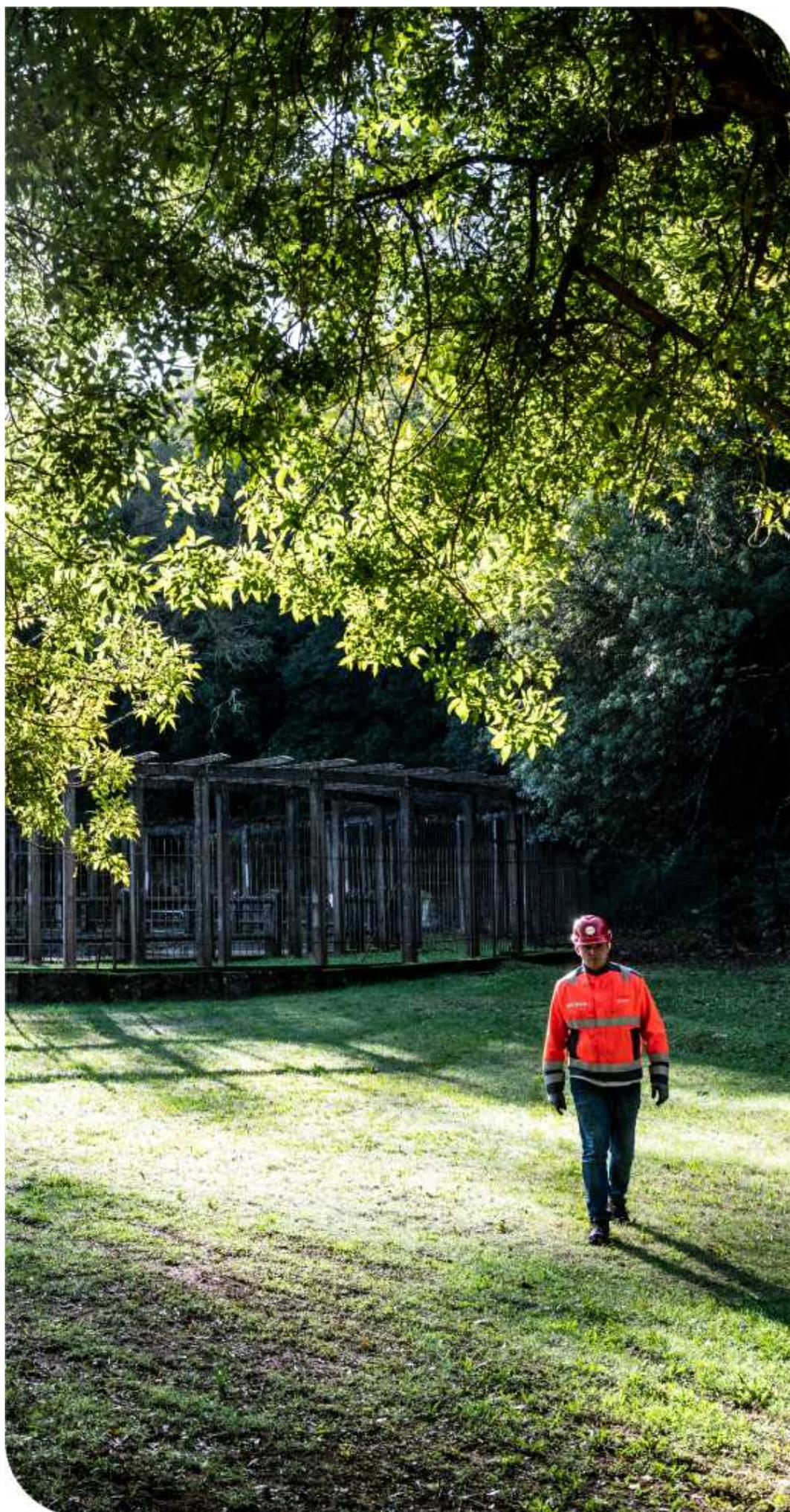
Sommaire

1. L'ESSENTIEL DE L'ANNÉE.....	6
1.1 Un dispositif à votre service.....	7
1.2 Présentation du contrat.....	9
1.3 Les chiffres clés.....	10
1.4 Les indicateurs réglementaires 2023.....	11
1.5 Autres chiffres clés de l'année 2023.....	12
1.6 Le prix du service public de l'eau.....	14
1.7 L'essentiel de l'année 2023.....	15
2. LES CONSOMMATEURS DE VOTRE SERVICE ET LEUR CONSOMMATION	31
2.1 Les consommateurs abonnés du service	32
2.2 La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous.....	33
2.3 Données économiques.....	38
3. LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE.....	40
3.1 L'inventaire des installations.....	41
3.2 L'inventaire des réseaux.....	43
3.3 Les indicateurs de suivi du patrimoine	45
3.4 Gestion du patrimoine.....	47
4. LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE	53
4.1 La qualité de l'eau	54
4.2 La maîtrise des prélèvements sur la ressource, volumes et rendement du réseau	57
4.3 La maintenance du patrimoine	66
4.4 L'efficacité environnementale	69
5. RAPPORT FINANCIER DU SERVICE	71
5.1 Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE).....	72
5.2 Situation des biens.....	75
5.3 Les investissements et le renouvellement	76
5.4 Les engagements à incidence financière	77
6. ANNEXES.....	80
6.1 La facture 120 m ³	81
6.2 Les données consommateurs par commune	86
6.3 La qualité de l'eau	87
6.4 Le bilan énergétique du patrimoine	119
6.5 Reconnaissance et certification de service	121
6.6 Actualité réglementaire 2023.....	124

6.7	<i>Glossaire</i>	135
6.8	<i>Listes d'interventions</i>	141

1.

L'ESSENTIEL DE
L'ANNÉE



En tant que délégataire, Veolia s'engage à vous fournir, en toute transparence, l'ensemble des informations relatives à votre service d'eau. Cette première partie en fait la synthèse : vos interlocuteurs, les informations relatives à votre contrat, les faits marquants de l'année écoulée et les chiffres clés (indicateurs réglementaires et autres données chiffrées liées à la production et à la distribution, au patrimoine, aux services apportés aux consommateurs, etc.)

1.1 Un dispositif à votre service

VOTRE LIEU D'ACCUEIL

Accueil sur rendez-vous au 09 69 39 56 34
Accueil sans rendez-vous le lundi et le vendredi de 13h30 à 16h30

Au Chemin du Roy 14800 TOUQUES
Site internet : www.eau.veolia.fr
Application en ligne : Veolia Service Client

TOUTES VOS DEMARCHES SANS VOUS DEPLACER



Pour toutes les démarches en lien avec vos abonnements aux services d'eau, vous pouvez nous contacter via plusieurs canaux mis à disposition.

NOTRE SERVICE CLIENT EN LIGNE :

- ✓ www.service-client.veoliaeau.fr
- ✓ sur votre smartphone via nos applications iOS et Android.

NOTRE CENTRE SERVICE CLIENT, DONT LES COORDONNEES FIGURENT SUR TOUTE FACTURE

VOS URGENCES 7 JOURS SUR 7, 24H SUR 24



Pour toute fuite, incident concernant la qualité de l'eau ou fait anormal touchant le réseau, un branchement, une installation de stockage ou de production d'eau, nous intervenons jour et nuit.

L'exploitation est optimisée de manière à perturber le moins possible les usagers de services.

LES INTERLOCUTEURS VEOLIA A VOS COTES

Photo	Fonction	Nom	Téléphone
	Directeur de Territoire	Laurent PAGES	06.12.96.26.20
	Directeur Développement	Patrick BOUISSET	06.13.03.38.43
	Directeur des Opérations	Loic BONNET	06.15.53.94.87
	Manager de Service Local Réseau	Laurent CALOS	06.22.43.36.52
	Manager de Service Local Usine	Bruno DUFEIL	06.16.39.10.86

1.2 Présentation du contrat

Données clés

✓ Déléataire	VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux
✓ Périmètre du service	ABLON, BARNEVILLE LA BERTRAN, EQUEMAUVILLE, FOURNEVILLE, GONNEVILLE SUR HONFLEUR, HONFLEUR, LA RIVIERE SAINT SAUVEUR, PENNEDEPIE
✓ Numéro du contrat	F4500
✓ Nature du contrat	Concession
✓ Date de début du contrat	01/01/2019
✓ Date de fin du contrat	31/12/2026

✓ Liste des avenants

Avenant N°	Date d'effet	Commentaire
3	27/01/2023	Inflation : modif fréquence d'actualisation Pauvreté-précarité : mise en place fonds de solidarité
2	12/07/2022	Surcoûts liés au début de contrat + intégration nouveaux ouvrages + modif des oblig. de revlt, des dates reversement, du calcul indice AEG + Fonds Solidarité + nouvelles modalités d'Indexation prix du BPU
1	01/07/2021	Intégration de la Commune d'ABLON

1.3 Les chiffres clés

SYND. DES EAUX DU PAYS DE HONFLEUR (E) ex-Sources de Cresseveuille

Chiffres clés



14 212

Nombre d'habitants desservis



8 313

Nombre d'abonnés
(clients)



5

Nombre d'installations de
production



7

Nombre de réservoirs



283

Longueur de réseau
(km)



100,0

Taux de conformité
microbiologique (%)



74,1

Rendement de réseau (%)



176

Consommation moyenne (l/hab/j)



9191

Nombre de demandes traitées

1.4 Les indicateurs réglementaires 2023

INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES		PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
[D101.0]	Nombre d'habitants desservis total (estimation)	Collectivité (2)	14 240	14 212
[D102.0]	Prix du service de l'eau au m ³ TTC	Délégataire	2,32 Euro/m ³	2,38 Euro/m ³
[D151.0]	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	Délégataire	1 j	1 j
INDICATEURS DE PERFORMANCE		PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
[P101.1]	Taux de conformité des prélèvements microbiologiques	ARS (1)	100,0 %	100,0 %
[P102.1]	Taux de conformité des prélèvements physico-chimiques	ARS (1)	100,0 %	95,1 %
[P103.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	Collectivité et Délégataire (2)	100	100
[P104.3]	Rendement du réseau de distribution	Délégataire	74,9 %	74,1 %
[P105.3]	Indice linéaire des volumes non comptés	Délégataire	5,29 m ³ /jour/km	4,90 m ³ /jour/km
[P106.3]	Indice linéaire de pertes en réseau	Délégataire	5,07 m ³ /jour/km	4,72 m ³ /jour/km
[P107.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	Collectivité (2)	0,00 %	0,00 %
[P108.3]	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	Collectivité (1)	48 %	47 %
[P109.0]	Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	1	23
[P109.0]	Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	53 €	1 371 €
[P151.1]	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	Délégataire	1,33 u/1000 abonnés	1,32 u/1000 abonnés
[P152.1]	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	Délégataire	100,00 %	100,00 %
[P153.2]	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	Collectivité	A la charge de la collectivité	
[P154.0]	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	Délégataire	4,07 %	4,67 %
[P155.1]	Taux de réclamations	Délégataire	2,18 u/1000 abonnés	2,65 u/1000 abonnés

(1) La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

1.5 Autres chiffres clés de l'année 2023

L'EFFICACITÉ DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION		PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
VP.062	Volume prélevé	Délégataire	1 642 684 m ³	1 351 117 m ³
VP.059	Volume produit	Délégataire	1 556 579 m ³	1 285 409 m ³
VP.060	Volume acheté à d'autres services d'eau potable	Délégataire	240 306 m ³	331 512 m ³
	Volume mis en distribution (m ³)	Délégataire	1 796 885 m ³	1 616 921 m ³
VP.220	Volume de service du réseau	Délégataire	8 464 m ³	8 323 m ³
	Volume consommé autorisé année entière	Délégataire	1 346 376 m ³	1 198 801 m ³
	Nombre de fuites réparées	Délégataire	203	259
LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE		PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
	Nombre d'installations de production	Délégataire	5	5
	Capacité totale de production	Délégataire	7 080 m ³ /j	7 080 m ³ /j
	Nombre de réservoirs ou châteaux d'eau	Délégataire	7	7
	Capacité totale des réservoirs ou châteaux d'eau	Délégataire	4 530 m ³	4 530 m ³
	Longueur de réseau	Délégataire	283 km	283 km
VP.077	Longueur de canalisation de distribution (hors branchements)	Collectivité (2)	243 km	243 km
VP.140	Longueur de canalisation renouvelée par le délégataire	Délégataire	0 ml	0 ml
	Nombre de branchements	Délégataire	8 104	8 154
	Nombre de branchements en plomb	Délégataire	0	21
	Nombre de branchements en plomb supprimés	Délégataire	3	2
	Nombre de branchements neufs	Délégataire	22	26
	Nombre de compteurs	Délégataire	9 263	9 329
	Nombre de compteurs remplacés	Délégataire	1 159	1 654
LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION D'EAU		PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
	Nombre de communes	Délégataire	8	8
VP.056	Nombre total d'abonnés (clients)	Délégataire	8 274	8 313
	- Abonnés domestiques	Délégataire	8 271	8 310
	- Abonnés non domestiques	Délégataire	3	3
	- Abonnés autres services d'eau potable	Délégataire		
	Volume vendu	Délégataire	1 321 457 m ³	1 134 750 m ³
	- Volume vendu aux abonnés domestiques	Délégataire	1 054 412 m ³	947 773 m ³
	- Volume vendu aux abonnés non domestiques	Délégataire	267 045 m ³	186 977 m ³
VP.061	- Volume vendu à d'autres services d'eau potable	Délégataire	0 m ³	0 m ³
	Consommation moyenne	Délégataire	179 l/hab/j	176 l/hab/j
	Consommation individuelle unitaire	Délégataire	111 m ³ /abo/an	109 m ³ /abo/an

(1) La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

LA SATISFACTION DES CONSOMMATEURS ET L'ACCÈS Á L'EAU	PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
Existence d'une mesure de satisfaction consommateurs	Délégataire		
Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Délégataire	82 %	79 %
Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Délégataire		
Existence d'une Convention Fonds Solidarité Logement « Eau »	Délégataire		
LES CERTIFICATS	PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
Certifications ISO 9001, 14001, 50001	Délégataire	En vigueur	En vigueur
Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité	Délégataire	Oui	Oui
L'EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE	PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
Energie relevée consommée	Délégataire	584 957 kWh	553 587 kWh

1.6 Le prix du service public de l'eau

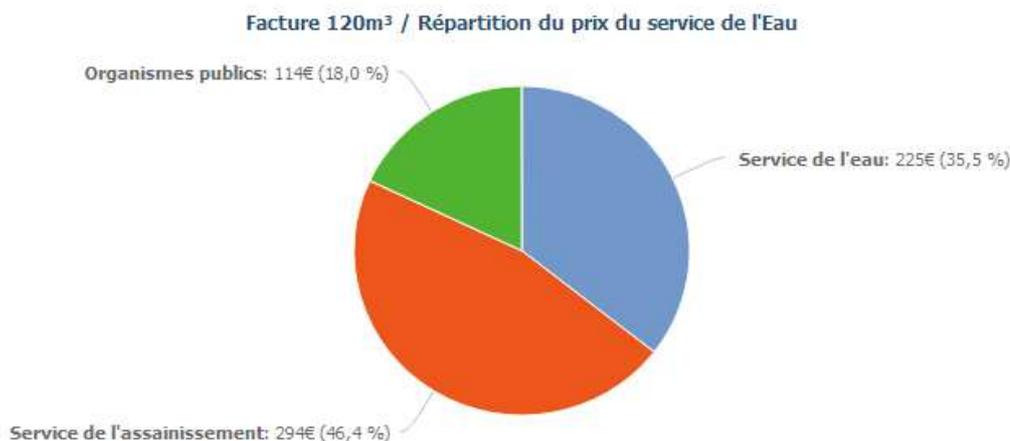
LA FACTURE 120 M³

En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. La facture type de 120m³ représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

A titre indicatif sur la commune de HONFLEUR, l'évolution du prix du service de l'eau (redevances comprises, mais hors assainissement) par m³ **[D102.0]** pour 120 m³, au tarif en vigueur au 1^{er} janvier, est la suivante :

HONFLEUR Prix du service de l'eau potable	Volume	Prix Au 01/01/2024	Montant Au 01/01/2023	Montant Au 01/01/2024	N/N-1
Part délégataire			96,24	102,21	6,20%
Abonnement			19,48	20,68	6,16%
Consommation	120	0,6794	76,76	81,53	6,21%
Part syndicale			110,01	111,06	0,95%
Abonnement			20,72	21,76	5,02%
Consommation	120	0,7442	89,29	89,30	0,01%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,1000	12,00	12,00	0,00%
Organismes publics			45,60	45,60	0,00%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,3800	45,60	45,60	0,00%
Total € HT			263,85	270,87	2,66%
TVA			14,51	14,90	2,69%
Total TTC			278,36	285,77	2,66%
Prix TTC du service au m3 pour 120 m3			2,32	2,38	2,59%

Le graphique ci-dessous présente la répartition du prix pour 120 m³ pour la commune de HONFLEUR :



Les factures type sont présentées en annexe.

1.7 L'essentiel de l'année 2023

1.7.1 Principaux faits marquants de l'année

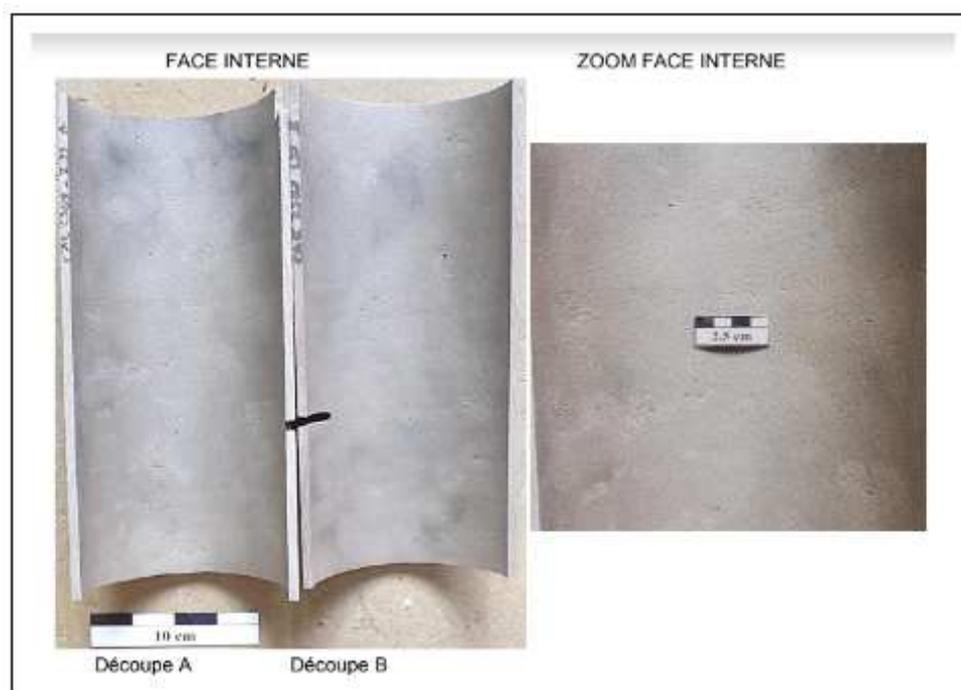
Exploitation des réseaux de distribution

- **Gestion du parc compteur des abonnés**

1654 compteurs ont été renouvelés en 2023 (hors commune d'Ablon).
Au 01/01/2024, l'âge moyen du parc à l'échelle du syndicat est de 9 ans.

- **Etat patrimonial des canalisations du réseau de distribution**

Un prélèvement de canalisation a été réalisé le 18/09/2023 Rue de la Chaussée sur la commune d'Honfleur. L'analyse en laboratoire a confirmé le diamètre et le matériau de la canalisation. La période de pose estimée est entre 1970 et les années 2000. La période prévisionnelle du seuil de perte de 50% de l'épaisseur de la canalisation serait entre 2047 et 2079.



Sur le syndicat du Pays d'Honfleur, nous avons réalisés les travaux suivants :

Sur l'unité de Production de Cresseveuille :

- Remplacement de la pompe de nettoyage hydraulique chloré
- Remplacement de la pompe de secours de chloration



Reprise des Marronniers :

- Mise en place d'un nouvel analyseur de chlore



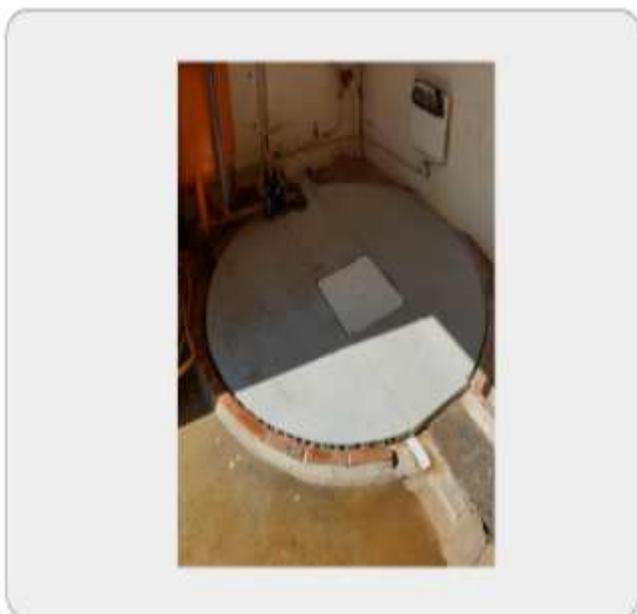
Réservoir de la Croix Hauron :

- Vanne Nord Pays d'Auge pour le choix du secours Croix Hauron dans le réservoir sur tour ou dans la cuve de 1000 m3



Forage d'Ablon :

- Remplacement du capot qui représentait un risque de chute dans le puits.



Capôt changé



Capôt défectueux

Autres travaux :



Avant nettoyage du fossé en face des Sources

Après nettoyage et reprofilage le 20 décembre 2023



Vidange des 3 lagunes de la station effectuée au printemps

1.7.2 Evolutions réglementaires

Chaque année, une sélection des textes réglementaires les plus marquants de l'année vous est proposée, accompagnée des impacts les plus significatifs sur la vie du service.

L'année 2023 a été marquée par la publication de textes législatifs et réglementaires particulièrement structurants, à court et moyen termes, pour les services d'eau. Vos interlocuteurs Veolia se tiennent à votre disposition pour répondre à vos différentes questions et échanger de manière approfondie sur leurs conséquences particulières pour votre service, notamment, les résultats d'analyses de qualité d'eau réalisées en 2023 sur votre service.

- **UN PLAN EAU : LA SOBRIÉTÉ AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES**

Le Plan Eau national a été rendu public le 30 mars 2023, à l'issue d'un été 2022 et d'un hiver 2023 marqués par un très fort déficit hydrique. Il se structure autour de trois axes, à savoir, organiser la sobriété pour tous les acteurs, optimiser la disponibilité de la ressource, préserver la qualité de l'eau.

Ce plan fixe un objectif de réduction de 10 % des prélèvements sur la ressource en eau à l'horizon 2030, pour tous les usages, à l'exception des usages pour irrigation agricole qui pourront demeurer constants.

A l'automne 2023, ce plan a été décliné sur chacun des grands bassins hydrographiques à travers un Plan d'Adaptation au Changement Climatique (PACC) qui précise la trajectoire de réduction des prélèvements par grand usage (alimentation en eau, industrie, agriculture...) au regard des projections d'évolution de la ressource en eau.

L'objectif de sobriété, tel qu'exprimé dans le Plan Eau et les différents PACC des grands bassins, n'a pas été traduit en 2023 en dispositions législatives ou réglementaires majeures.

Toutefois, la sobriété hydrique constitue désormais un critère à part entière de l'évaluation environnementale réglementaire des plans, programmes et projets, notamment les SCOT et les plans d'urbanisme.

Aussi, dorénavant, ce peut être la disponibilité de la ressource en eau qui fixe l'ambition de développement d'un territoire. Dans ce contexte nouveau, la maîtrise des consommations constitue une voie indispensable pour sécuriser un plan d'urbanisme ou un projet industriel porteur d'une ambition de développement local vis-à-vis des recours administratifs relatifs au partage de l'eau sur le territoire concerné.

Vos interlocuteurs Veolia se tiennent à votre disposition pour vous accompagner pour décliner cet objectif de sobriété sur votre service, conformément aux projets locaux de développement, et bâtir avec vous un service d'eau à faible empreinte hydrique tout en étudiant les vulnérabilités du service face à ce nouvel objectif de sobriété et de maîtrise des consommations.

- **LA RÉFORME DES REDEVANCES DES AGENCES DE L'EAU**

Cette réforme a été adoptée dans la loi de finances de l'année 2024. Il est prévu qu'elle soit effective à compter de l'année 2025 pour l'entrée en vigueur des douzièmes programmes des agences de l'eau (2025 - 2030). Des textes d'application sont attendus courant 2024 et viendront préciser ses modalités et son calendrier d'application.

Telle qu'adoptée dans la loi de finances 2024, cette réforme supprime certaines redevances existantes : pollution non-domestique et modernisation des réseaux de collecte (usage domestique et non-domestique). De même, cette réforme acte la fin de la prime pour performance épuratoire et le doublement possible de la redevance de prélèvement sur la ressource en eau pour cause de maîtrise insuffisante des pertes en eau sur le réseau d'eau (doublement dit 'Grenelle', encadré par un décret de janvier 2012).

Dans le même temps, ces différentes suppressions s'accompagnent de nouvelles redevances :

- une redevance pour consommation d'eau potable dont devront s'acquitter les abonnés au service ;
- deux redevances auxquelles seront assujetties directement les autorités organisatrices des services publics d'eau et d'assainissement.

Ces deux dernières redevances seront modulées au regard d'un certain nombre de critères de performance des services, à savoir :

- pour les services d'eau : le niveau des pertes en eau et la gestion du patrimoine ;
- pour les services d'assainissement : la conformité en équipement et en performance ainsi que l'effectivité de l'autosurveillance du système d'assainissement (réseau de collecte et stations d'épuration).

Pour la redevance assainissement, la conformité en équipement, c'est-à-dire le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral (acte administratif), sera un critère à caractère rédhibitoire. Son non-respect obèrera toute possibilité de modulation de cette nouvelle redevance.

De plus, les services, en tant qu'autorité organisatrice, disposeront de la faculté de reporter la contrepartie de ces deux redevances, assises sur la performance, qui seront appelées auprès d'eux sur une ligne spécifique de la facture des abonnés au service à travers un mécanisme de contre-valeur.

Enfin, cette réforme structurante des redevances survient dans un contexte d'augmentation des moyens d'intervention des agences de l'eau (Plan Eau) et s'accompagnera d'une refonte des indicateurs de performance du Systèmes d'Information des Services Publics d'Eau et d'Assainissement qui aboutira durant l'année 2024.

- **LA LOI "INDUSTRIE VERTE"**

La loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 est relative à l'industrie verte. Dans le respect d'un objectif de sobriété (foncière, énergétique, hydrique), elle vise à faciliter l'implantation des sites industriels, à financer les projets industriels verts, à conditionner les aides publiques à la transition écologique mais aussi à permettre une commande publique plus "verte". En effet, cette loi accélère la prise en compte de critères environnementaux dans la commande publique. Deux nouveaux motifs d'exclusion des marchés publics sont créés : le premier pour les entreprises ne satisfaisant pas à l'obligation d'établir un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre (BEGES), le second pour les entreprises ne respectant pas leurs engagements de publication d'information en matière de durabilité. Les collectivités locales pourront choisir ou non d'appliquer ces deux motifs d'exclusion.

- **RÉSILIENCE DES SERVICES**

La directive européenne 2022/2557 du 14 décembre 2022 sur la résilience des entités critiques a considéré les services d'eau et d'assainissement comme des entités critiques. La transposition en droit français surviendra au plus tard le 14 octobre 2024 et sera susceptible d'impacts potentiels (financiers et/ou organisationnels) pour votre service.

- **QUALITÉ DE L'EAU**

La directive européenne 2020/2184 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine entre progressivement en vigueur.

La directive 2020/2184 du 16 décembre 2020 actualise celle de 1998. Elle "revalorise l'eau du robinet" Cette directive a été transposée en droit français à la toute fin de l'année 2022 à travers une ordonnance, deux décrets et une quinzaine d'arrêtés.

Ces textes législatifs et réglementaires ont été complétés par une note d'information de la Direction Générale de la Santé (DGS) aux ARS (note d'information N° DGS/EA4/2023/61 du 14 avril 2023, publiée le 28 avril 2023).

Cette note d'information confirme les points fondamentaux du cadre réglementaire promulgué fin décembre 2022 et pour partie effectif depuis le 1er janvier 2023. Notamment :

- Elle renforce, dès le 1^{er} janvier 2023, les normes de qualité exigées pour l'eau potable sur de nouveaux polluants, avec une obligation de résultats sur sept nouveaux paramètres qui couvrent différentes familles de substances (sous-produits de désinfection, perturbateurs endocriniens, l'uranium) et notamment la somme de 20 substances alkyl perfluorées (famille de substances communément nommées 'PFAS') à laquelle est associée une limite de qualité de 0,1 microgramme par litre ;
- Elle confirme que la vérification permanente de la qualité de l'eau relève de la responsabilité du service public d'eau, au travers la mise en œuvre d'un plan de surveillance conforme aux exigences de qualité en vigueur et aux vulnérabilités identifiées. Le contrôle sanitaire officiel opéré par les ARS présente un caractère strictement ponctuel et en aucun cas permanent. Ainsi, sur les sept nouveaux paramètres mentionnés plus haut, le contrôle sanitaire réalisé par les ARS sera opérationnel au plus tard le 1er janvier 2026 ;
- Elle instaure une approche de gestion préventive des risques sanitaires, qui rend obligatoires les plans de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE). Cette approche passe par une meilleure maîtrise du patrimoine des services d'eau et la compréhension de leur vulnérabilité, avec pour objectif d'améliorer l'efficacité du plan de surveillance mentionné plus haut.

Compte tenu de ces évolutions importantes, nous vous avons informé de la réalisation par nos soins d'une campagne d'analyses permettant de dresser un premier état des lieux sur la présence éventuelle des sept nouveaux paramètres considérés dans le cadre réglementaire en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2023.

Cette campagne est échelonnée en deux temps en fonction de l'accréditation des méthodes analytiques.

Pour le moins, ce premier état des lieux est susceptible d'apporter un premier niveau d'assurance sur la qualité de l'eau distribuée par votre service puis d'orienter la réalisation du PGSSE et l'élaboration du plan de surveillance de la qualité de l'eau.

D'autre part, en avril 2023, l'Anses a publié les résultats de la campagne exploratoire sur les polluants émergents susceptibles d'être présents dans les ressources en eau et les EDCH qu'elle a mené les années antérieures sous l'égide de la DGS, puis, dans une instruction aux ARS en date du 31 août 2023 (publiée le 29 septembre 2023), la DGS a précisé les modalités de réalisation de la prochaine campagne nationale exploratoire de mesures de paramètres émergents qui sera réalisée par l'Anses en 2024. Cette nouvelle campagne exploratoire portera sur les PFAS et quelques pesticides dans les eaux brutes et les eaux distribuées. Pour les PFAS, cette campagne portera sur 34 composés, incluant les 20 composés dont la somme est soumise à une limite de qualité depuis le 1er janvier 2023.

Vos interlocuteurs Veolia se tiennent à votre disposition pour vous rencontrer afin de répondre à vos différentes questions et échanger plus en avant sur les éventuelles conséquences pour votre service des évolutions réglementaires survenues au 1er janvier 2023, en lien avec le Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire des Eaux dont la PRPDE est maître d'ouvrage.

Métabolites de pesticides : des critères de gestion qui évoluent

L'instruction DGS/EA4/2020/177 en date du 18 décembre 2020 était venue préciser les modalités de gestion des risques sanitaires en cas de présence de pesticides et de métabolites de pesticides (molécules issues de la dégradation des pesticides) dans les Eaux Destinées à la Consommation Humaine (EDCH).

Aussi, depuis la publication de l'instruction de décembre 2020, les Agences Régionales de Santé (ARS) ont renforcé le contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine en y intégrant des nouveaux

métabolites de pesticides. Ce renforcement a conduit dès 2021 à la détection de plus en plus fréquente de métabolites de pesticides dans les ressources en eau et/ou dans les eaux produites et distribuées et, ce, au-delà des normes réglementaires.

Durant l'année 2022, face à cette détection de plus en plus fréquente, les autorités sanitaires ont précisé les modalités de gestion initialement prévues dans l'instruction de décembre 2020.

Ainsi, après avoir saisi le Haut Conseil de Santé Publique (HCSP), dans son instruction du 24 mai 2022, la DGS a modifié les modalités de gestion des métabolites ne disposant pas de valeur sanitaire définie par l'Anses en préconisant aux ARS d'appliquer alors les valeurs sanitaires transitoires (VST) établies par l'agence fédérale pour l'environnement allemande (UBA).

Pour les seuls métabolites non-pertinents, l'arrêté du 30 décembre 2022 (modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007) relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine fixe la valeur indicative de 0,9 µg/L comme seuil à partir duquel un plan d'action préventif sur la zone de captage est nécessaire. Ce faisant, cet arrêté abroge les modalités de gestion prévues, pour les métabolites non-pertinents, dans l'instruction du 18 décembre 2020.

L'année 2023 a été marquée par :

- En avril 2023, la publication des résultats de la campagne exploratoire menée par l'Anses, sous l'égide de la DGS, sur les polluants émergents susceptibles d'être présents dans les ressources en eau et les EDCH. Cette publication a donné lieu à de nombreuses reprises médiatiques du fait de la détection fréquente du métabolite Chlorothalonil R471811 dans les eaux brutes et distribuées. Le métabolite "R471811" est considéré comme pertinent et doté d'une Valeur Sanitaire Transitoire de 3 microgrammes par litre. Au cours de l'année 2023, nous vous avons proposé puis, le cas échéant, réalisé, une campagne d'analyses permettant de dresser un premier état des lieux de la présence éventuelle du métabolite R471811 sur les eaux brutes et/ou distribuées par votre service.
- Dans une instruction en date du 20 octobre 2023 (publiée le 31 octobre 2023), la DGS est venue compléter les modalités de gestion des situations de dépassement des Valeurs Sanitaires Transitoires (VST) pour les métabolites du Chlorothalonil et de la Chloridazone. Notamment, cette instruction précise que pour ces métabolites pertinents, en cas de dépassement de leur VST, les restrictions de consommations préconisées dans les précédentes instructions (décembre 2020 et mai 2022) ne s'appliquent pas. Par contre, les services d'eau concernés restent tenus d'élaborer un plan d'actions pour rétablir la qualité de l'eau et d'informer les abonnés du service. En parallèle, cette instruction annonce la sollicitation de la Commission Européenne par la France en vue d'un état des lieux des situations observées au sein de chaque état membre.

Aussi, le sujet des métabolites de pesticide est susceptible d'évoluer de nouveau au cours de l'année 2024 dans un contexte où les progrès des techniques d'analyse de l'eau conjugués à l'acquisition de nouvelles connaissances scientifiques et à l'application du principe de précaution constituent désormais des facteurs pouvant impacter très directement les services d'eau dans leur gestion des métabolites de pesticides.

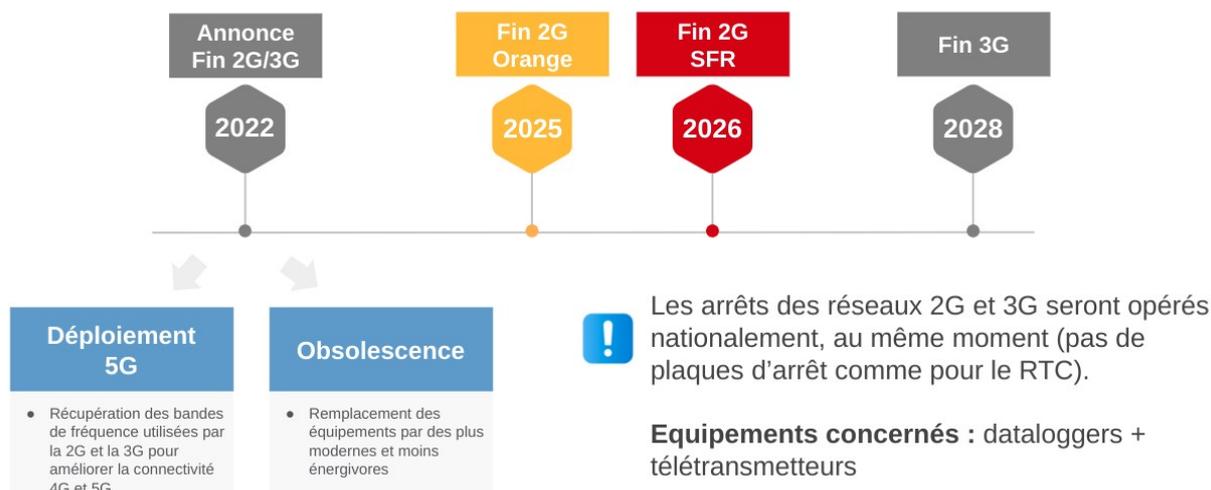
Dans ce contexte évolutif, vos interlocuteurs Veolia se tiennent à votre disposition pour vous rencontrer afin de répondre à vos différentes questions et échanger plus en avant sur les éventuelles conséquences pour votre service de la réglementation applicable depuis le 1er janvier 2023 sur la qualité de l'eau, en lien avec le Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire des Eaux dont la PRPDE est maître d'ouvrage.

- **Fin des réseaux RTC, 2G et 3G**

Les installations d'eau de tous types utilisent des équipements destinés à communiquer et partager des informations aux collectivités et aux délégataires. Elles reflètent l'état de santé des ouvrages, et alertent en cas de dysfonctionnement. Pour vous parvenir, ces données circulent sur des réseaux téléphoniques filaires de type RTC (réseau téléphonique commuté) ou des réseaux 2G/3G.

Les différents opérateurs télécom ont récemment annoncé de façon unilatérale la fin des réseaux 2G à horizon 2025 et 3G à horizon 2028. Les fréquences ainsi libérées seront réemployées pour les services en 4G et 5G.

Ces arrêts des réseaux 2G et 3G seront opérés nationalement au même moment



A la résiliation automatique des abonnements par les opérateurs téléphoniques, les ouvrages d'eau potable ne pourront plus faire remonter d'information à distance. Plus aucune alerte ne parviendra pour prévenir d'un manque d'eau par exemple.

La fin annoncée des technologies 2G et 3G implique la mise en œuvre d'un plan de migration (diagnostic, sélection, approvisionnement, remplacement) des installations de communication, susceptible d'être financé par le plan de renouvellement, de travaux sur devis, ou par voie d'avenant.

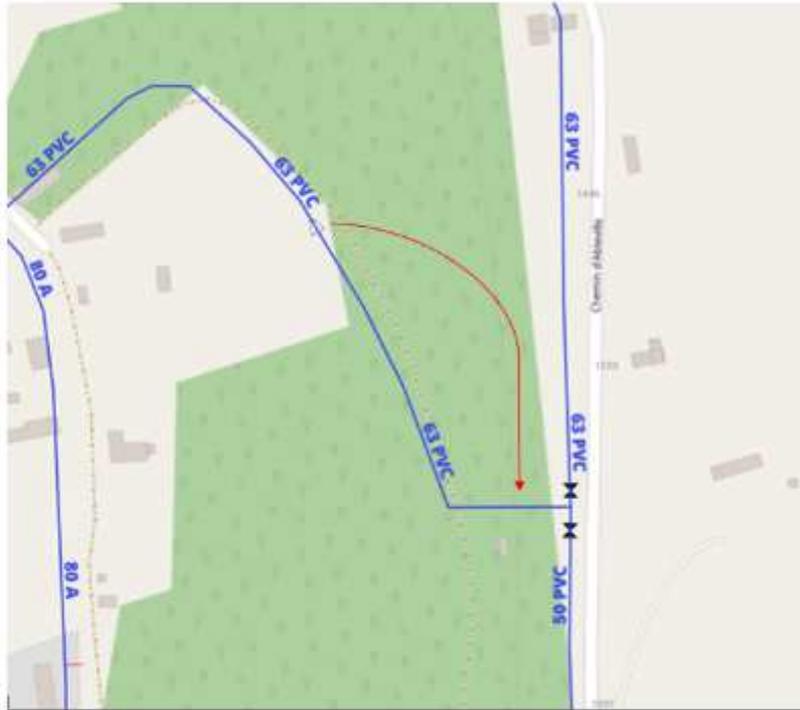
Vos interlocuteurs Veolia se rapprocheront de vous, pour répondre à vos différentes questions et échanger là aussi de manière approfondie sur leurs conséquences pour votre service.

La fin des lignes RTC est programmée par plaques, avec des échéances échelonnées jusqu'à 2030

1.7.3 Propositions d'amélioration

Dans le cadre de la réalisation du schéma directeur d'eau potable, réalisé par le bureau d'études ARTELIA, un des propositions d'optimisation du fonctionnement du réseau ont été proposées.

En complément, nous avons identifié lors d'une intervention d'astreinte de nuit, des difficultés concernant l'accès au stabilisateur de pression situé Chemin d'Ableville sur la commune d'Ablon. Pour faciliter une intervention en sécurité, il est proposé de déplacer le stabilisateur 120 ml plus loin sur la canalisation.

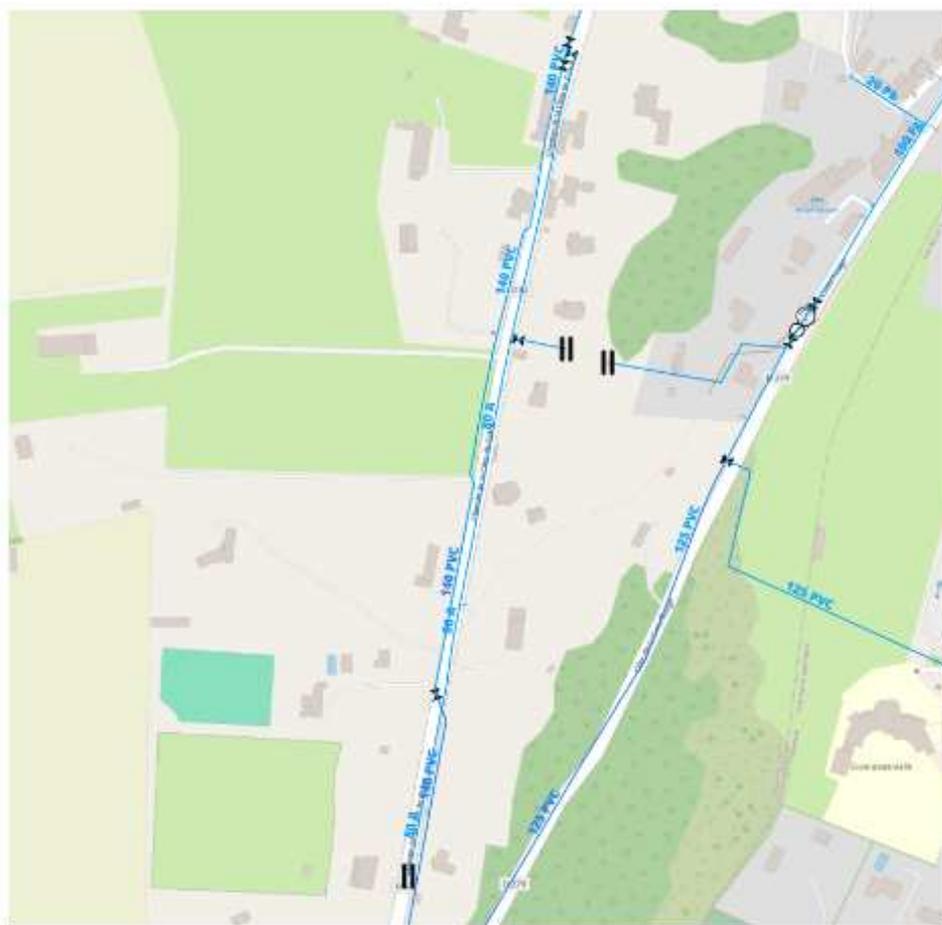


De plus, comme déjà évoqué les années précédents, des canalisations en doublon persistent sur le réseau de distribution du Syndicat. La suppression des doublons et le déport des branchements semble pertinent :

- EQUEMAUVILLE : AVENUE CHARLES HOUSSAYE (60 Acier) - 761 ml



- EQUEMAUVILLE : CHEMIN DE LA COTE DE GRACE (80 Acier) - 500ml



- EQUEMAUVILLE : CHEMIN DU BUQUET (60 Fonte Grise) - 594 ml
- EQUEMAUVILLE : CHEMIN DE LA CROIX ROUGE (80 Acier) - 986 ml

Usine :

La remise en état des installations devient urgente, nous avons constaté de fortes dégradations des ouvrages, des structures vieillissantes, des enduits fissurés.

Les ouvrages du Syndicat doivent être remis en état, la station du Lavoir a été entièrement équipée à neuf.

Le matériel vieillit prématurément à cause de la présence d'humidité engendrée par le Skydome qui fuit.

Les puits des sources d'Equemauville sont également à reprendre en maçonnerie : fissures et enduit tombés.

Stations et puits d'Equemauville :



Station de reprise du Butin :



Petites et Grandes Sources :

Les peintures extérieures sont dégradées, présences de fissures dans le mur.



Les bâtiments sont également fortement dégradés. Présence d'humidité sur les murs intérieurs et extérieurs.

Clôtures Réservoirs :

Les clôtures des anciens réservoirs ne sont pas conformes aux préconisations de l'ARS. Il devient urgent de démarrer un programme de travaux de clôture afin de sécuriser ces sites.



clôture actuelle Equemauville Ramier
clôture souple



Préconisation clôture rigide 2.00m avec portail équipé de lisse défensive

Les sources doivent également être sous protection intrusion permanente et avec un périmètre clos (Equemauville et Pimont). Un système de communication Radio peut être facilement installé à Equemauville.



Le mur de soutènement de la station est très fragilisé, un devis de remise en état de celui-ci a été transmis au syndicat. Cette réfection doit intervenir rapidement, il y a risque de voir le mur tomber au sol.



Ablon :

Le forage et le réservoir d'Ablon ne sont pas sécurisés, autant du point de vue sûreté que protection du personnel.

La mise en place d'un analyseur de chlore et un turbidimètre doit être envisagé pour sécuriser le fonctionnement de l'ouvrage du point de vue qualité de l'eau.

La modification de la désinfection devient nécessaire au vu des nombreux bouchages de l'injection de javel, une chloration peut être installée au niveau du réservoir. Un budget approchant les 30 K€ est à prévoir sur le schéma directeur.

L'ensemble des tuyauteries du réservoir est à remplacer.



Surveillance et diagnostic des forages dans un périmètre de protection pour l'eau potable :

L'article 11 de l'arrêté du 11 septembre 2003 impose l'entretien régulier des forages, puits, ouvrages souterrains et ouvrages connexes à ces derniers, utilisés pour effectuer la surveillance des eaux souterraines ou un prélèvement dans ces eaux.

Cet article prévoit également l'obligation d'inspection périodique (**minimum tous les 10 ans**) de ces ouvrages situés dans les périmètres de protection des captages d'eau destinés à l'alimentation humaine et ceux qui interceptent plusieurs aquifères superposés.



Le forage d'Ablon n'a pas été inspecté depuis très longtemps, un contrôle ITV est nécessaire.

Station de production de Cresseveuille :

La station traite très peu les pesticides notamment le chlorothalonil, une étude peut être engagée pour améliorer l'abattement.

Risques liés aux antennes et aux multiples intervenants

Accès aux antennes sur les réservoirs :

Du fait de leur grande hauteur, les réservoirs sur tour constituent des endroits privilégiés pour l'installation d'antennes relais. Ainsi diverses entreprises sont amenées à se rendre sur site pour réaliser la maintenance

ou le renouvellement des antennes, accroissant le risque d'introduction dans le périmètre de l'ouvrage, des personnes malveillantes.

C'est pourquoi, bien logiquement, les consignes VIGIPIRATE sont très strictes en ce domaine et visent à éviter ou limiter l'introduction de toute personne étrangère au service de VEOLIA.

A savoir, aucun opérateur téléphonique n'intervient directement. Nous sommes systématiquement en présence de sous-traitant.

De plus, l'installation d'antennes de téléphonie mobile sur des réservoirs d'eau potable entraîne un risque de fragilisation des ouvrages, telles que fissurations et infiltrations résultantes, sources de pollution de l'eau et de vieillissement accéléré des ouvrages. Il convient donc d'exiger de l'opérateur une vérification des capacités de la structure à absorber des efforts tangentiels importants sur les points d'ancrage.

Dans ce contexte, le maintien des antennes sur le haut des châteaux d'eau nécessite la mise en place de mesures de sécurité adaptées à l'intérieur des ouvrages, afin d'éviter tout risque de dégradation de l'eau stockée.

Dès que possible, il convient de proposer aux opérateurs de déplacer leurs antennes en dehors du dôme du réservoir. Ceci par la mise en place d'un pylône commun aux différents opérateurs avec un accès sécurisé et en toute autonomie.

La démarche a abouti avec l'opérateur Orange, elle doit être poursuivie avec Bouygues.



La mise en place d'antennes sur le pylône doit être poursuivi par les opérateurs présents.

2.

LES CONSOmmATEURS DE VOTRE SERVICE ET LEUR CONSOmmATION



Veolia fait de la considération et de la personnalisation des réponses apportées les principes transversaux qui guident l'ensemble de sa relation aux consommateurs des services d'eau et d'assainissement, dans toutes ses actions au quotidien. Dans ce chapitre, figurent les informations relatives à la satisfaction des consommateurs de votre service, ainsi que les données liées aux paiements des factures.

2.1 Les consommateurs abonnés du service

→ Le nombre d'abonnés

Le nombre de consommateurs abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens de l'arrêté du 2 mai 2007, figure au tableau suivant :

	2021	2022	2023	N/N-1
Nombre total d'abonnés (clients)	8 207	8 274	8 313	0,5%
domestiques ou assimilés	8 204	8 271	8 310	0,5%
non domestiques	3	3	3	0%

	2021	2022	2023
Nombre total d'abonnés (clients)	8 207	8 274	8 313
ABLON	654	653	653
BARNEVILLE LA BERTRAN	86	86	84
EQUEMAUVILLE	666	682	689
FOURNEVILLE	255	261	265
GONNEVILLE SUR HONFLEUR	460	457	457
GONNEVILLE SUR HONFLEUR (autres que domestiques)	0	0	1
HONFLEUR	4 455	4 501	4 539
HONFLEUR (autres que domestiques)	3	3	3
LA RIVIERE ST SAUVEUR	1 483	1 484	1 474
PENNEDEPIE	145	147	148

→ Les principaux indicateurs de la relation consommateurs

	2021	2022	2023	N/N-1
Nombre d'interventions avec déplacement chez le client	1 424	1 625	2 396	47,4%
Nombre annuel de demandes d'abonnement	830	812	696	-14,3%
Taux de clients mensualisés	35,0 %	37,8 %	40,0 %	5,8%
Taux de clients prélevés hors mensualisation	17,2 %	18,6 %	19,7 %	5,9%
Taux de mutation	10,3 %	10,0 %	8,5 %	-15,0%

Les données consommateurs par commune sont disponibles en annexe.

2.2 La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous

Veolia s'engage à prendre autant soin des consommateurs des services d'eau et d'assainissement qui lui sont confiés que de la qualité de l'eau qu'elle leur apporte ou de leur environnement. Au quotidien, nous souhaitons ainsi que les consommateurs se sentent bienvenus et considérés lorsqu'ils interagissent avec nos équipes, grâce à des interlocuteurs qu'ils comprennent et qui les comprennent... et bien sûr grâce à des femmes et des hommes résolument engagés à leur service.

- **Nos engagements consommateurs**

Nos 8 engagements témoignent de notre mobilisation quotidienne pour la qualité de l'eau et de celle de tous les services qu'attendent les consommateurs. Qu'il s'agisse d'intervenir quand ils ont besoin de nous, de les aider à gérer leurs budgets eau, de les accompagner dans l'adaptation à la transition écologique ou de mettre à leur disposition tous les canaux d'échanges dont ils souhaitent disposer.

Nos 8 engagements

témoignent de notre mobilisation quotidienne pour la qualité de votre eau et de celle de tous les services que vous attendez.

- 1** L'information systématique sur la qualité de votre eau et la réponse en 24h à vos questions *
- 2** Des conseils et alertes en cas de surconsommation, pour préserver les ressources en eau
- 3** L'accès 24/7 à un service consommateurs omnicanal, adapté à chacun
POUR ACCÉDER À CES SERVICES, TÉLÉCHARGEZ NOTRE APPLICATION ICI :
- 4** Des conseillers clientèle près de chez vous, pour un service consommateurs 100% France
- 5** Le respect des délais d'intervention chez vous *
- 6** L'aide à la maîtrise de votre budget eau *
- 7** Le recueil de votre satisfaction en toute occasion *
- 8** Une réponse aux réclamations sous 7 jours *

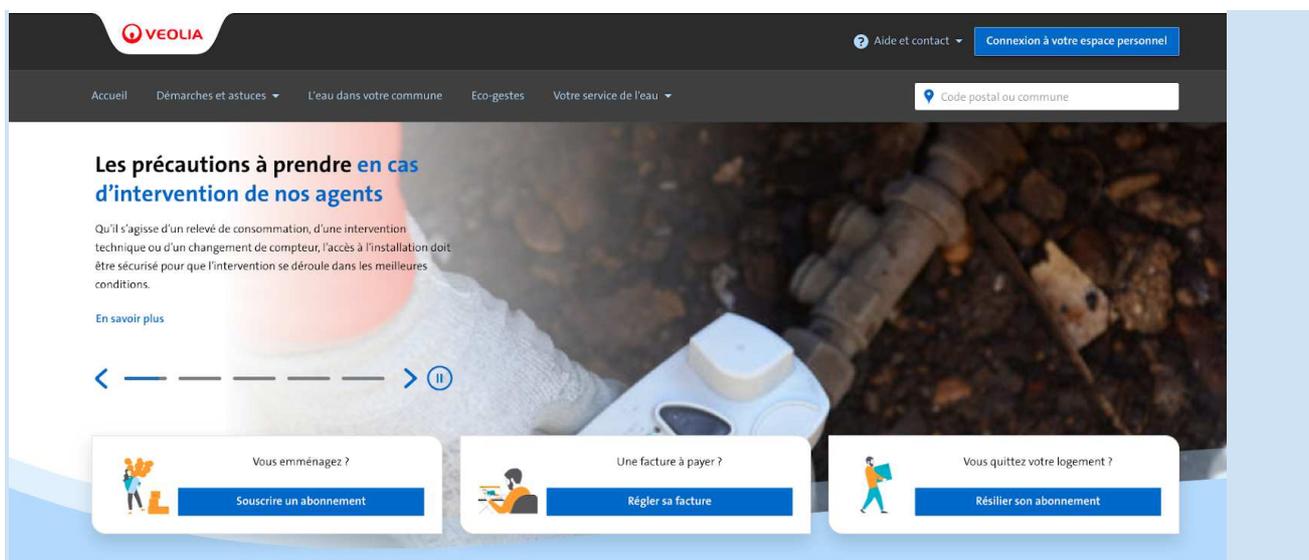
Nos engagements sont si précieux, qu'en cas de non respect, nous vous offrons 30 euros, lorsque vous nous le signalez. Rendez-vous sur eau.veolia.fr pour en savoir plus !

Ces engagements sont détaillés sur notre site eau.veolia.fr à la rubrique “Votre service de l’eau s’engage”. Ceux signalés par un astérisque font l’objet d’une garantie de service qui se traduit par un remboursement de 30 euros après signalement du consommateur en cas de manquement.

- **Notre nouveau site internet**

Plus moderne, plus simple et clair, le nouveau site internet du service de l’eau de votre collectivité met l’accent sur le parcours du consommateur. Sans navigation longue, les trois opérations clefs qui génèrent le plus grand nombre de demandes contacts sont directement accessibles. L’emménagement, le paiement en ligne des factures et la résiliation sont disponibles dès la première page de connexion.

Au-delà de ces opérations les plus courantes, toutes les autres démarches sont également réalisables en ligne, comme par exemple la souscription à la mensualisation ou à la facture électronique, de même que les relevés de compteurs en période de facturation.



Enfin, plusieurs pages sont consacrées aux éco-gestes qui contribuent aux économies d’eau et à la lutte contre le dérèglement climatique, en permettant notamment à chaque consommateur de simuler la consommation de son foyer.

- **Notre volonté d’ancrage territorial**

L’engagement de Veolia en faveur d’un service consommateurs de proximité et de grande qualité, s’appuyant sur la densité de son ancrage territorial a permis à Veolia de devenir le premier opérateur de services d’eau et d’assainissement à obtenir l’attestation “Relation Client 100% France”.

Délivrée par l’Association Française de la Relation Client (AFRC) et l’Association Origine France Garantie, elle certifie que toutes les équipes relations consommateurs des activités eau et assainissement de Veolia sont basées sur le territoire français, et bénéficient d’un contrat de travail en droit français. Elle est précédée d’un audit initial de l’AFNOR.



Veolia dispose en particulier de 11 Centres de Relation Client implantés en France et répartis sur le territoire national : Liévin, Vaulx-en-Velin, Toulouse, Le Mans, Caen, Metz, Maxeville, Blagnac, Lyon, Montpellier, Saint-Maurice.

- ***La multiplicité de nos contacts avec les consommateurs***

Que les demandes des consommateurs soient exprimées par téléphone, courrier, mail, et quel qu'en soit le motif, elles sont systématiquement enregistrées et qualifiées par les conseillers consommateurs.

Le suivi des demandes clients est ainsi total, les conseillers pouvant aisément avoir connaissance des précédentes demandes d'un consommateur ou bien le renseigner sur leur instruction.

Canaux de communication utilisés par les consommateurs

Canal du contact	Principales caractéristiques
Téléphone	6 265
Internet	2 213
Courrier	413
Visite en Agence	300

Objet des demandes des consommateurs

Motif de la demande	Nombre de demandes traitées
Abonnement et Résiliation	2 587
Facture et Paiement	4 362
Qualité de l'eau	18
Intervention	1 627
Branchement	147
Service et divers	450

- **A l'écoute des usagers**

Satisfaire les consommateurs des services que nous exploitons commence par recueillir régulièrement le jugement qu'ils portent sur ces services : leur apporter de la considération, personnaliser les réponses et les services qui leur sont proposés, cela commence toujours par être à l'écoute de ce qu'ils ont à nous dire, de ce qu'ils pensent de nous.

Le baromètre de satisfaction réalisé par Veolia porte sur les principaux critères d'appréciation de nos prestations :

- la qualité de l'eau
- la qualité de la relation avec le consommateur abonné : accueil par les conseillers des Centres d'appel, par ceux de l'accueil de proximité...
- la qualité de l'information adressée aux abonnés

Des indicateurs de performance permettent aussi d'évaluer de manière objective la qualité du service rendu.

	2021	2022	2023	N/N-1
Satisfaction globale	74	82	79	-3
La continuité de service	91	92	89	-3
La qualité de l'eau distribuée	73	83	76	-7
Le niveau de prix facturé	54	56	57	+1
La qualité du service client offert aux abonnés	69	75	72	-3
Le traitement des nouveaux abonnements	80	81	77	-4
L'information délivrée aux abonnés	69	75	70	-5



Composition de votre eau !

Le calcaire, les nitrates, le chlore sont également une cause potentielle d'insatisfaction. Sur le site internet ou sur simple appel chaque consommateur, qu'il soit abonné au service ou habite en logement collectif sans abonnement direct peut demander la composition de son eau.



2.3 Données économiques

→ Le taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente [P154.0]

Le taux d'impayés est calculé au 31/12 de l'année 2023 sur les factures émises au titre de l'année précédente. Le taux d'impayés correspond aux retards de paiement.

C'est une donnée différente de la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » figurant dans le CARE ; cette dernière reprend essentiellement les pertes définitivement comptabilisées. Celles-ci peuvent être enregistrées avec de plus grands décalages dans le temps compte tenu des délais nécessaires à leur constatation définitive.

Une détérioration du taux d'impayés témoigne d'une dégradation du recouvrement des factures d'eau. Une telle dégradation peut annoncer la progression des factures qui seront enregistrées ultérieurement en pertes sur créances irrécouvrables.

	2021	2022	2023
Taux d'impayés	5,71 %	4,07 %	4,67 %
Montant des impayés au 31/12/N en € TTC (sur factures N-1)	128 760	92 269	122 510
Montant facturé N - 1 en € TTC	2 255 017	2 264 429	2 620 900

La loi Brottes du 15 avril 2013 a modifié les modalités de recouvrement des impayés par les services d'eau dans le cas des résidences principales. Quelles que soient les circonstances, les services d'eau ont interdiction de recourir aux coupures d'eau en cas d'impayés et doivent procéder au recouvrement des factures par toutes les autres voies légales offertes par la réglementation. Elles demeurent uniquement possibles dans le cas de résidences secondaires ou de locaux à strict usage professionnel, hors habitation. Cette situation a potentiellement pour effet de renchérir les coûts de recouvrement et/ou de pénaliser les recettes de l'ensemble des acteurs (délégataires, collectivités...).

→ Le montant des abandons de créance et total des aides accordées [P109.0]

L'accompagnement en cas de difficulté à payer les factures d'eau est une priorité pour votre collectivité et pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

- ✓ Urgence financière : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation...) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau,
- ✓ Accompagnement : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées,
- ✓ Assistance : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré au Fonds de Solidarité Logement départemental.

En 2023, le montant des abandons de créance s'élevait à 1 371 €.

Le nombre de demandes d'abandons de créance reçues par le délégataire et les montants accordés figurent au tableau ci-après :

	2021	2022	2023
Nombre de demandes d'abandon de créance à caractère social	28	1	23
Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité (€)	1 420,04	52,55	1 370,94
Volume vendu selon le décret (m3)	1 196 889	1 321 457	1 134 750

Ces éléments permettent à la Collectivité de calculer l'indicateur du décret **[P 109.0]**, en ajoutant à ce montant ses propres versements et en divisant par le volume vendu.

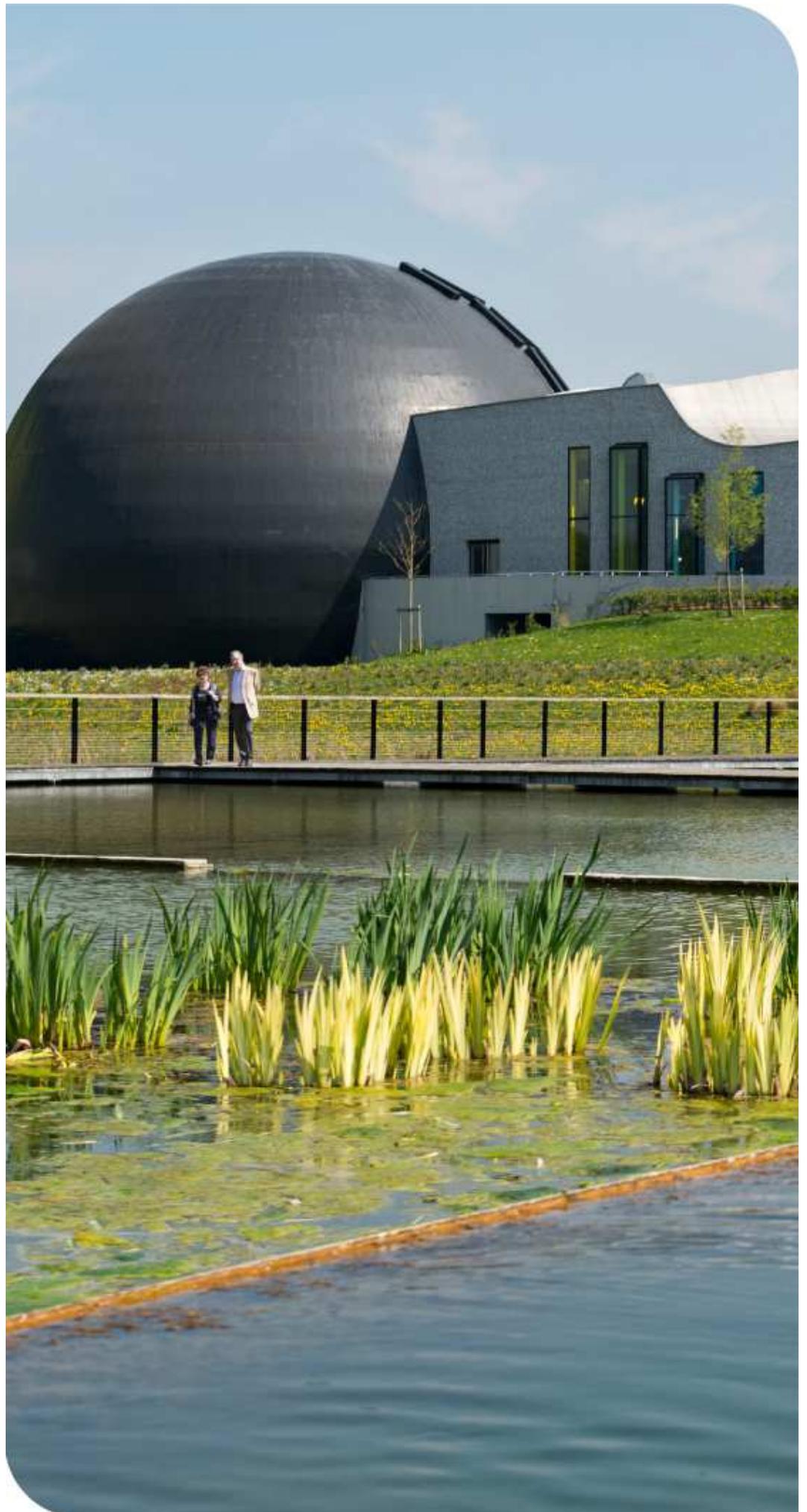
→ **Les échéanciers de paiement**

Le nombre d'échéanciers de paiement figure au tableau ci-après :

	2021	2022	2023
Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année	68	90	147

3.

LE PATRIMOINE DE
VOTRE SERVICE



Prélever, produire, distribuer, stocker, surveiller... : une gestion optimisée du patrimoine est la garantie de son fonctionnement durable et d'un service performant au consommateur. Vous retrouverez dans cette partie l'inventaire des installations et des réseaux associés à votre contrat, ainsi que le bilan des renouvellements et des travaux neufs réalisés sur ces ouvrages durant l'année écoulée. Au-delà, la prise en compte du patrimoine naturel (animaux, végétaux, eau, air, sols) et la gestion des infrastructures vertes, contribuent pleinement à la performance du service et au bien-être des usagers.

3.1 L'inventaire des installations

Cette section présente la liste des installations de prélèvement et de production associées au contrat.

Installation de captage

Captage de Moulineaux (equemauville)
Captage Saint Léonard (Honfleur)
Source du Pimont (gonneville)
Sources de Cresseveuille (gonneville)

Installation de production	Capacité de production (m3/j)	Capacité de stockage (m3)
Installation de production d'eau : FO_ABLON	216	80
Installation de production d'eau : SU_St_Léonard	2 000	0
Station de Production de Cresseveuille Ultra Filtration (Gonneville) NOUVELLE	3 600	300
Station de Production des Moulineaux Les Ramiers (equemauville)	1 200	1 000
Station de Production du Chemin du Lavoir (la riviere st sauveur)	600	25
Capacité totale	7 616	1 405

Réservoir ou château d'eau	Capacité de stockage (m3)
Réservoir de la Croix Hauron (gonneville)	300
Réservoir de Vasouy (honfleur)	250
Réservoir des Longchamps (honfleur)	400
Réservoir La Guérie (Ablon)	80
Réservoir Les Monts d'Auboefs (la riviere st sauveur)	400
Réservoir Les Moulineaux (honfleur)	1 600
Réservoir Vallée d'Ingres (gonneville)	1 500
Capacité totale	4 530

Installation de reprise, de pompage ou surpresseur	Capacité de stockage (m3)
Bâche et Reprise de la Croix Hauron (gonneville)	1 000
Reprise de Vasouy Le Butin (honfleur)	20
Reprise des Marronniers (honfleur)	0
SAINT LEONARD	0
Capacité totale	1 020

Autres installations eau

Autres installations eau : Chambre de vannes la rivière st sauveur
--

PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES RESSOURCES

Nom de l'ouvrage	Type de captage : source, eau souterraine, cours d'eau	Commune	Adresse de l'ouvrage	Date de réalisation du captage	Longitude (X) en RGF 93	Latitude (Y) en RGF 93	Numéro de parcelle	Propriétaire de la parcelle	Code BSS	Accès au site	Description alentours du périmètre immédiat	Débit journalier autorisé par la DUP
Cresseveuille A	Source	Gonneville sur Honfleur	Vallée de l'orange	1956	500 027	6 922 349	OC n°0151	Oui	BSS000GJGJ	Chemin peu carrossable	Bois	3 700 m3/j
Cresseveuille B	Source			1956	499 933	6 922 286	OC n°0151	Oui	BSS000GJGK	Chemin peu carrossable	Bois	
Charrière Harang - Voie ferrée	Eau souterraine	Ablon	Charrière Harang		504 174	6 923 757	OC n°0025	Oui	BSS000GJKQ	Chemin peu carrossable	Bois	Pas de volume inscrit au DUP
Lavoir - Vallée d'ingres	Source	La Rivière saint Sauveur	Chemin du lavoir		501 279	6 926 398	OC n°00280 & 0003	Oui	BSS000GJGS	Chemin empierré	Urbain	600 m3/j
Moulineaux	Source	Equemauville	Chemin des moulineaux		498 126	6 925 729	OA 106	Oui	BSS000GJFZ	Route communale	Rural	1 200 m3/j
Pimont	Source	Gonneville sur Honfleur	Chemin du lavoir		498 410	6 925 139	OF n°0217	Oui	BSS000GJGN	Chemin empierré	Rural	

3.2 L'inventaire des réseaux

Cette section présente la liste :

- ✓ des réseaux de distribution,
- ✓ des équipements du réseau,
- ✓ des branchements en domaine public,
- ✓ des outils de comptage

Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ Les réseaux, équipements, branchements et outils de comptage

	2021	2022	2023	N/N-1
Canalisations				
Longueur totale du réseau (km)	282,5	283,1	283,0	-0,0%
Longueur d'adduction (ml)		2 737	2 738	0,0%
Longueur de distribution (ml)	282 496	280 341	280 213	-0,0%
<i>dont canalisations</i>	245 624	243 236	242 881	-0,1%
<i>dont branchements</i>	36 872	37 105	37 332	0,6%
Equipements				
Nombre d'appareils publics	325	353	354	0,3%
<i>dont poteaux d'incendie</i>	303	330	331	0,3%
<i>dont bouches d'incendie</i>	15	15	15	0,0%
<i>dont bornes de puisage</i>		1	1	0,0%
<i>dont bouches d'arrosage</i>	7	7	7	0,0%
Branchements				
Nombre de branchements	8 056	8 104	8 154	0,6%

	2021	2022	2023	N/N-1	Qualification
Compteurs					
Nombre de compteurs	9 226	9 263	9 329	0,7%	Bien de retour
<i>dont sur abonnements en service</i>	8 174	8 240	8 281	0,5%	
<i>dont sur abonnements résiliés sans successeur</i>	1 052	1 023	1 048	2,4%	

	Canalisation d'adduction (ml)	Canalisation distribution (ml)	Total (ml)
Longueur totale tous DN (ml)	2 738	242 881	245 619
DN 20 (mm)		91	91
DN 25 (mm)		1 033	1 033
DN 32 (mm)		3 304	3 304
DN 40 (mm)		10 955	10 955
DN 50 (mm)		17 936	17 936
DN 60 (mm)		10 178	10 178
DN 63 (mm)		24 440	24 440
DN 75 (mm)		14 877	14 877
DN 80 (mm)	157	8 496	8 653
DN 90 (mm)		4 065	4 065
DN 100 (mm)		18 546	18 546
DN 110 (mm)		14 908	14 908
DN 125 (mm)		26 419	26 419
DN 140 (mm)		11 186	11 186
DN 150 (mm)	388	23 906	24 294
DN 160 (mm)	563	19 994	20 557
DN 180 (mm)		1 023	1 023
DN 200 (mm)	56	6 826	6 882
DN 250 (mm)	1 574	8 503	10 077
DN 300 (mm)		3 427	3 427
DN 400 (mm)		7 825	7 825
DN indéterminé (mm)		4 943	4 943

3.3 Les indicateurs de suivi du patrimoine

Dans le cadre d'une responsabilité partagée – selon le cadre défini par le contrat - Veolia met en œuvre une démarche de gestion durable et optimisée du patrimoine afin de garantir le maintien en condition opérationnelle des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance des installations et, pour les réseaux, d'un Système d'Information Géographique (SIG). L'analyse de l'ensemble des données apporte à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état.

3.3.1 Le taux moyen de renouvellement des réseaux

Le tableau suivant permet à la collectivité de calculer le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable. La dernière ligne précise le linéaire renouvelé porté à la connaissance du délégataire. La collectivité pourra calculer le taux moyen de renouvellement en ajoutant aux valeurs de la dernière ligne le linéaire renouvelé sous sa maîtrise d'ouvrage, en moyennant sur 5 ans et en divisant par la longueur totale du réseau.

	2021	2022	2023
Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (%)	0,53	0,00	0,00
Longueur du réseau de desserte (hors adduction et hors branchements) (ml)	245 624	243 236	242 881
Longueur renouvelée totale (ml)	302	820	290
Longueur renouvelée par le délégataire (ml)	0	0	0

3.3.2 L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux [P103.2]

L'obligation de réalisation d'un descriptif détaillé des ouvrages d'eau, tel que le définit l'article D.2224-5-1 du Code Général des Collectivités Territoriales répond à l'objectif de mettre en place une gestion patrimoniale des réseaux.

Il faut que l'Indice de Connaissance et Gestion patrimoniale du réseau atteigne un total de 40 points sur les 45 premiers points accessibles pour que le service soit réputé disposer du descriptif détaillé.

Depuis 2015, les services d'eau ne disposant pas du descriptif détaillé se sont vus appliquer un doublement de la redevance pour les prélèvements réalisés sur la ressource en eau.

Calculé sur un barème de 120 points (ou 100 points pour les services n'ayant pas la mission de distribution), la valeur de cet indice [P103.2] pour l'année 2023 est de :

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	2021	2022	2023
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux	100	100	100

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau		Barème	Valeur ICGPR
Code VP	Partie A : Plan des réseaux (15 points)		
VP.236	Existence d'un plan des réseaux	10	10
VP.237	Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5
Code VP	Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)		
VP.238	Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques		Oui
VP.239	Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres.		97,69 %
VP.240	Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres		Oui
Combinaison des variables VP238, VP239 et VP240	Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	15
VP.241	Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15	15
Total Parties A et B		45	45
Code VP	Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)		
VP.242	Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	10
VP.243	Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	10
VP.244	Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux	10	0
VP.245	Inventaire caractéristiques compteurs et références carnet métrologique	10	10
VP.246	Inventaire secteurs de recherche de pertes eau	10	10
VP.247	Localisation des autres interventions	10	10
VP.248	Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	10	0
VP.249	Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux	5	5
Total:		120	100

La valeur de l'indice atteint le seuil des 40 premiers points du barème. En conséquence, le service dispose au 31 décembre 2023 du descriptif détaillé tel qu'exigé par la réglementation. Toutefois, un plan d'action visant à compléter l'inventaire des canalisations pourra être utilement mis en œuvre pour consolider ce descriptif détaillé. Veolia se tient à la disposition de vos services pour établir ce plan d'action.

Dans le cadre de sa mission, Veolia procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses missions ainsi que les informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.

3.4 Gestion du patrimoine

3.4.1 Les renouvellements réalisés

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines, réservoirs...) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : compteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

→ *Les installations*

Installations électromécaniques	Opération réalisée dans l'exercice	Mode de gestion
STATION DE PRODUCTION DE CRESSEVEUILLE		
AUTOCONTROLE DES EAUX BRUTES		
SONDE DE PH	Renouvellement	Compte
RÉPARTITION DES EAUX BRUTES		
VANNES DE RÉGULATION POUR RÉPARTITION (2)	Renouvellement	Compte
BACHE EAU AFFINÉE		
MESURE DE NIVEAU DANS BACHE D'ASPIRATION	Renouvellement	Compte
SKIDS ULTRAFILTRATION		
VANNE PAPILLON À COMMANDE PNEUMATIQUE	Rénovation	Compte
VANNE PAPILLON À COMMANDE PNEUMATIQUE	Rénovation	Compte
VANNE PAPILLON À COMMANDE PNEUMATIQUE	Rénovation	Compte
RÉTROLAVAGE ULTRAFILTRATION		
DISQUES DE RUPTURE	Renouvellement	Compte
STAB POTECT SKID1	Rénovation	Compte
STAB POTECT SKID1	Rénovation	Compte
STOCK PIECE SKID	Renouvellement	Compte
BACHE DE NEUTRALISATION DES EAUX DE LAVAGE		
MESURE DE CHLORE	Rénovation	Compte
SONDE DE PH	Renouvellement	Compte
STOCKAGE EAU TRAITÉE		
MESURE DE NIVEAU DANS BACHE D'ASPIRATION	Renouvellement	Compte
CONTRÔLE EAU TRAITÉE		
SONDE DE PH	Renouvellement	Compte
POMPAGE EAU TRAITÉE VERS GONNEVILLE		
POMPE 1	Rénovation	Compte
DOSAGE D'EAU DE JAVEL VERS DÉSINFECTION		
POMPES DOSEUSES 1	Renouvellement	Compte
DOSAGE D'EAU DE JAVEL VERS LAVAGE UF		
POMPES DOSEUSES 1	Renouvellement	Compte
POMPE DOSEUSE 1	Renouvellement	Compte
PIÈCES DÉTACHÉES		
SONDE DE PH	Renouvellement	Compte
LOCAL ELECTRIQUE		
PORTAIL	Rénovation	Compte
SYSTEME VIDEO & CAMERAS	Rénovation	Compte
MOTORISATION 2 PORTAILS	Renouvellement	Compte
ANTI INTRUSION	Renouvellement	Compte
4 - CAPTAGE ET SURPRESSION DE SAINT LÉONARD		
4000 - OXYDATION DESINFECTION(-)		
POMPE DOSEUSE	Renouvellement	Compte
0007 - STAT DE PROD EQUEMAUVILLE		
9500 - INSTRUMENTATION(-)		
COMPTEUR AGENCE PT111 VERS BACHE 1600 M3	Renouvellement	Compte

0030 - REPRISE & SECTORISATION DES MARRONNIERS		
6000 - POMPAGES STATION(-)		
POMPE NO1 - FACE À L'ENTRÉE	Rénovation	Compte
9500 - INSTRUMENTATION(-)		
ANALYSEUR DE CHLORE AVEC SONDÉS	Renouvellement	Compte
0803 - BACHE ET SECTORISATION DE VASOUY		
STAB APPORT CX HAURON	Rénovation	Compte
1030 - BACHE LES MOULINEAUX 1600 M3		
9500 - INSTRUMENTATION(-)		
ANALYSEUR DE CHLORE	Renouvellement	Compte
ANALYSEUR DE CHLORE BACHE MOULINEAUX	Renouvellement	Compte
CHAMB DE VANNE CHEM DU BOIS LA RIVIÈ ST SAUVEUR		
STAB VALLEE INGREE		
STAB	Rénovation	Compte
0010 - STATION DE PRODUCTION DU CHEMIN DU LAVOIR		
PORTE CHLOROMÈTRE	Renouvellement	Compte
STAB VERS VALLEE INGREE	Rénovation	Compte
4030 - CHLORATION(-)		
SONDE ANA CHLORE	Renouvellement	Compte
RESERVOIR VALLEE INGREE		
INSTRUMENTATION		
ANALYSEUR CHLORE ENTREE	Rénovation	Compte
ANALYSEUR CHLORE SORTIE	Rénovation	Compte
Forage d'Ablon		
Bâtiments, VRD et Moyens Divers		
PROTECTION ACCES EAU	Renouvellement	Compte
Contrôle/Commande		
Démarrateur Pompe	Renouvellement	Compte
Chloration		
POMPE DOSEUSE	Renouvellement	Compte
R2TENTION	Renouvellement	Compte
Réservoir la Guérie		
File Eau		
CONDUITE DE VIDANGE	Renouvellement	Compte

→ Les compteurs

En ce qui concerne les compteurs d'eau froide en service, le renouvellement est réalisé de manière à répondre aux obligations contractuelles et assurer la conformité réglementaire du parc de compteurs.

En France, le « contrôle en service des compteurs d'eau froide potable » est réglementé par l'arrêté du 6 mars 2007. Parmi les méthodes proposées par cet arrêté, Veolia a choisi celle qui donne la meilleure connaissance du parc : la mise en place d'un système qualité pour utiliser ses propres moyens de contrôle. Les compteurs de diamètre nominal strictement inférieur à 40 mm sont inspectés selon une méthode

statistique définie par cet arrêté tandis que les autres compteurs sont renouvelés selon la méthode de renouvellement suivant l'âge et la classe du compteur.

Un carnet métrologique comprenant les informations demandées par la décision du 30 décembre 2008 est tenu à jour pour l'ensemble des compteurs gérés.

Veolia a été autorisé par décision ministérielle 17.00.380.001.1 à utiliser la procédure de contrôle statistique par le détenteur pour les compteurs qu'elle détient ou gère au titre d'un contrat de délégation de service public. Le système qualité de Veolia est accrédité (accréditation n° 3-1316 (précédemment accréditation n° 2 – 5146 jusqu'au 1^{er} décembre 2016) portée disponible sur WWW.COFRAC.fr) pour faire inspecter les compteurs par son laboratoire.

Les lots de compteurs inspectés depuis 2010 sont conformes à la réglementation. Ces méthodes statistiques permettent de mettre en œuvre une stratégie de renouvellement préventif optimisée et contribuent à la maîtrise des technologies de comptage et au suivi du vieillissement des compteurs au cours du temps.

Renouvellement des compteurs	2021	2022	2023	N/N-1
Nombre de compteurs	9 226	9 263	9 329	0,7%
Nombre de compteurs remplacés	686	1 159	1 654	42,7%
Taux de compteurs remplacés	7,4	12,5	17,7	41,6%

L'écart sur le nombre de compteurs remplacés par rapport à la donnée Réseau (lot) ci-dessous peut s'expliquer entre les périodes de recollement des clôtures comptables et clôtures clientèles très légèrement décalées.

→ Les réseaux

Lieu ou ouvrage	Description
PERIMETRE DU CONTRAT	RENOUVELLEMENT DE 4 BRANCHEMENTS D'EAU DN 25
ABLON(14)	ROUTE DE FIQUEFLEUR (D580A)
ABLON(14)	RUE DES TILLEULS
ABLON(14)	LE GROS CHENE
HONFLEUR(14)	RUE HAUTE
PERIMETRE DU CONTRAT	RENOUVELLEMENT DE 2 BRANCHEMENTS PLOMB D'EAU DN 25
HONFLEUR(14)	RUE ALFRED LUARD
HONFLEUR(14)	CHEMIN SAINT-NICOL
HONFLEUR(14)	RENOUVELLEMENT DE 3 BOUCHES A CLES : AVENUE DU PRESIDENT DUCHESNE
HONFLEUR(14)	RENOUVELLEMENT D'1 VANNE DN 100 : AVENUE DU PRESIDENT DUCHESNE
ABLON(14)	RENOUVELLEMENT D'1 VENTOUSE DN 50 : CHEMIN D'ABLEVILLE ET DE LA BATTERIE
FAIT PAR LE SYNDICAT	RENOUVELLEMENT DE CANALISATION
EQUEMAUVILLE(14)	290 ML DN 140 PEHD CHEMIN DE LA CROIX ROUGE / RD 62

Réseaux	Quantité renouvelée dans l'exercice	Mode de gestion
Réseau (lot)		
BRANCHEMENTS EAU	6	Compte
COMPTEURS EAU	1634	Compte
ACCESSOIRES HYDRAULIQUES EAU	5	Compte

→ Les branchements

Renouvellement des branchements plomb	2021	2022	2023	N/N-1
Nombre de branchements	8 056	8 104	8 154	0,6%
<i>dont branchements plomb au 31 décembre (*)</i>	0	0	21	100%
<i>% de branchements plomb restant au 31 décembre</i>	0,0%	0,0%	0,3%	100%
<i>Branchements plomb découverts pendant l'année</i>	15	3	23	666,7%
<i>Branchements plomb supprimés pendant l'année (**)</i>	15	3	2	-33,3%

(*) inventaire effectué au vu de la partie visible au droit du compteur

(**) par le Délégué et par la Collectivité

3.4.2 Les travaux neufs réalisés

→ Les installations

Travaux réalisés par le délégataire :

Aucun travaux neuf n'a été réalisé par le Délégué sur les installations (réservoirs).

Travaux réalisés par la Collectivité :

Aucun travaux neuf n'a été réalisé par la Collectivité sur les installations (réservoirs).

→ Les réseaux, branchements et compteurs

Les principales opérations réalisées par le délégataire figurent au tableau suivant :

Lieu ou ouvrage	Description
HONFLEUR(14)	POSE D'1 VANNE DN 250 AVENUE DU PRESIDENT DUCHESNE
LA RIVIERE-SAINT-SAUVEUR(14)	POSE D'1 VANNE DN 100 CHEMIN DES MONTS D'AUBEUF

Commune	Détail de l'intervention
PERIMETRE DU CONTRAT	CREATION DE 15 BRANCHEMENTS D'EAU DN 25
ABLON(14)	156 CHEMIN DE LA BATTERIE
EQUEMAUVILLE(14)	998 CHEMIN DE LA CROIX ROUGE (D62)
EQUEMAUVILLE(14)	22 RUE DE PARIS
EQUEMAUVILLE(14)	CHEMIN DES RIBOUSSAILLES
EQUEMAUVILLE(14)	41 CHEMIN DES ONGLETS
GONNEVILLE SUR HONFLEUR(14)	84 IMPASSE DU MERLE BLANC
HONFLEUR(14)	AVENUE DE NORMANDIE / RD 580
HONFLEUR(14)	2 PLACE ALPHONSE ALLAIS
HONFLEUR(14)	16 RUE DU PUIITS
HONFLEUR(14)	2542 RD 513
HONFLEUR(14)	CHEMIN PERDU
HONFLEUR(14)	RUE DE WORTH
LA RIVIERE SAINT SAUVEUR(14)	956 CHEMIN DES MONTS D'AUBEUFS
PENNEDEPIE(14)	ROUTE D'HONFLEUR (D513)
PENNEDEPIE(14)	178 ROUTE DE FRESNAYE
PERIMETRE DU CONTRAT	CREATION DE 5 BRANCHEMENTS D'EAU DN 32
HONFLEUR(14)	7 COURS ALBERT MANUEL
HONFLEUR(14)	130 RUE HAUTE
HONFLEUR(14)	70 CHEMIN DES VARETS
HONFLEUR(14)	130 RUE HAUTE
PENNEDEPIE(14)	ROUTE DEPARTEMENTALE 62 (D62)
PERIMETRE DU CONTRAT	CREATION DE 4 BRANCHEMENTS D'EAU DN 50
HONFLEUR(14)	9 RUE DE LA FOULERIE
HONFLEUR(14)	11 RUE DE LA FOULERIE
HONFLEUR(14)	CHEMIN DU VAL LA REINE (D279)
HONFLEUR(14)	2 QUAI DE LA JETEE
PERIMETRE DU CONTRAT	CREATION D'1 BRANCHEMENT D'EAU DN 63
LA RIVIERE SAINT SAUVEUR(14)	38 ROUTE DE ROUEN
PERIMETRE DU CONTRAT	CREATION D'1 BRANCHEMENT D'EAU DN 100
HONFLEUR(14)	AVENUE DE NORMANDIE

4.

LA PERFORMANCE
ET L'EFFICACITÉ
OPÉRATIONNELLE
POUR VOTRE
SERVICE



Les consommateurs exigent au quotidien un service d'eau performant, avec comme premier critère de satisfaction la qualité de l'eau distribuée. Ce chapitre présente l'ensemble des données relatives à la composition et à la qualité de l'eau produite et distribuée. Vous y trouverez également les informations sur l'efficacité de la production et de la distribution, ainsi que la performance environnementale de votre contrat (protection des ressources, bilan énergétique).

4.1 La qualité de l'eau

La qualité de l'eau distribuée constitue l'enjeu prioritaire de performance des services. Elle figure légitimement au premier rang des exigences des consommateurs de service d'eau.

Les phénomènes de dégradation de la qualité de l'eau sont complexes et leur maîtrise nécessite une vigilance à tous les stades de vie des infrastructures du service (conception, travaux, exploitation...).

4.1.1 Le contrôle de la qualité de l'eau

Dans tous les services qui lui sont confiés, Veolia fait le choix de compléter le contrôle réglementaire réalisé par l'Agence Régionale de Santé, par un plan de surveillance de la qualité de l'eau sur la ressource et sur l'eau produite ainsi que distribuée. Ceci, en accord avec l'arrêté du 30 décembre 2022 qui décrit les modalités de mise en œuvre de la surveillance permanente de la qualité de l'eau exercée par la Collectivité en sa qualité de personne responsable de la production ou de la distribution de l'eau. Des prélèvements sont ainsi réalisés sur les points de captage, dans les usines de production d'eau potable et sur le réseau de distribution jusqu'au robinet du consommateur. La surveillance est adaptée à chaque service et permet d'assurer un suivi du bon fonctionnement des installations et de la qualité de l'eau distribuée.

→ *Cas des nouveaux paramètres*

Le renforcement au 1er janvier 2023 des normes de qualité exigées pour l'eau potable nous a conduit à vous informer de la réalisation par nos soins d'une campagne d'analyses, permettant de dresser un premier état des lieux sur la présence éventuelle de sept nouveaux paramètres dans les eaux brutes et/ou distribuées par votre service.

→ *Cas des métabolites de pesticides*

La publication des résultats de la campagne exploratoire menée par l'Anses sur les polluants émergents susceptibles d'être présents dans les ressources en eau et les EDCH a donné lieu à de nombreuses reprises médiatiques du fait de la détection fréquente du métabolite Chlorothalonil R471811 dans les eaux brutes et distribuées. Le métabolite "R471811" est considéré comme pertinent et doté d'une Valeur Sanitaire Transitoire de 3 microgrammes par litre. Au cours de l'année 2023, nous vous avons proposé puis, le cas échéant, réalisé, une campagne d'analyses permettant de dresser un premier état des lieux de la présence éventuelle du métabolite R471811 sur les eaux brutes et/ou distribuées par votre service.

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses réalisées sur l'ensemble du service à l'initiative de l'ARS ou au motif de la surveillance.

Le détail des paramètres est disponible en annexe.

	Contrôle sanitaire	Surveillance par le délégataire	Analyses supplémentaires
Microbiologique	431	76	2
Physico-chimique	5543	298	46

4.1.2 L'eau produite et distribuée

→ Conformité des paramètres analytiques

Détail des non-conformités par rapport aux limites de qualité :

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Déléguataire	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Déléguataire	Valeur du seuil et unité
Chlorothalonil R471811	0,022	0,294	4	3	8	4	0,1 µg/l
Pesticides totaux	0	0,541	1	0	12	9	0,5 µg/l

Détail des non-conformités par rapport aux références de qualité :

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Déléguataire	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Déléguataire	Valeur du seuil et unité
Bactéries Coliformes	0	5	1	0	73	12	0 n/100ml
Carbone Organique Total	0,3	2,2	1	0	19	7	2 mg/l C
Turbidité	0	2,24	0	1	76	16	2 NFU

→ Composition de l'eau du robinet

Les données sont celles observées aux points de mise en distribution et de consommation. Les résultats sur les ressources ne sont pas pris en compte dans ce tableau. La caractérisation de l'eau résulte ici d'analyses réglementaires réalisées pour le compte de l'Agence Régionale de Santé, et des analyses d'auto-contrôle pilotées par Veolia.

Paramètre	Mini	Maxi	Nb d'analyses	Unité	Valeur du seuil
Calcium	84,70	131	8	mg/l	Sans objet
Chlorures	20,20	29,10	19	mg/l	250
Fluorures	0	390	8	µg/l	1500
Magnésium	4,20	9,10	8	mg/l	Sans objet
Nitrates	0	31,60	77	mg/l	50
Pesticides totaux	0	0,54	21	µg/l	0,5
Potassium	1,30	3,30	8	mg/l	Sans objet
Sodium	11,20	14,40	8	mg/l	200
Sulfates	10	23,60	19	mg/l	250
Titre Hydrotimétrique	21,80	35	71	°F	Sans objet

4.1.3 L'évolution de la qualité de l'eau

→ Historique des données du contrôle officiel (ARS)

Les indicateurs de conformité des prélèvements réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité concernent les paramètres microbiologiques [P101.1] et physico-chimiques [P102.1]. Le résultat des analyses du contrôle officiel peut être consulté sur le site du ministère : <http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable>

	2021	2022	2023
Paramètres microbiologiques			
Taux de conformité microbiologique	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Nombre de prélèvements conformes	64	65	76
Nombre de prélèvements non conformes	0	0	0
Nombre total de prélèvements	64	65	76
Paramètres physico-chimique			
Taux de conformité physico-chimique	100,00 %	100,00 %	95,12 %
Nombre de prélèvements conformes	69	67	78
Nombre de prélèvements non conformes	0	0	4
Nombre total de prélèvements	69	67	82

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

→ Chlorure de Vinyle Monomère

Le Chlorure de Vinyle Monomère (CVM) constitue la principale matière première du PVC. Cette substance est classée comme cancérigène et sa limite de qualité dans les eaux destinées à la consommation humaine est fixée à 0,5 µg/L. Des dépassements de cette limite de qualité sont susceptibles d'être observés du fait d'une migration dans l'eau distribuée du CVM résiduel contenu dans les parois de certaines canalisations en PVC produites avant 1980.

L'instruction de la Direction Générale de la Santé, DGS/EA4/2020/67, en date du 29 avril 2020 est venue modifier l'instruction du 18 octobre 2012 relative au CVM dans l'eau destinée à la consommation humaine. Par rapport à la précédente instruction d'octobre 2012, l'instruction d'avril 2020 positionne la Collectivité au centre du dispositif de gestion préventive et corrective des risques sanitaires liés à la présence du CVM dans l'eau destinée à la consommation humaine. Ainsi, cette instruction transfère à la Collectivité, et non plus aux ARS, la responsabilité de réaliser les étapes préalables de repérage des canalisations « à risque » et de surveillance de la qualité de l'eau sur les canalisations identifiées comme « à risque ».

4.2 La maîtrise des prélèvements sur la ressource, volumes et rendement du réseau

4.2.1 L'efficacité de la production : le volume prélevé et produit

→ Le volume prélevé

Le volume prélevé par ressource et par nature d'eau est détaillé ci-après :

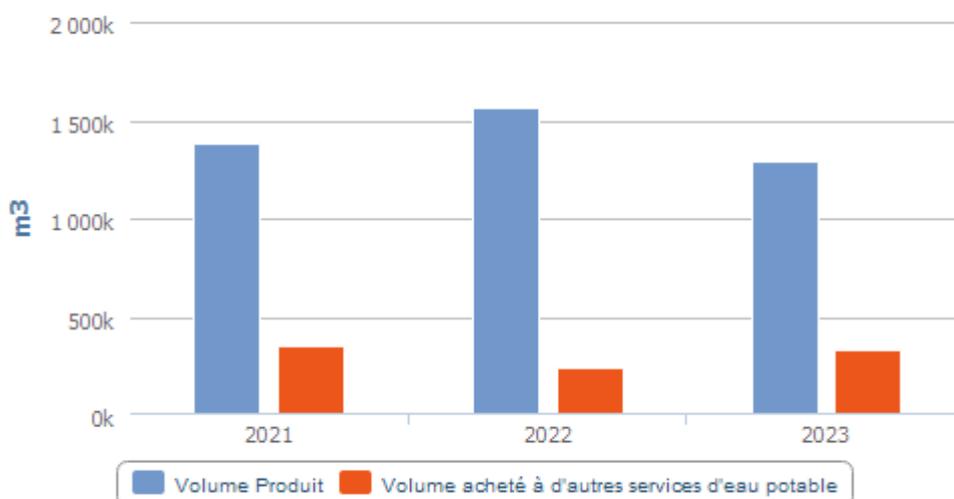
	2021	2022	2023	N/N-1
Volume prélevé (m3)	1 484 993	1 642 684	1 351 117	-17,7%
Volume prélevé par ressource (m3)				
Installation de production d'eau : FO_ABLON	11 407	92 771	86 501	-6,8%
Installation de production d'eau : SU_St_Léonard	294 611	279 048	160 671	-42,4%
Station de Production de Cresseveuille Ultra Filtration (Gonneville) NOUVELLE	793 622	743 238	557 097	-25,0%
Station de Production des Moulineaux Les Ramiers (equemauville)	234 534	289 914	310 742	7,2%
Station de Production du Chemin du Lavoir (la riviere st sauveur)	150 819	237 713	236 106	-0,7%
Volume prélevé par nature d'eau (m3)				

→ Le volume produit et mis en distribution

Les volumes produit et mis en distribution prennent en compte, le cas échéant, le volume acheté et vendu à d'autres services d'eau potable :

	2021	2022	2023	N/N-1
Volume prélevé (m3)	1 484 993	1 642 684	1 351 117	-17,7%
Besoin des usines	110 046	86 105	65 708	-23,7%
Volume produit (m3)	1 374 947	1 556 579	1 285 409	-17,4%
Volume acheté à d'autres services d'eau potable	345 816	240 306	331 512	38,0%
Volume vendu à d'autres services d'eau potable	0	0	0	0%
Volume mis en distribution (m3)	1 720 763	1 796 885	1 616 921	-10,0%

Evolution des volumes produits et achetés à d'autres services d'eau potable



Le volume acheté à d'autres services d'eau potable est détaillé ci-après :

	2021	2022	2023	N/N-1
Volume acheté à d'autres services d'eau potable (m3)	345 816	240 306	331 512	38,0%
4CF – SAINT GATIEN	2 123	1 660	1 115	-32,9%
NPA CRESSEVEUILLE	115 996	88 424	86 573	-2,1%
NPA CROIX HAURON	207 106	132 670	219 760	65,6%
SIAEP ST BENOIT GROS CHENE	11 948	7 411	14 685	98,2%
SIAEP ST BENOIT FOURNEVILLE	8 643	10 141	9 379	-7,5%
TOTAL	345 816	240 306	331 512	38,0%

4.2.2 L'efficacité de la distribution : le volume vendu, le volume consommé et leur évolution

→ Le volume vendu

Le volume vendu est celui constaté sur les factures émises au cours de l'exercice. Il est égal au volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services d'eau potable, après déduction du volume de service du réseau, des dotations gratuites (dégrèvements pour fuites par exemple) et des éventuels forfaits de consommation.

Selon la typologie de l'arrêté du 2 mai 2007 (rapport sur le prix et la qualité du service), le volume vendu se décompose ainsi :

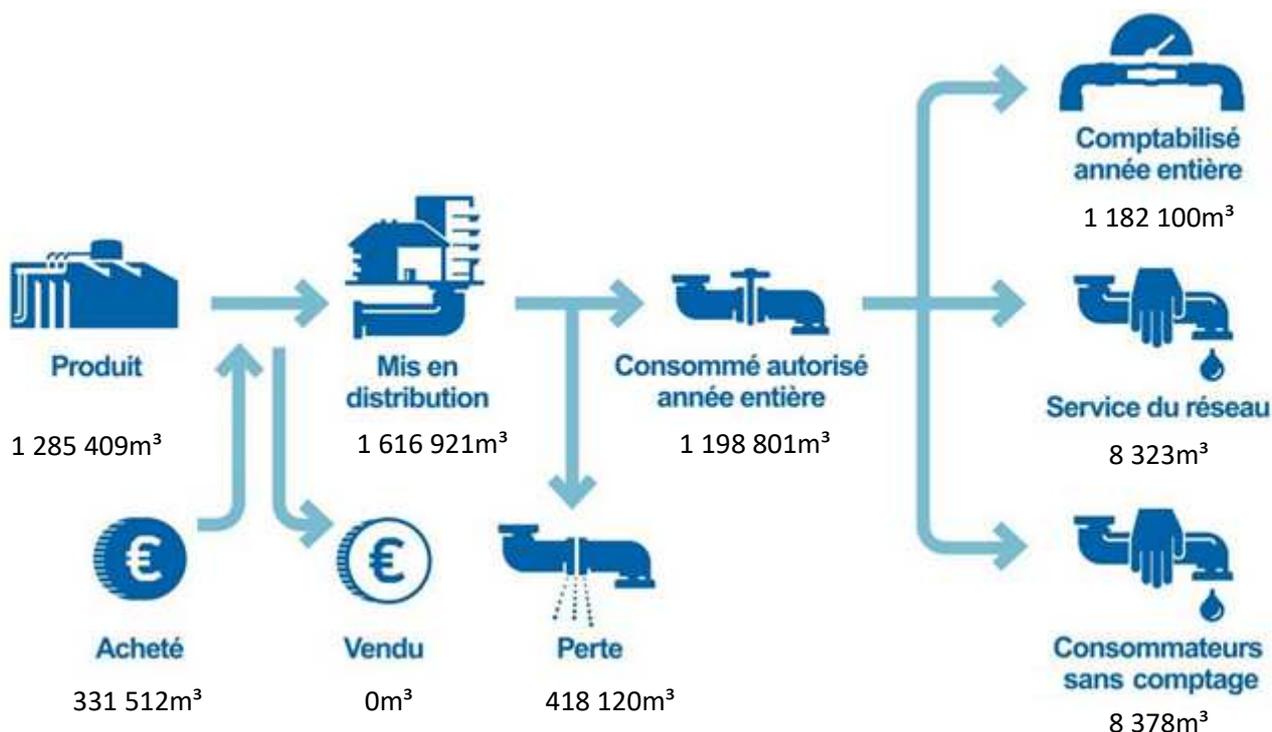
	2021	2022	2023	N/N-1
Volume vendu selon le décret (m3)	1 196 889	1 321 457	1 134 750	-14,1%
Sous-total volume vendu aux abonnés du service	1 196 889	1 321 457	1 134 750	-14,1%
domestiques ou assimilés	896 397	1 054 412	947 773	-10,1%
non domestiques	300 492	267 045	186 977	-30,0%
Volume vendu à d'autres services d'eau potable	0	0	0	0%

→ Le volume consommé

Le volume consommé autorisé est la somme du volume comptabilisé (issu des campagnes de relevés de l'exercice), du volume des consommateurs sans comptage (défense incendie, arrosage public, ...) et du volume de service du réseau (purges, vidanges de biefs, nettoyage des réservoirs,...). Il est ramené à l'année entière par un calcul au prorata temporis sur la part comptabilisée, en fonction du nombre de jours de consommation.

	2021	2022	2023	N/N-1
Volume comptabilisé hors ventes en gros (m3)	1 229 346	1 327 497	1 182 100	-11,0%
Volume comptabilisé hors ventes en gros 365 jours (m3)	1 229 346	1 327 497	1 182 100	-11,0%
Nombre de jours de consommation entre 2 relevés annuels	365	365	365	0,0%
Volume consommateurs sans comptage (m3)	10 380	10 415	8 378	-19,6%
Volume de service du réseau (m3)	8 990	8 464	8 323	-1,7%
Volume consommé autorisé (m3)	1 248 716	1 346 376	1 198 801	-11,0%
Volume consommé autorisé 365 jours (m3)	1 248 716	1 346 376	1 198 801	-11,0%

→ Synthèse des flux de volumes



4.2.3 La maîtrise des pertes en eau

La maîtrise des pertes en eau est la résultante de deux principaux facteurs, à savoir, l'état du patrimoine et l'efficacité opérationnelle de l'exploitant pour détecter, localiser et réparer les fuites au plus vite.

La Loi Grenelle 2 a imposé un rendement minimum pour les réseaux de distribution d'eau potable, dont la valeur « seuil » dépend de la densité de l'habitat et de la taille du service, ainsi que de la disponibilité de la ressource en eau.

En cas de non atteinte de ce rendement minimum, la collectivité dispose d'un délai de deux ans pour élaborer un « plan d'actions » visant à maîtriser les pertes en eau et améliorer le rendement. La non-réalisation de ce plan d'actions entraîne le doublement de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau de l'Agence de l'eau.

Le tableau ci-dessous présente les principaux indicateurs de performance pour l'année 2023 qui rendent compte de la maîtrise des pertes en eau du service.

Année	Rdt (%)	Objectif Rdt Grenelle2(%)	ILP (m³/j/km)	ILVNC (m³/j/km)	ILC (m³/j/km)
2023	74,1	67,70	4,72	4,90	13,52

Rdt (Rendement du réseau de distribution (%)) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / (volume produit + volume acheté à d'autres services)

Objectif Rdt Grenelle 2 (%) : Seuil de rendement à atteindre compte-tenu des caractéristiques du service, estimé conformément au décret du 27 janvier 2012

ILP (indice linéaire des pertes (m³/j/km)) : (volume mis en distribution – volume consommé autorisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/nombre de jours dans l'année)

ILVNC (indice linéaire des volumes non-comptés (m³/j/km)) : (volume mis en distribution – volume comptabilisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/ nombre de jours dans l'année)

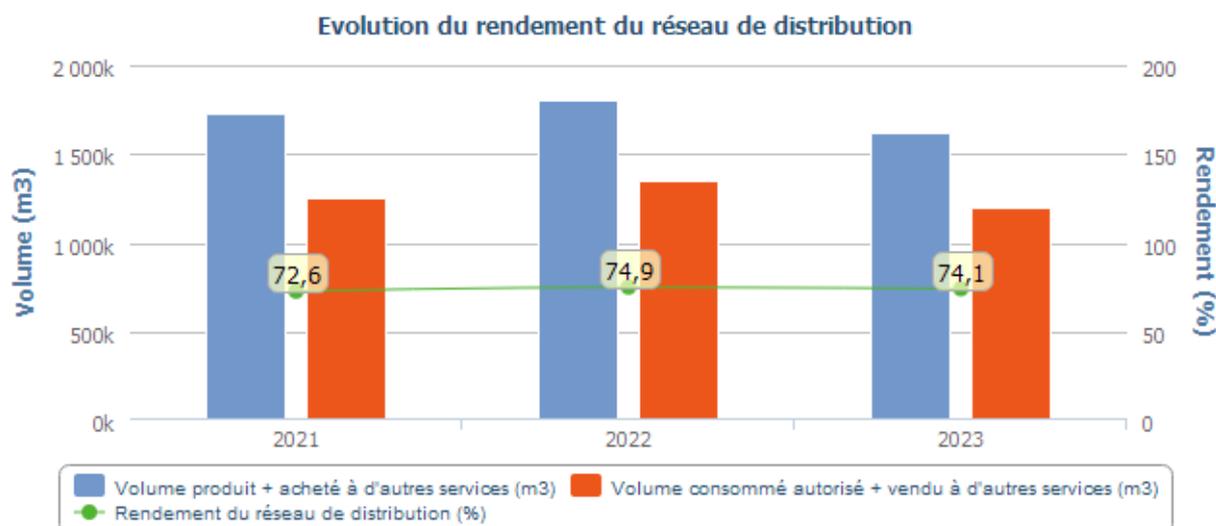
ILC (indice linéaire de consommation (m³/j/km)) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / ((longueur de canalisation de distribution hors branchements)/nombre de jours dans l'année)

	2021	2022	2023	N/N-1
Rendement du réseau de distribution (%) (A+B)/(C+D)	72,6 %	74,9 %	74,1 %	-1,1%
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) A	1 248 716	1 346 376	1 198 801	-11,0%
Volume vendu à d'autres services (m3) B	0	0	0	0%
Volume produit (m3) C	1 374 947	1 556 579	1 285 409	-17,4%
Volume acheté à d'autres services (m3) D	345 816	240 306	331 512	38,0%

Selon les prestations assurées dans le cadre du contrat, certains termes de la formule peuvent être sans objet. Ils ne sont alors pas affichés dans le tableau

(A = Volume consommé autorisé 365 jours ; B = Volume vendu à d'autres services ; C = Volume produit ; D = Volume acheté à d'autres services)

Calcul effectué selon la circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008



Sous réserve de la confirmation qui sera émise par l'Agence de l'Eau, le rendement de réseau 2023 étant supérieur au seuil de rendement « Grenelle 2 », il n'est pas nécessaire d'établir un plan d'actions spécifique. Veolia poursuivra ses efforts pour améliorer la performance du réseau dans la continuité des actions mises en œuvre en 2023.

Nous nous tenons à votre disposition pour la rédaction du rapport en cas de non atteinte de ce rendement minimum.

→ **L'indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] et l'indice linéaire de pertes en réseau [P106.3]**

	2021	2022	2023
Indice linéaire des volumes non comptés (m3/km/j) (A-B)/(L/1000)/365	5,48	5,29	4,90
Volume mis en distribution (m3) A	1 720 763	1 796 885	1 616 921
Volume comptabilisé 365 jours (m3) B	1 229 346	1 327 497	1 182 100
Longueur de canalisation de distribution (ml) L	245 624	243 236	242 881

	2021	2022	2023
Indice linéaire de pertes en réseau (m3/km/j) (A-B)/(L/1000)/365	5,27	5,07	4,72
Volume mis en distribution (m3) A	1 720 763	1 796 885	1 616 921
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) B	1 248 716	1 346 376	1 198 801
Longueur de canalisation de distribution (ml) L	245 624	243 236	242 881

Volumes recalculés selon les dates de relèves des abonnés :

Les volumes pour l'année 2023 sont tous en corrélation avec les dates de relèves des abonnés : soit du 1 septembre 2022 au 31 août 2023.

CALCUL DU RENDEMENT	SANS EAU INDUSTRIELLE	SANS EAU INDUSTRIELLE
	de 09/21 à 08/22	de 09/22 à 08/23
	2022	2023
Volume prélevé (m3) (volumes calendaire)	1 363 636	1 220 669
Volume prélevé par ressource (m3)		
UP St Léonard		
Station de Production de Cresseveuille ANCIENNE		
Station de Production de Cresseveuille Ultra Filtration NOUVELLE	1 363 636	1 220 669
Station de Production des Moulineaux Les Ramiers (equemauville)		
Station de Production du Chemin du Lavoir		
	2 022	2 023
Volume prélevé (m3)	1 363 636	1 220 669
Besoin des usines	86 105	56 894
Volume produit (m3)	1 277 531	1 163 775
Volume acheté à d'autres services d'eau potable	240 306	289 280
Volume vendu à d'autres services d'eau potable	0	0
Volume mis en distribution (m3)	1 517 837	1 453 055
	2 022	2 023
Volume acheté à d'autres services d'eau potable (m3)	240 306	289 280
4CF - SAINT GATIEN	1 660	1 408
NPA CRESSEVEUILLE	88 424	53 684
NPA CROIX HAURON	132 670	211 795
SIAEP ST BENOIT GROS CHENE	7 411	12 388
SIAEP ST BENOIT FOURNEVILLE	10 141	10 005
TOTAL	240 306	289 280
	2 022	2 023
Volume vendu selon le décret (m3)	1 060 452	1 032 136
Sous-total volume vendu aux abonnés du service	1 060 452	1 032 136
domestique ou assimilé	1 060 452	1 032 136
autres que domestiques		
Volume vendu à d'autres services d'eau potable	0	0
	2 022	2 023
Volume comptabilisé hors ventes en gros (m3)	1 060 452	1 032 136
Volume comptabilisé hors ventes en gros 365 jours (m3)	1 060 452	1 032 136
Nombre de jours de consommation entre 2 relevés annuels	365	365
Volume consommateurs sans comptage (m3)	10 415	10 415
Volume de service du réseau (m3)	8 464	8 464
Volume consommé autorisé (m3)	1 079 331	1 051 015
Volume consommé autorisé 365 jours (m3)	1 079 331	1 051 015
	2 022	2 023
Rendement du réseau de distribution (%)	71.11%	72.33%
(A+B)/(C+D)		
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) A	1 079 331	1 051 015
Volume vendu à d'autres services (m3) B	0	0
Volume produit (m3) C	1 277 531	1 163 775
Volume acheté à d'autres services (m3) D	240 306	289 280

CALCUL DU RENDEMENT	SANS EAU INDUSTRIELLE	SANS EAU INDUSTRIELLE
	de 09/21 à 08/22	de 09/22 à 08/23
	2 022	2 023
Indice linéaire des volumes non comptés (m3/km/j)		
(A-B)/(L/1000)/365	5.15	4.74
Volume mis en distribution (m3) A	1 517 837	1 453 055
Volume comptabilisé 365 jours (m3) B	1 060 452	1 032 136
Longueur de canalisation de distribution (ml) L	243 236	243 236
	2 022	2 023
Indice linéaire de pertes en réseau (m3/km/j)		
(A-B)/(L/1000)/365	4.94	4.53
Volume mis en distribution (m3) A	1 517 837	1 453 055
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) B	1 079 331	1 051 015
Longueur de canalisation de distribution (ml) L	243 236	243 236
	2 022	2 023
Indice Linéaire de consommation (m3/j/km)	12.16	11.84

CALCUL DU RENDEMENT	AVEC EAU INDUSTRIELLE	AVEC EAU INDUSTRIELLE
	de 09/21 à 08/22	de 09/22 à 08/23
	2022	2023
Volume prélevé (m3) (volumes calendaire)	1 642 684	1 388 511
Volume prélevé par ressource (m3)		
UP St Léonard	279 048	167 842
Station de Production de Cresseveuille ANCIENNE		
Station de Production de Cresseveuille Ultra Filtration NOUVELLE		
Station de Production des Moulineaux Les Ramiers (equemauville)	1 363 636	1 220 669
Station de Production du Chemin du Lavoir		
	2 022	2 023
Volume prélevé (m3)	1 642 684	1 388 511
Besoin des usines	86 105	56 894
Volume produit (m3)	1 556 579	1 331 617
Volume acheté à d'autres services d'eau potable	240 306	289 280
Volume vendu à d'autres services d'eau potable	0	0
Volume mis en distribution (m3)	1 796 885	1 620 897
	2 022	2 023
Volume acheté à d'autres services d'eau potable (m3)	240 306	289 280
4CF - SAINT GATIEN	1 660	1 408
NPA CRESSEVEUILLE	88 424	53 684
NPA CROIX HAURON	132 670	211 795
SIAEP ST BENOIT GROS CHENE	7 411	12 388
SIAEP ST BENOIT FOURNEVILLE	10 141	10 005
TOTAL	240 306	289 280
	2 022	2 023
Volume vendu selon le décret (m3)	1 327 497	1 201 795
Sous-total volume vendu aux abonnés du service	1 327 497	1 201 795
domestique ou assimilé	1 060 452	1 032 136
autres que domestiques	267 045	169 659
Volume vendu à d'autres services d'eau potable	0	0
	2 022	2 023
Volume comptabilisé hors ventes en gros (m3)	1 327 497	1 201 795
Volume comptabilisé hors ventes en gros 365 jours (m3)	1 327 497	1 201 795
Nombre de jours de consommation entre 2 relevés annuels	365	365
Volume consommateurs sans comptage (m3)	10 415	10 415
Volume de service du réseau (m3)	8 464	8 464
Volume consommé autorisé (m3)	1 346 376	1 220 674
Volume consommé autorisé 365 jours (m3)	1 346 376	1 220 674
	2 022	2 023
Rendement du réseau de distribution (%)	74.93%	75.31%
(A+B)/(C+D)		
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) A	1 346 376	1 220 674
Volume vendu à d'autres services (m3) B	0	0
Volume produit (m3) C	1 556 579	1 331 617
Volume acheté à d'autres services (m3) D	240 306	289 280

CALCUL DU RENDEMENT	AVEC EAU INDUSTRIELLE	AVEC EAU INDUSTRIELLE
	de 09/21 à 08/22	de 09/22 à 08/23
	2 022	2 023
Indice linéaire des volumes non comptés (m3/km/j)		
(A-B)/(L/1000)/365	5.29	4.72
Volume mis en distribution (m3) A	1 796 885	1 620 897
Volume comptabilisé 365 jours (m3) B	1 327 497	1 201 795
Longueur de canalisation de distribution (ml) L	243 236	243 236
	2 022	2 023
Indice linéaire de pertes en réseau (m3/km/j)		
(A-B)/(L/1000)/365	5.07	4.51
Volume mis en distribution (m3) A	1 796 885	1 620 897
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) B	1 346 376	1 220 674
Longueur de canalisation de distribution (ml) L	243 236	243 236
	2 022	2 023
Indice Linéaire de consommation (m3/j/km)	15.17	13.75

4.3 La maintenance du patrimoine



On distingue deux types d'interventions :

- ✓ Des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- ✓ Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.



La gestion centralisée des interventions

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné, d'une réparation de fuite ou encore d'un prélèvement pour analyse.

4.3.1 Les opérations de maintenance des installations

→ *Les installations*

Toutes les installations électromécaniques doivent être contrôlées tous les ans avec une tolérance tous les 2 ans pour celles qui n'enregistrent aucune remarque.

Courant 2023, toutes les installations répondant à cette définition ont été contrôlées par le bureau **SOCOTEC**

Les bâches et réservoirs de stockage des eaux font l'objet d'un nettoyage et désinfection chaque année.

L'entretien des espaces verts situés dans le périmètre des installations de production et de stockage est réalisé chaque année.

Le tableau ci-après présente le récapitulatif des opérations de nettoyage des réservoirs ainsi que les observations sur les travaux nécessaires au niveau de chaque ouvrage.

Nom du réservoir	Date de nettoyage	Commentaires
Reservoir Longchamps exterieur	07/02/2023	
Reprise du Lavoir	08/02/2023	
Reprise le Butin	08/02/2023	
Reservoir Les Moulineaux	08/02/2023	
Reservoir Longchamps interieur	08/02/2023	
Reservoir Mont D'Auboeuf	09/02/2023	
Réservoir Vallée d'Ingré (droite)	09/02/2023	
Reservoir Vasouy	10/02/2023	
Bâche de cresseveuille (eau affinée)	02/05/2023	
Bâche de cresseveuille(eau clarifiée)	02/05/2023	
Reservoir La croix Hauron	02/10/2023	
Réservoir Vallée d'Ingré (gauche)	03/10/2023	
Reprise la Croix Hauron	05/10/2023	
ABLON R1	06/10/2023	
Bâche eau brute equemauville 2 cuves		Non nettoyé en 2023
Bâche St Leonard		Non nettoyé en 2023
Sources de cresseveuille		Fait 4 fois par an
Bâche de cresseveuille (eau brute)		Fait 4 fois par an

4.3.2 Les opérations de maintenance du réseau

Le SIG est un composant essentiel de la gestion du patrimoine réseau. En effet, le SIG permet l'inventaire et la localisation des canalisations et des branchements, ainsi que la connaissance des événements d'exploitation. Cette capitalisation des informations permet d'intervenir efficacement au quotidien et de construire une stratégie optimisée de l'exploitation et du renouvellement.

Lieu ou ouvrage	Commune	Description
VERIFICATION DES VANNES PRIORITAIRES	PERIMETRE DU CONTRAT	CONTROLE DE L'ENSEMBLE DES VANNES
REPARATION DE FUITE CANALISATION	PERIMETRE DU CONTRAT	QUANTITE : 16
REPARATION DE FUITE BRANCHEMENT	PERIMETRE DU CONTRAT	QUANTITE : 19
REPARATION DE FUITE SUR VENTOUSE	ABLON(14)	CHEMIN D'ABLEVILLE ET DE LA BATTERIE
REPARATION DE FUITE COMPTEUR	PERIMETRE DU CONTRAT	QUANTITE : 221
RENOUVELLEMENT DE COMPTEUR	PERIMETRE DU CONTRAT	QUANTITE : 1 654
ENTRETIEN DE BOUCHE A CLE	PERIMETRE DU CONTRAT	QUANTITE : 12
RENOUVELLEMENT DE BOUCHE A CLE	HONFLEUR(14)	QUANTITE : 3
REPARATION DE VANNE	PERIMETRE DU CONTRAT	QUANTITE : 4
ENTRETIEN EQUIPEMENT DE REGULATION	PERIMETRE DU CONTRAT	QUANTITE : 10
MAINTENANCE DES VENTOUSES	HONFLEUR(14)	SECTEUR VASOUY
RACCORDEMENT DE BRANCHEMENT	PERIMETRE DU CONTRAT	QUANTITE : 3
SUPPRESSION DE CANALISATION	EQUEMAUVILLE(14)	CHEMIN DE LA CROIX ROUGE (D62) : 200 ML

4.3.3 Les recherches de fuites

Commune	Linéaire inspecté
PERIMETRE DU CONTRAT	23 856 ML

Le nombre de fuites décelées et réparées figure au tableau suivant :

	2021	2022	2023	N/N-1
Nombre de fuites sur canalisations	27	28	17	-39,3%
Nombre de fuites par km de canalisations	0,1	0,1	0,1	0,0%
Nombre de fuites sur branchement	45	32	20	-37,5%
Nombre de fuites pour 100 branchements	0,6	0,4	0,3	-25,0%
Nombre de fuites sur compteur	112	142	221	55,6%
Nombre de fuites sur équipement	0	1	1	0,0%
Nombre de fuites réparées	184	203	259	27,6%
Linéaire soumis à recherche de fuites	52 686	24 634	23 856	-3,2%

4.4 L'efficacité environnementale

4.4.1 La protection des ressources en eau



La mise en place de périmètres de protection et leur surveillance est indispensable à la préservation de la ressource en eau aussi bien pour les installations gérées en propre que pour les achats d'eau. Le périmètre de protection est un des principaux moyens pour éviter la dégradation de la ressource par des pollutions accidentelles ou diffuses. L'indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource du service **[P108.3]** permet d'évaluer ce processus.

	2021	2022	2023
Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource	52 %	48 %	47 %

Pour chaque installation de production, cet indice se décompose de la façon suivante :

Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource par installation de production	2021	2022	2023
Station de Production de Cresseville Ultra Filtration (Gonneville) NOUVELLE	60 %	60 %	60 %
Station de Production des Moulineaux Les Ramiers (equemauville)	60 %	60 %	60 %
Station de Production du Chemin du Lavoir (la riviere st sauveur)	0 %	0 %	0 %

4.4.2 Le bilan énergétique du patrimoine



Un management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre dans le cadre de notre certification ISO 50 001. La performance énergétique des équipements est prise en compte dans leur renouvellement. Pour 2022 et 2023, dans le cadre du Plan ReSource, nos objectifs ont été rehaussés : il nous est demandé de réduire de 5% notre impact énergétique et d'augmenter de 5% notre production d'énergie sur les 2 années. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

	2021	2022	2023	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	639 115	584 957	553 587	-5,4%
Installation de reprise	162 953	168 861	187 223	10,9%
Autres installations eau		771	551	-28,5%
Installation de production	474 798	413 904	348 285	-15,9%
Réservoir ou château d'eau	1 364	1 421	17 528	1 133,5%

Le tableau détaillé du Bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe.

4.4.3 La consommation de réactifs

Selon les cas, le choix du réactif est établi de façon à optimiser le traitement :

- ✓ assurer une eau de qualité conforme aux normes de potabilité,
- ✓ réduire les quantités de réactifs à utiliser.

Réactifs	Quantité
CHLORE GAZEUX	198 kg
SEL pour SAUMURE	600 kg
HYPOCHLORITE DE SOUDE 58° EN JERRICAN	1 008 kg
NaOH 30% SOUDE	1 330 kg
BISULFITE	324 kg
ACIDE SULFURIQUE	1 024 kg
JAVEL 58°	3 780 litres
CHLORURE FERRIQUE	572 kg
ACIDE CITRIQUE	500 kg
CHARBON ACTIF	1 500 kg

4.4.4 La valorisation des sous-produits

→ La valorisation des déchets liés au service



RESPONSABILITÉ

Les déchets liés à l'activité du service sont gérés suivant des filières respectueuses de l'environnement. Le recyclage des matériaux est privilégié.

L'engagement de responsabilité environnementale permet à Veolia de développer des bonnes pratiques en termes de gestion des déchets. Ainsi, de plus en plus, les équipes opérationnelles trient à la source les huiles, graisses et absorbants (matières souillées par des solvants, des huiles...), les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), les déchets d'activité réseau, les déchets métalliques, les emballages (carton, bois, polystyrène...), les déchets de laboratoire (verrerie, sous-produits d'analyses) et les déchets de bureaux (papier, plastique, verre, piles, cartouches d'imprimantes...).

La collecte sélective de chaque catégorie de produits est mise en place sur certains lieux de leur production (usines, ateliers, bureaux, chantiers...). Ils sont alors évacués dans des filières de valorisation agréées.

5.

RAPPORT
FINANCIER DU
SERVICE



Ce chapitre présente le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE). Il fait également le point sur la situation des biens, les programmes d'investissement et de renouvellement, ainsi que les engagements du délégataire à incidence financière.

5.1 Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1^{er} février 2016.

→ *Le CARE*

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières ».

Les données ci-dessous sont en Euros.

Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation
Année 2023
(en application du décret du 14 mars 2005)

Collectivité: F4500 - SIPDEP-SOURCES DE CRESSEVEUILL

Eau

LIBELLE	2022	2023	Ecart %
PRODUITS	2 590 762	2 594 060	0,13 %
Exploitation du service	805 394	869 483	
Collectivités et autres organismes publics	1 585 170	1 526 697	
Travaux attribués à titre exclusif	72 062	82 629	
Produits accessoires	128 136	115 251	
CHARGES	2 696 034	2 763 334	2,50 %
Personnel	376 465	383 466	
Energie électrique	71 447	73 087	
Achats d'eau	67 035	86 240	
Produits de traitement	9 858	11 060	
Analyses	17 333	13 251	
Sous-traitance, matières et fournitures	200 369	287 970	
Impôts locaux et taxes	8 519	12 551	
Autres dépenses d'exploitation	125 220	107 017	
<i>télécommunications, poste et telegestion</i>	11 329	13 829	
<i>engins et véhicules</i>	60 095	53 852	
<i>informatique</i>	45 522	51 450	
<i>assurances</i>	7 216	- 6 769	
<i>locaux</i>	14 803	23 029	
<i>autres</i>	- 13 743	- 28 372	
Contribution des services centraux et recherche	62 488	72 065	
Collectivités et autres organismes publics	1 585 170	1 526 697	
Charges relatives aux renouvellements	123 663	135 688	
<i>fonds contractuel (renouvellements)</i>	123 663	135 688	
Charges relatives aux investissements	29 808	30 255	
<i>programme contractuel (investissements)</i>	29 808	30 255	
Pertes sur créances irrécouvrables-Contentieux recouvrement	18 656	23 985	
RESULTAT AVANT IMPOT	- 105 272	- 169 274	NS
RESULTAT	- 105 270	- 169 274	NS

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006

08/03/2024

→ **L'état détaillé des produits**

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE :

Les données ci-dessous sont en Euros.

Etat détaillé des produits (1)
Année 2023

Collectivité: F4500 - SIPDEP-SOURCES DE CRESSEVEUILL

Eau

LIBELLE	2022	2023	Ecart %
Recettes liées à la facturation du service	805 394	869 483	7,96 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	<i>775 806</i>	<i>812 216</i>	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	<i>29 588</i>	<i>57 268</i>	
Exploitation du service	805 394	869 483	7,96 %
Produits : part de la collectivité contractante	1 039 357	978 479	-5,86 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	<i>1 009 897</i>	<i>965 947</i>	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	<i>29 460</i>	<i>12 532</i>	
Redevance prélèvement (Agence de l'Eau)	159 163	189 025	18,76 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	<i>126 422</i>	<i>187 580</i>	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	<i>32 740</i>	<i>1 445</i>	
Redevance de lutte contre la pollution (Agence de l'Eau)	386 651	359 194	-7,10 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	<i>366 551</i>	<i>356 027</i>	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	<i>20 100</i>	<i>3 167</i>	
Collectivités et autres organismes publics	1 585 170	1 526 697	-3,69 %
Produits des travaux attribués à titre exclusif	72 062	82 629	14,66 %
Produits accessoires	128 136	115 251	-10,06 %

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).

08/03/24

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimale, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

5.2 Situation des biens

→ *Variation du patrimoine immobilier*

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

→ *Inventaire des biens*

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ *Situation des biens*

La situation des biens est consultable aux chapitres 3.1 et 3.2.

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte,...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

5.3 Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

→ Les autres dépenses de renouvellement

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

Dépenses relevant d'une garantie pour la continuité du service :

Cet état fournit, sous la forme préconisée par la FP2E, les dépenses de renouvellement réalisées au cours de l'exercice dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service.

Dépenses relevant d'un fonds de renouvellement :

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fonds relatif à l'exercice sont résumées dans les tableaux suivants :

	2021	2022	2023
Solde à fin de l'exercice (€)	99 234,30	142 007,70	77 326,18
Dotations de l'exercice	123 438,53	123 663,09	135 687,72
Dépense de l'exercice	56 480,85	80 889,69	200 369,24

5.4 Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public et qui, à ce titre, peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

5.4.1 Flux financiers de fin de contrat

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

→ Régularisations de TVA

Si Veolia a assuré pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition¹, deux cas se présentent :

- ✓ Le nouvel exploitant est assujéti à la TVA² : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux Services de l'Etat.
- ✓ Le nouvel exploitant n'est pas assujéti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'Administration Fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

→ Biens de retour

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

→ Biens de reprise

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

→ Autres biens ou prestations

Hormis les biens de retour et les biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des

¹ art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

² Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

→ **Consommations non facturées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat**

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. La continuité de service est à privilégier (maintien des calendriers de facturation ou de mensualisation jusqu'à l'échéance du contrat). Il y a donc lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation et de recouvrement des sommes dues ainsi que les modalités de reversement des encaissements qui s'imposeront le cas échéant au nouvel exploitant : part ancien contrat en prorata temporis, reprise des soldes de mensualisation des comptes clients. L'introduction de relevés spécifiques, notamment si le contrat se termine après une facturation d'acompte, peut être une option à considérer.

5.4.2 Dispositions applicables au personnel

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ✓ ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ✓ ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

→ **Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia**

Les salariés de Veolia bénéficient :

- ✓ des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- ✓ des dispositions de l'accord interentreprises de l'Unité Economique et Sociale " Veolia - Générale des Eaux " du 12 novembre 2008 qui a pris effet au 1^{er} janvier 2009, d'accords conclus dans le cadre de cette Unité Economique et Sociale et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail des cadres, la protection sociale (retraite, prévoyance, handicap, formation) et d'accords d'établissement, usages et engagements unilatéraux.

→ **Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat**

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, etc.) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents³ affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

→ *Comptes entre employeurs successifs*

Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- ✓ de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat,
- ✓ concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13^{ème} mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,....,
- ✓ concernant les autres rémunérations : pas de comptes à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,...

³ Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.

6.

ANNEXES



6.1 La facture 120 m³

ABLON	m ³	Prix au 01/01/2024	Montant au 01/01/2023	Montant au 01/01/2024	N/N-1
Production et distribution de l'eau			218,25	225,27	3,22%
Part délégataire			96,24	102,21	6,20%
Abonnement			19,48	20,68	6,16%
Consommation	120	0,6794	76,76	81,53	6,21%
Part syndicale			110,01	111,06	0,95%
Abonnement			20,72	21,76	5,02%
Consommation	120	0,7442	89,29	89,30	0,01%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,1000	12,00	12,00	0,00%
Collecte et dépollution des eaux usées			271,23	293,50	8,21%
Part autre(s) délégataire(s)			34,12	38,58	13,07%
Abonnement			34,12	38,58	13,07%
Part communale			77,67	87,80	13,04%
Consommation	120	0,7317	77,67	87,80	13,04%
Part syndicale			159,44	167,12	4,82%
Abonnement			35,00	35,00	0,00%
Consommation	120	1,1010	124,44	132,12	6,17%
Organismes publics et TVA			111,51	114,27	2,48%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,3800	45,60	45,60	0,00%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,1850	22,20	22,20	0,00%
TVA			43,71	46,47	6,31%
TOTAL € TTC			600,99	633,04	5,33%

BARNEVILLE LA BERTRAN	m ³	Prix au 01/01/2024	Montant au 01/01/2023	Montant au 01/01/2024	N/N-1
Production et distribution de l'eau			218,25	225,27	3,22%
Part délégataire			96,24	102,21	6,20%
Abonnement			19,48	20,68	6,16%
Consommation	120	0,6794	76,76	81,53	6,21%
Part syndicale			110,01	111,06	0,95%
Abonnement			20,72	21,76	5,02%
Consommation	120	0,7442	89,29	89,30	0,01%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,1000	12,00	12,00	0,00%
Organismes publics et TVA			60,11	60,50	0,65%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,3800	45,60	45,60	0,00%
TVA			14,51	14,90	2,69%
TOTAL € TTC			278,36	285,77	2,66%

EQUEMAUVILLE	m³	Prix au 01/01/2024	Montant au 01/01/2023	Montant au 01/01/2024	N/N-1
Production et distribution de l'eau			218,25	225,27	3,22%
Part délégataire			96,24	102,21	6,20%
Abonnement			19,48	20,68	6,16%
Consommation	120	0,6794	76,76	81,53	6,21%
Part syndicale			110,01	111,06	0,95%
Abonnement			20,72	21,76	5,02%
Consommation	120	0,7442	89,29	89,30	0,01%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,1000	12,00	12,00	0,00%
Collecte et dépollution des eaux usées			222,36	226,06	1,66%
Part autre(s) délégataire(s)			12,00	12,00	0,00%
Abonnement			12,00	12,00	0,00%
Part communale			195,36	199,06	1,89%
Consommation	120	1,6588	195,36	199,06	1,89%
Part syndicale			15,00	15,00	0,00%
Abonnement			15,00	15,00	0,00%
Organismes publics et TVA			106,77	107,52	0,70%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,3800	45,60	45,60	0,00%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,1850	22,20	22,20	0,00%
TVA			38,97	39,72	1,92%
TOTAL € TTC			547,38	558,85	2,10%

FOURNEVILLE	m³	Prix au 01/01/2024	Montant au 01/01/2023	Montant au 01/01/2024	N/N-1
Production et distribution de l'eau			218,25	225,27	3,22%
Part délégataire			96,24	102,21	6,20%
Abonnement			19,48	20,68	6,16%
Consommation	120	0,6794	76,76	81,53	6,21%
Part syndicale			110,01	111,06	0,95%
Abonnement			20,72	21,76	5,02%
Consommation	120	0,7442	89,29	89,30	0,01%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,1000	12,00	12,00	0,00%
Organismes publics et TVA			60,11	60,50	0,65%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,3800	45,60	45,60	0,00%
TVA			14,51	14,90	2,69%
TOTAL € TTC			278,36	285,77	2,66%

GONNEVILLE SUR HONFLEUR	m ³	Prix au 01/01/2024	Montant au 01/01/2023	Montant au 01/01/2024	N/N-1
Production et distribution de l'eau			218,25	225,27	3,22%
Part délégataire			96,24	102,21	6,20%
Abonnement			19,48	20,68	6,16%
Consommation	120	0,6794	76,76	81,53	6,21%
Part syndicale			110,01	111,06	0,95%
Abonnement			20,72	21,76	5,02%
Consommation	120	0,7442	89,29	89,30	0,01%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,1000	12,00	12,00	0,00%
Collecte et dépollution des eaux usées			300,15	308,26	2,70%
Part autre(s) délégataire(s)			34,12	38,58	13,07%
Abonnement			34,12	38,58	13,07%
Part communale			77,67	87,80	13,04%
Consommation	120	0,7317	77,67	87,80	13,04%
Part syndicale			188,36	181,88	-3,44%
Abonnement			35,00	35,00	0,00%
Consommation	120	1,2240	153,36	146,88	-4,23%
Organismes publics et TVA			114,55	115,74	1,04%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,3800	45,60	45,60	0,00%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,1850	22,20	22,20	0,00%
TVA			46,75	47,94	2,55%
TOTAL € TTC			632,94	649,27	2,58%

HONFLEUR	m ³	Prix au 01/01/2024	Montant au 01/01/2023	Montant au 01/01/2024	N/N-1
Production et distribution de l'eau			218,25	225,27	3,22%
Part délégataire			96,24	102,21	6,20%
Abonnement			19,48	20,68	6,16%
Consommation	120	0,6794	76,76	81,53	6,21%
Part syndicale			110,01	111,06	0,95%
Abonnement			20,72	21,76	5,02%
Consommation	120	0,7442	89,29	89,30	0,01%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,1000	12,00	12,00	0,00%
Collecte et dépollution des eaux usées			277,95	293,50	5,59%
Part autre(s) délégataire(s)			34,12	38,58	13,07%
Abonnement			34,12	38,58	13,07%
Part communale			77,67	87,80	13,04%
Consommation	120	0,7317	77,67	87,80	13,04%
Part syndicale			166,16	167,12	0,58%
Abonnement			35,00	35,00	0,00%
Consommation	120	1,1010	131,16	132,12	0,73%
Organismes publics et TVA			112,32	114,27	1,74%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,3800	45,60	45,60	0,00%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,1850	22,20	22,20	0,00%
TVA			44,52	46,47	4,38%
TOTAL € TTC			607,05	633,04	4,28%

LA RIVIERE SAINT SAUVEUR	m ³	Prix au 01/01/2024	Montant au 01/01/2023	Montant au 01/01/2024	N/N-1
Production et distribution de l'eau			218,25	225,27	3,22%
Part délégataire			96,24	102,21	6,20%
Abonnement			19,48	20,68	6,16%
Consommation	120	0,6794	76,76	81,53	6,21%
Part syndicale			110,01	111,06	0,95%
Abonnement			20,72	21,76	5,02%
Consommation	120	0,7442	89,29	89,30	0,01%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,1000	12,00	12,00	0,00%
Collecte et dépollution des eaux usées			300,15	308,26	2,70%
Part autre(s) délégataire(s)			34,12	38,58	13,07%
Abonnement			34,12	38,58	13,07%
Part communale			77,67	87,80	13,04%
Consommation	120	0,7317	77,67	87,80	13,04%
Part syndicale			188,36	181,88	-3,44%
Abonnement			35,00	35,00	0,00%
Consommation	120	1,2240	153,36	146,88	-4,23%
Organismes publics et TVA			114,54	115,74	1,05%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,3800	45,60	45,60	0,00%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,1850	22,20	22,20	0,00%
TVA			46,74	47,94	2,57%
TOTAL € TTC			632,94	649,27	2,58%

PENNEDEPIE	m ³	Prix au 01/01/2024	Montant au 01/01/2023	Montant au 01/01/2024	N/N-1
Production et distribution de l'eau			218,25	225,27	3,22%
Part délégataire			96,24	102,21	6,20%
Abonnement			19,48	20,68	6,16%
Consommation	120	0,6794	76,76	81,53	6,21%
Part syndicale			110,01	111,06	0,95%
Abonnement			20,72	21,76	5,02%
Consommation	120	0,7442	89,29	89,30	0,01%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,1000	12,00	12,00	0,00%
Organismes publics et TVA			60,11	60,50	0,65%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,3800	45,60	45,60	0,00%
TVA			14,51	14,90	2,69%
TOTAL € TTC			278,36	285,77	2,66%

6.2 Les données consommateurs par commune

	2021	2022	2023	N/N-1
ABLON				
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	1 242	1 257	1 237	-1,6%
Nombre d'abonnés (clients)	654	653	653	0,0%
Volume vendu (m3)	5 193	49 367	55 289	12,0%
BARNEVILLE LA BERTRAN				
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	127	126	128	1,6%
Nombre d'abonnés (clients)	86	86	84	-2,3%
Volume vendu (m3)	9 401	7 079	6 638	-6,2%
EQUEMAUVILLE				
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	1 446	1 593	1 605	0,8%
Nombre d'abonnés (clients)	666	682	689	1,0%
Volume vendu (m3)	111 750	143 137	112 367	-21,5%
FOURNEVILLE				
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	510	504	497	-1,4%
Nombre d'abonnés (clients)	255	261	265	1,5%
Volume vendu (m3)	25 957	29 201	27 427	-6,1%
GONNEVILLE SUR HONFLEUR				
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	907	917	896	-2,3%
Nombre d'abonnés (clients)	460	457	458	0,2%
Volume vendu (m3)	70 544	62 120	54 350	-12,5%
HONFLEUR				
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	7 352	6 933	6 933	0,0%
Nombre d'abonnés (clients)	4 458	4 504	4 542	0,8%
Volume vendu (m3)	828 720	878 091	733 185	-16,5%
LA RIVIERE SAINT SAUVEUR				
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	2 585	2 590	2 596	0,2%
Nombre d'abonnés (clients)	1 483	1 484	1 474	-0,7%
Volume vendu (m3)	127 497	128 390	122 644	-4,5%
PENNEDEPIE				
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	309	320	320	0,0%
Nombre d'abonnés (clients)	145	147	148	0,7%
Volume vendu (m3)	17 827	24 072	22 850	-5,1%

6.3 La qualité de l'eau

6.3.1 La ressource

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses obtenus sur l'ensemble des ressources du service :

	Contrôle sanitaire		Surveillance par le délégataire	
	Nb total de résultats d'analyses	Nb de résultats d'analyses conformes	Nb total de résultats d'analyses	Nb de résultats d'analyses conformes
Microbiologique	6	6	12	12
Physico-chimique	843	843	113	113

Détail des non-conformités sur la ressource :

Tous les résultats sont conformes.

6.3.2 L'eau produite et distribuée

La qualité de l'eau produite et distribuée est évaluée au regard des limites de qualité et des références de qualité définies par la réglementation :

- ✓ les limites de qualité visent les paramètres susceptibles de générer des risques immédiats ou à plus long terme pour la santé du consommateur,
- ✓ les références de qualité sont des valeurs indicatives établies à des fins de suivi des installations de production et de distribution d'eau potable. Un dépassement ne traduit pas forcément un risque sanitaire pour le consommateur mais implique la mise en œuvre d'actions correctives.

→ Conformité des prélèvements

Tableaux synthétiques de la conformité des prélèvements aux limites de qualité :

Limite de qualité	Contrôle Sanitaire		Surveillance du Délégataire		Contrôle sanitaire et surveillance du délégataire	
	Nb PLV total	Nb PLV conformes	Nb PLV total	Nb PLV conformes	Nb PLV total	Nb PLV conformes
Microbiologique	76	76	12	12	88	88
Physico-chimie	82	78	9	6	91	84

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

	Taux de conformité Contrôle Sanitaire	Taux de conformité Surveillance du Délégataire	Taux de conformité Contrôle Sanitaire et Surveillance du Délégataire
Microbiologique	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Physico-chimie	95,1 %	66,7 %	92,3 %

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

→ Conformité des paramètres analytiques

Le tableau suivant présente en détail les résultats d'analyses et leur conformité en distinguant les paramètres soumis à limite de qualité des paramètres soumis à une référence de qualité⁴ :

	Contrôle sanitaire		Surveillance par le délégataire	
	Nb total de résultats d'analyses	Conformité aux limites / Respect des Références	Nb total de résultats d'analyses	Conformité aux limites / Respect des Références
Paramètres soumis à Limite de Qualité				
Microbiologique	151	151	24	24
Physico-chimique	2923	2918	98	95
Paramètres soumis à Référence de Qualité				
Microbiologique	274	273	38	38
Physico-chimique	707	706	78	77
Autres paramètres analysés				
Microbiologique			2	
Physico-chimique	1075		9	

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

6.3.3 Nombre de résultats et conformité des analyses sur l'eau produite et distribuée par entités réseau

PC - ABLON

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Chloridazone méthyl desphényl	0.008	0.008	0.008	1	µg/L	<= 2
Chlorothalonil R471811	0.179	0.179	0.179	1	µg/l	<= 2
Pesticides totaux	0.187	0.187	0.187	1	µg/l	<= 5

⁴ Attention, tous les paramètres analysés ne sont pas forcément soumis à limite ou à référence de qualité.

PC - Cresseveuille Grandes Sources

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bactéries Coliformes	45		100	2	n/100ml	
E.Coli /100ml	45		100	2	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	1		8	2	n/100ml	<= 10000
Diméthachlore CGA 369873	0	0.011	0.022	2	µg/L	<= 0.9
Chlorobenzène	0	0	0	1	µg/l	
Pentachlorobenzène	0	0	0	1	µg/l	
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
CO2 libre	17.4	17.4	17.4	1	mg/l CO2	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	1	Qualitatif	
Essai Marbre TAC	25.2	25.2	25.2	1	°F	
Hydrogénocarbonates	329	329	329	1	mg/l	
pH à température de l'eau	7.4	7.4	7.4	1	Unité pH	
pH après marbre	7.3	7.3	7.3	1	Unité pH	
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.32	7.32	7.32	1	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.4	7.4	7.4	1	Unité pH	
TH Calcique	26.25	26.25	26.25	1	°F	
TH Magnésien	3.318	3.318	3.318	1	°F	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	27	27	27	1	°F	
Titre Hydrotimétrique	28.8	28.8	28.8	1	°F	
Couleur apr. filtration simple	0	0	0	1	mg/l Pt	<= 200
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Turbidité	0.62	0.705	0.79	2	NFU	
Indice Hydrocarbure	0	0	0	1	mg/l	<= 1
Ethylurée	0	0	0	1	µg/l	
Température de l'eau	14.3	14.3	14.3	1	°C	
Fer dissous	0	0	0	1	µg/l	
Fer total	30	30	30	1	µg/l	
Manganèse total	1.7	1.7	1.7	1	µg/l	
Calcium	105	105	105	1	mg/l	
Chlorures	22.4	22.4	22.4	1	mg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	590	597.5	605	2	µS/cm	
Magnésium	7.9	7.9	7.9	1	mg/l	
Potassium	1.6	1.6	1.6	1	mg/l	
Silicates (en mg/l de SiO2)	25.1	25.1	25.1	1	mg/l	
Sodium	12	12	12	1	mg/l	<= 200
Sulfates	13.6	13.6	13.6	1	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.65	0.725	0.8	2	mg/l C	<= 10
Oxygène dissous	7.4	7.4	7.4	1	mg/l	
O2 dissous % Saturation	72.3	72.3	72.3	1	%sat.	>= 30
Atrazine déséthyl déisopropyl	0	0.015	0.03	2	µg/l	<= 2
Déséthylatrazine	0.017	0.019	0.02	2	µg/l	<= 2
Ammonium	0	0	0	2	mg/l	<= 4
Nitrates	13.6	15.133	16.6	3	mg/l	<= 100
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.3	0.3	0.3	1	mg/l	
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	
Phosphore total (en P2O5)	0	0	0	1	mg/l P2O5	
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 100

Bore	12.3	12.3	12.3	1	µg/l	<= 1500
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Fluorures	0	0	0	1	µg/l	
Nickel	0	0	0	1	µg/l	<= 20
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 20
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	1	µg/l	
Dibromoéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	1	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Hexachlorobutadiène	0	0	0	1	µg/l	<= 2
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthane-1,1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthane-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachlorure de carbone	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Chloridazone desphényl	0	0.021	0.042	2	µg/L	<= 2
Chloridazone méthyl desphényl	0.006	0.009	0.012	2	µg/L	<= 2
Chlorothalonil R471811	0	0.161	0.293	3	µg/l	<= 2
Chlorothalonil SA (R417888)	0.033	0.033	0.033	1	µg/l	<= 2
Pesticides totaux	0	0.129	0.326	5	µg/l	<= 5
PCB 101	0	0	0	1	µg/l	
PCB 118	0	0	0	1	µg/l	
PCB 138	0	0	0	1	µg/l	
PCB 153	0	0	0	1	µg/l	
PCB 180	0	0	0	1	µg/l	
PCB 28	0	0	0	1	µg/l	
PCB 35	0	0	0	1	µg/l	
PCB 52	0	0	0	1	µg/l	
PCB 54	0	0	0	1	µg/l	
Somme des 7 PCBi	0	0	0	1	µg/l	
Bromoforme	0	0	0	1	µg/l	
Chloroforme	0	0	0	1	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Dichloromonobromométhane	0	0	0	1	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	0	0	0	1	µg/l	
Isobutylbenzène	0	0	0	1	µg/l	
Styrène	0	0	0	1	µg/l	

PC - Cresseveilles Petites Sources

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Entérocoques fécaux	48		48	1	n/100ml	<= 10000
Diméthachlore CGA 369873	0.02	0.02	0.02	1	µg/L	<= 0.9
Turbidité	9.88	9.88	9.88	1	NFU	
Fer total	356	356	356	1	µg/l	
Conductivité à 25°C	473	473	473	1	µS/cm	
Carbone Organique Total	4.8	4.8	4.8	1	mg/l C	<= 10
Déséthylatrazine	0.011	0.011	0.011	1	µg/l	<= 2
Ammonium	0	0	0	1	mg/l	<= 4
Nitrates	11.3	11.3	11.3	1	mg/l	<= 100
Chloridazone méthyl desphényl	0.006	0.006	0.006	1	µg/L	<= 2
Chlorothalonil R471811	0.154	0.224	0.293	2	µg/l	<= 2
Chlorothalonil SA (R417888)	0.034	0.034	0.034	1	µg/l	<= 2
Pesticides totaux	0.011	0.166	0.327	3	µg/l	<= 5

PC - Sources des Moulineaux

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	1	n/100ml	
Bactéries Coliformes	0		0	2	n/100ml	
E.Coli /100ml	0		0	2	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	0		0	2	n/100ml	<= 10000
Diméthachlore ESA (CGA 354742)	0.011	0.011	0.011	1	µg/L	<= 0.9
Diméthachlore CGA 369873	0	0.025	0.05	2	µg/L	<= 0.9
Chlorobenzène	0	0	0	1	µg/l	
Pentachlorobenzène	0	0	0	1	µg/l	
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
CO2 libre	16.3	16.3	16.3	1	mg/l CO2	
Essai Marbre TAC	23	23	23	1	°F	
Hydrogénocarbonates	301	301	301	1	mg/l	
pH à température de l'eau	7	7	7	1	Unité pH	
pH après marbre	7.5	7.5	7.5	1	Unité pH	
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.29	7.29	7.29	1	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.7	7.7	7.7	1	Unité pH	
TH Calcique	25.75	25.75	25.75	1	°F	
TH Magnésien	3.318	3.318	3.318	1	°F	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	24.7	24.7	24.7	1	°F	
Titre Hydrotimétrique	26.1	26.1	26.1	1	°F	
Couleur apr. filtration simple	0	0	0	1	mg/l Pt	<= 200
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Turbidité	0	0.065	0.13	2	NFU	
Indice Hydrocarbure	0	0	0	1	mg/l	<= 1
Ethylurée	0	0	0	1	µg/l	
Température de l'eau	10.4	10.4	10.4	1	°C	<= 25
Fer dissous	0	0	0	1	µg/l	
Fer total	0	0	0	1	µg/l	
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	
Calcium	103	103	103	1	mg/l	
Chlorures	25.2	25.2	25.2	1	mg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	596	652	708	2	µS/cm	
Magnésium	7.9	7.9	7.9	1	mg/l	
Potassium	2.9	2.9	2.9	1	mg/l	
Silicates (en mg/l de SiO2)	18.9	18.9	18.9	1	mg/l	
Sodium	14.7	14.7	14.7	1	mg/l	<= 200
Sulfates	19.1	19.1	19.1	1	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.4	0.925	1.45	2	mg/l C	<= 10
Oxygène dissous	10.3	10.3	10.3	1	mg/l	
O2 dissous % Saturation	92.3	92.3	92.3	1	%sat.	>= 30
Déséthylatrazine	0	0.03	0.059	2	µg/l	<= 2
Ammonium	0	0	0	2	mg/l	<= 4
Nitrates	7.2	23.767	33.7	3	mg/l	<= 100
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.14	0.14	0.14	1	mg/l	
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	
Phosphore total (en P2O5)	0.039	0.039	0.039	1	mg/l P2O5	
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 100

Bore	49.1	49.1	49.1	1	µg/l	
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Fluorures	220	220	220	1	µg/l	
Nickel	0	0	0	1	µg/l	
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	1	µg/l	
Dibromoéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	1	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Hexachlorobutadiène	0	0	0	1	µg/l	<= 2
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthane-1,1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthane-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachlorure de carbone	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Metazachlore ESA	0.027	0.027	0.027	1	µg/l	<= 0.9
Metazachlore OXA	0.006	0.006	0.006	1	µg/l	<= 0.9
Pesticides totaux	0	0.046	0.091	2	µg/l	<= 5
PCB 101	0	0	0	1	µg/l	
PCB 118	0	0	0	1	µg/l	
PCB 138	0	0	0	1	µg/l	
PCB 153	0	0	0	1	µg/l	
PCB 180	0	0	0	1	µg/l	
PCB 28	0	0	0	1	µg/l	
PCB 35	0	0	0	1	µg/l	
PCB 52	0	0	0	1	µg/l	
PCB 54	0	0	0	1	µg/l	
Somme des 7 PCBi	0	0	0	1	µg/l	
Bromoforme	1.72	1.72	1.72	1	µg/l	
Chloroforme	9.08	9.08	9.08	1	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	7.9	7.9	7.9	1	µg/l	
Dichloromonobromométhane	9.33	9.33	9.33	1	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	28.03	28.03	28.03	1	µg/l	
Isobutylbenzène	0	0	0	1	µg/l	
Styrène	0	0	0	1	µg/l	
Atrazine	0	0.016	0.032	2	µg/l	<= 2

PC - Vallée d'Ingres

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	1	n/100ml	
Bactéries Coliformes	0		0	1	n/100ml	
E.Coli /100ml	0		0	1	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	0		0	1	n/100ml	<= 10000
Turbidité	0	0	0	1	NFU	
Fer total	15	15	15	1	µg/l	
Conductivité à 25°C	673	673	673	1	µS/cm	
Carbone Organique Total	0.5	0.5	0.5	1	mg/l C	<= 10
Déséthylatrazine	0.018	0.018	0.018	1	µg/l	<= 2
Ammonium	0	0	0	1	mg/l	<= 4
Nitrates	21.3	21.3	21.3	1	mg/l	<= 100
Pesticides totaux	0.025	0.025	0.025	1	µg/l	<= 5
Atrazine	0.007	0.007	0.007	1	µg/l	<= 2

UP - ABLON

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	1	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		4	2	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		0	2	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	2	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	2	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	2	n/100ml	= 0
Diméthachlore CGA 369873	0.033	0.033	0.033	1	µg/L	<= 0.9
Chlorobenzène	0	0	0	1	µg/l	
Pentachlorobenzène	0	0	0	1	µg/l	
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
CO2 libre	17.2	17.2	17.2	1	mg/l CO2	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	1	Qualitatif	[1 - 2]
Essai Marbre TAC	23.5	23.5	23.5	1	°F	
Hydrogénocarbonates	307	307	307	1	mg/l	
pH à température de l'eau	7.3	7.35	7.4	2	Unité pH	[6,5 - 9]
pH après marbre	7.3	7.3	7.3	1	Unité pH	
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.36	7.36	7.36	1	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.6	7.6	7.6	1	Unité pH	[6,5 - 9]
TH Calcique	27.75	27.75	27.75	1	°F	
TH Magnésien	1.764	1.764	1.764	1	°F	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	2	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	24.6	24.9	25.2	2	°F	
Titre Hydrotimétrique	27.7	28.35	29	2	°F	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Turbidité	0	0	0	2	NFU	<= 2
Ethylurée	0	0	0	1	µg/l	
Température de l'eau	10.6	12.8	15	2	°C	<= 25
Fer total	0	0	0	1	µg/l	<= 200
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	<= 50
Calcium	111	111	111	1	mg/l	
Chlorures	21.3	21.9	22.5	2	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	606	609	612	2	µS/cm	[200 - 1200]
Magnésium	4.2	4.2	4.2	1	mg/l	
Potassium	1.3	1.3	1.3	1	mg/l	
Sodium	11.2	11.2	11.2	1	mg/l	<= 200
Sulfates	10	10.05	10.1	2	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.3	0.35	0.4	2	mg/l C	<= 2
Atrazine déséthyl déisopropyl	0.02	0.02	0.02	1	µg/l	<= 0.1
Déséthylatrazine	0.05	0.05	0.05	1	µg/l	<= 0.1
Ammonium	0	0	0	2	mg/l	<= 0.1
Nitrates	21.9	21.95	22	2	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.44	0.44	0.44	2	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	2	mg/l	<= 0.1
Aluminium total	0	0	0	1	mg/l	<= 0.2
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Baryum	0.001	0.001	0.001	1	mg/l	<= 0.7
Bore	0	0	0	1	µg/l	<= 1500

Cyanures totaux	0	0	0	1	µg/l	<= 50
Fluorures	0	0	0	1	µg/l	<= 1500
Mercure	0	0	0	1	µg/l	<= 1
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 20
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	1	µg/l	<= 0.5
Dibromoéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	<= 3
Dichloroéthylène-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	1	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Hexachlorobutadiène	0	0	0	1	µg/l	
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Tétrachloroéthane-1,1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthane-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachlorure de carbone	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Chloridazone desphényl	0.036	0.036	0.036	1	µg/L	<= 0.1
Chloridazone méthyl desphényl	0.012	0.012	0.012	1	µg/L	<= 0.1
Metazachlore ESA	0.032	0.032	0.032	1	µg/l	<= 0.9
Pesticides totaux	0.118	0.118	0.118	1	µg/l	<= 0.5
PCB 101	0	0	0	1	µg/l	
PCB 118	0	0	0	1	µg/l	
PCB 138	0	0	0	1	µg/l	
PCB 153	0	0	0	1	µg/l	
PCB 180	0	0	0	1	µg/l	
PCB 28	0	0	0	1	µg/l	
PCB 35	0	0	0	1	µg/l	
PCB 52	0	0	0	1	µg/l	
PCB 54	0	0	0	1	µg/l	
Somme des 7 PCBi	0	0	0	1	µg/l	
Activité alpha totale	0	0	0	1	Bq/l	
Activité bêta totale	0	0	0	1	Bq/l	
Dose totale indicative	0	0	0	1	mSv/an	<= 0.1
Tritium (activité due au)	0	0	0	1	Bq/l	<= 100
Chlore libre	0.05	0.355	0.66	2	mg/l	
Chlore total	0.06	0.37	0.68	2	mg/l	
Bromates	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Bromoforme	0	0	0	1	µg/l	
Chloroforme	0	0	0	1	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Dichloromonobromométhane	0	0	0	1	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	0	0	0	1	µg/l	<= 100
Benzène	0	0	0	1	µg/l	<= 1
Ethylbenzène	0	0	0	1	µg/l	
Isobutylbenzène	0	0	0	1	µg/l	
M + P Xylène	0	0	0	1	µg/l	
Orthoxylène	0	0	0	1	µg/l	

Styrène	0	0	0	1	µg/l	
Toluène	0	0	0	1	µg/l	

UP - Equemauville

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	10	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		55	5	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		2	5	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	10	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	10	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	10	n/100ml	= 0
Alachlore ESA	0	0.006	0.011	2	µg/l	<= 0.9
Diméthachlore ESA (CGA 354742)	0	0.003	0.006	2	µg/L	<= 0.9
Diméthachlore CGA 369873	0	0.01	0.04	7	µg/L	<= 0.9
Metolachlore ESA	0.025	0.027	0.029	2	µg/l	<= 0.9
Chlorobenzène	0	0	0	2	µg/l	
Pentachlorobenzène	0	0	0	2	µg/l	
Carbonates	0	0	0	2	mg/l CO3	
CO2 libre	31	34.1	37.2	2	mg/l CO2	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	2	Qualitatif	[1 - 2]
Essai Marbre TAC	26.3	26.3	26.3	1	°F	
Hydrogénocarbonates	326	331.5	337	2	mg/l	
pH à température de l'eau	7.2	7.461	7.83	8	Unité pH	[6,5 - 9]
pH après marbre	7.4	7.4	7.4	1	Unité pH	
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.23	7.265	7.3	2	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.4	7.45	7.5	2	Unité pH	[6,5 - 9]
TH Calcique	30.5	31.625	32.75	2	°F	
TH Magnésien	3.024	3.066	3.108	2	°F	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	5	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	26.7	28	29.4	5	°F	
Titre Hydrotimétrique	31.6	33.48	35	5	°F	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	5	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	5	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	5	Qualitatif	
Turbidité	0	0.63	2.24	13	NFU	<= 2
Ethylurée	0	0	0	2	µg/l	
Température de l'eau	10.5	14.4	18.7	8	°C	<= 25
Fer total	0	24.714	99	7	µg/l	<= 200
Manganèse total	0	0	0	2	µg/l	<= 50
Calcium	122	126.5	131	2	mg/l	
Chlorures	26.8	28.06	29.1	5	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	604	663.5	712	10	µS/cm	[200 - 1200]
Magnésium	7.2	7.3	7.4	2	mg/l	
Potassium	1.7	1.75	1.8	2	mg/l	
Sodium	13.2	13.3	13.4	2	mg/l	<= 200
Sulfates	20.3	21.94	23	5	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.3	0.62	1	10	mg/l C	<= 2
Atrazine déséthyl déisopropyl	0	0.013	0.06	7	µg/l	<= 0.1
Déséthylatrazine	0	0.022	0.09	7	µg/l	<= 0.1
Ammonium	0	0	0	10	mg/l	<= 0.1
Nitrates	3.5	19.39	31.3	10	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.51	0.586	0.63	5	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	5	mg/l	<= 0.1
Aluminium total	0	0.004	0.008	2	mg/l	<= 0.2

Arsenic	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Baryum	0.002	0.003	0.005	2	mg/l	<= 0.7
Bore	17.4	17.4	17.4	1	µg/l	<= 1000
Bore	15.5	15.5	15.5	1	µg/l	<= 1500
Cyanures totaux	0	0	0	2	µg/l	<= 50
Fluorures	0	50	100	2	µg/l	<= 1500
Mercure	0	0	0	2	µg/l	<= 1
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 20
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	2	µg/l	<= 0.5
Dibromoéthane-1,2	0	0	0	2	µg/l	
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	2	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	2	µg/l	<= 3
Dichloroéthylène-1,1	0	0	0	2	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0	0	2	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	2	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	2	µg/l	
Hexachlorobutadiène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Tetra + Trichloroéthylène	0.08	0.09	0.1	2	µg/l	<= 10
Tétrachloroéthane-1,1,1,2	0	0	0	2	µg/l	
Tétrachloroéthane-1,1,2,2	0	0	0	2	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	2	µg/l	
Tétrachlorure de carbone	0	0	0	2	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0	0	0	2	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	2	µg/l	
Trichloroéthylène	0.08	0.09	0.1	2	µg/l	
Chloridazone desphényl	0.02	0.023	0.025	2	µg/L	<= 0.1
Chloridazone méthyl desphényl	0	0.005	0.01	2	µg/L	<= 0.1
Chlorothalonil R471811	0.249	0.249	0.249	1	µg/l	<= 0.1
Metazachlore ESA	0	0.016	0.031	2	µg/l	<= 0.9
Metazachlore OXA	0	0.005	0.009	2	µg/l	<= 0.9
Pesticides totaux	0	0.075	0.249	8	µg/l	<= 0.5
PCB 101	0	0	0	2	µg/l	
PCB 118	0	0	0	2	µg/l	
PCB 138	0	0	0	2	µg/l	
PCB 153	0	0	0	2	µg/l	
PCB 180	0	0	0	2	µg/l	
PCB 28	0	0	0	2	µg/l	
PCB 35	0	0	0	2	µg/l	
PCB 52	0	0	0	2	µg/l	
PCB 54	0	0	0	2	µg/l	
Somme des 7 PCBi	0	0	0	2	µg/l	
Activité alpha totale	0	0	0	1	Bq/l	
Activité bêta totale	0	0	0	1	Bq/l	
Dose totale indicative	0	0	0	1	mSv/an	<= 0.1
Tritium (activité due au)	0	0	0	1	Bq/l	<= 100
Chlore libre	0.02	0.239	0.43	8	mg/l	
Chlore total	0.1	0.284	0.44	8	mg/l	
Bromates	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Bromoforme	2.15	3.38	4.61	2	µg/l	
Chloroforme	0	0.945	1.89	2	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	1.25	3.485	5.72	2	µg/l	

Dichloromonobromométhane	0.31	1.67	3.03	2	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	3.71	9.48	15.25	2	µg/l	<= 100
Benzène	0	0	0	2	µg/l	<= 1
Ethylbenzène	0	0	0	2	µg/l	
Isobutylbenzène	0	0	0	2	µg/l	
M + P Xylène	0	0	0	2	µg/l	
Orthoxylène	0	0	0	2	µg/l	
Styrène	0	0	0	2	µg/l	
Toluène	0	0	0	2	µg/l	
Atrazine	0	0.007	0.03	7	µg/l	<= 0.1

UP - Usine de Cresseveuille

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	7	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		26	7	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		8	7	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	7	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	7	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	7	n/100ml	= 0
Dimétachlore ESA (CGA 354742)	0.006	0.006	0.006	1	µg/L	
Flufénacet ESA	0	0.026	0.051	2	µg/L	<= 0.1
Chlorobenzène	0	0	0	2	µg/l	
Pentachlorobenzène	0	0	0	2	µg/l	
Carbonates	0	0	0	2	mg/l CO3	
CO2 libre	10.5	18.35	26.2	2	mg/l CO2	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	1		2	2	Qualitatif	[1 - 2]
Essai Marbre TAC	21.6	21.6	21.6	1	°F	
Hydrogénocarbonates	290	318	346	2	mg/l	
pH à température de l'eau	7.4	7.537	7.7	6	Unité pH	[6,5 - 9]
pH après marbre	7.5	7.5	7.5	1	Unité pH	
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.43	7.45	7.47	2	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.8	8	8.2	2	Unité pH	[6,5 - 9]
TH Calcique	24.475	26.238	28	2	°F	
TH Magnésien	3.234	3.528	3.822	2	°F	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	5	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	23.8	27.08	28.4	5	°F	
Titre Hydrotimétrique	26	28.3	30	5	°F	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	5	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	5	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	5	Qualitatif	
Turbidité	0	0.135	0.39	8	NFU	<= 2
Ethylurée	0	0	0	2	µg/l	
Température de l'eau	9.7	12.433	14.4	6	°C	<= 25
Fer total	0	0	0	4	µg/l	<= 200
Manganèse total	0	0	0	4	µg/l	<= 50
Calcium	97.9	104.95	112	2	mg/l	
Chlorures	21.2	22.38	24.1	5	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	566	612.143	637	7	µS/cm	[200 - 1200]
Magnésium	7.7	8.4	9.1	2	mg/l	
Potassium	3	3.15	3.3	2	mg/l	
Sodium	13.5	13.95	14.4	2	mg/l	<= 200
Sulfates	18.8	21.26	23.6	5	mg/l	<= 250
Carbone organique dissous	0.4	0.55	0.7	2	mg/l C	
Carbone Organique Total	0.4	0.757	1.45	7	mg/l C	<= 2
Matières organiques à 254 nm	0.9	1.05	1.2	2	Abs/m	
Ammonium	0	0	0	7	mg/l	<= 0.1
Nitrates	2.6	5.38	9.3	5	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.05	0.108	0.19	5	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	5	mg/l	<= 0.1
Aluminium total	0	0.001	0.003	2	mg/l	<= 0.2
Arsenic	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Baryum	0.017	0.024	0.031	2	mg/l	<= 0.7

Bore	86.7	86.7	86.7	1	µg/l	<= 1000
Bore	30.6	30.6	30.6	1	µg/l	<= 1500
Cyanures totaux	0	0	0	2	µg/l	<= 50
Fluorures	190	290	390	2	µg/l	<= 1500
Mercure	0	0	0	2	µg/l	<= 1
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 20
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	2	µg/l	<= 0.5
Dibromoéthane-1,2	0	0	0	2	µg/l	
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	2	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	2	µg/l	<= 3
Dichloroéthylène-1,1	0	0	0	2	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0	0	2	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	2	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	2	µg/l	
Hexachlorobutadiène	0	0	0	1	µg/l	
Hexachlorobutadiène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Tétrachloroéthane-1,1,1,2	0	0	0	2	µg/l	
Tétrachloroéthane-1,1,2,2	0	0	0	2	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	2	µg/l	
Tétrachlorure de carbone	0	0	0	2	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0	0	0	2	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	2	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	2	µg/l	
Chlorothalonil R471811	0.045	0.151	0.258	5	µg/l	<= 0.1
Flufénacet OXA	0	0.021	0.041	2	µg/L	<= 0.1
Metaldéhyde	0	0.02	0.04	2	µg/l	<= 0.1
Metazachlore ESA	0.021	0.021	0.021	1	µg/l	
Metazachlore OXA	0.009	0.009	0.009	1	µg/l	
Pesticides totaux	0	0.148	0.332	6	µg/l	<= 0.5
PCB 101	0	0	0	2	µg/l	
PCB 118	0	0	0	2	µg/l	
PCB 138	0	0	0	2	µg/l	
PCB 153	0	0	0	2	µg/l	
PCB 180	0	0	0	2	µg/l	
PCB 28	0	0	0	2	µg/l	
PCB 35	0	0	0	2	µg/l	
PCB 52	0	0	0	2	µg/l	
PCB 54	0	0	0	2	µg/l	
Somme des 7 PCBi	0	0	0	2	µg/l	
Chlore libre	0.11	0.39	0.66	6	mg/l	
Chlore total	0.18	0.437	0.72	6	mg/l	
Bromates	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Bromoforme	1.5	1.87	2.24	2	µg/l	
Chloroforme	1.46	4.745	8.03	2	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	5.66	6.09	6.52	2	µg/l	
Dichloromonobromométhane	3.13	5.52	7.91	2	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	12.49	18.225	23.96	2	µg/l	<= 100
Benzène	0	0	0	2	µg/l	<= 1
Ethylbenzène	0	0	0	2	µg/l	
Isobutylbenzène	0	0	0	2	µg/l	

M + P Xylène	0	0	0	2	µg/l	
Orthoxylène	0	0	0	2	µg/l	
Styrène	0	0	0	2	µg/l	
Toluène	0	0	0	2	µg/l	

UP - Vallée d'Ingres (lavoir)

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	4	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		3	5	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		2	5	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	5	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	5	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	5	n/100ml	= 0
Chlorobenzène	0	0	0	1	µg/l	
Pentachlorobenzène	0	0	0	1	µg/l	
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
CO2 libre	35.6	35.6	35.6	1	mg/l CO2	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	1	Qualitatif	[1 - 2]
Essai Marbre TAC	26.3	26.3	26.3	1	°F	
Hydrogénocarbonates	333	333	333	1	mg/l	
pH à température de l'eau	7.2	7.333	7.47	4	Unité pH	[6,5 - 9]
pH après marbre	7.3	7.3	7.3	1	Unité pH	
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.26	7.26	7.26	1	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.4	7.4	7.4	1	Unité pH	[6,5 - 9]
TH Calciq	29	29	29	1	°F	
TH Magnésien	2.436	2.436	2.436	1	°F	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	2	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	27	27.15	27.3	2	°F	
Titre Hydrotimétrique	31.3	31.55	31.8	2	°F	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Turbidité	0	0.193	0.79	6	NFU	<= 2
Ethylurée	0	0	0	1	µg/l	
Température de l'eau	11.5	12.625	14.2	4	°C	<= 25
Fer total	0	0	0	1	µg/l	<= 200
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	<= 50
Calcium	116	116	116	1	mg/l	
Chlorures	26.9	27	27.1	2	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	645	659.5	673	4	µS/cm	[200 - 1200]
Magnésium	5.8	5.8	5.8	1	mg/l	
Potassium	2	2	2	1	mg/l	
Sodium	13.3	13.3	13.3	1	mg/l	<= 200
Sulfates	16.7	17.05	17.4	2	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.35	0.4	0.45	2	mg/l C	<= 2
Déséthylatrazine	0.03	0.03	0.03	1	µg/l	<= 0.1
Ammonium	0	0	0	4	mg/l	<= 0.1
Nitrates	20.3	20.55	20.8	2	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.41	0.415	0.42	2	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	2	mg/l	<= 0.1
Aluminium total	0	0	0	1	mg/l	<= 0.2
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Baryum	0.002	0.002	0.002	1	mg/l	<= 0.7
Bore	14.5	14.5	14.5	1	µg/l	<= 1500
Cyanures totaux	0	0	0	1	µg/l	<= 50
Fluorures	0	0	0	1	µg/l	<= 1500

Mercuré	0	0	0	1	µg/l	<= 1
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 20
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	1	µg/l	<= 0.5
Dibromoéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	<= 3
Dichloroéthylène-1,1	0.12	0.12	0.12	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	1	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Hexachlorobutadiène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Tétrachloroéthane-1,1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthane-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachlorure de carbone	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0.11	0.11	0.11	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Chlorothalonil R471811	0.022	0.043	0.064	2	µg/l	<= 0.1
Dichlorobenzamide-2,6	0.02	0.02	0.02	1	µg/l	<= 0.1
Pesticides totaux	0.022	0.073	0.124	2	µg/l	<= 0.5
PCB 101	0	0	0	1	µg/l	
PCB 118	0	0	0	1	µg/l	
PCB 138	0	0	0	1	µg/l	
PCB 153	0	0	0	1	µg/l	
PCB 180	0	0	0	1	µg/l	
PCB 28	0	0	0	1	µg/l	
PCB 35	0	0	0	1	µg/l	
PCB 52	0	0	0	1	µg/l	
PCB 54	0	0	0	1	µg/l	
Somme des 7 PCBi	0	0	0	1	µg/l	
Activité alpha totale	0	0	0	1	Bq/l	
Activité bêta totale	0	0	0	1	Bq/l	
Dose totale indicative	0	0	0	1	mSv/an	<= 0.1
Tritium (activité due au)	0	0	0	1	Bq/l	<= 100
Chlore libre	0.26	0.345	0.45	4	mg/l	
Chlore total	0.26	0.36	0.46	4	mg/l	
Bromates	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Bromoforme	0	0	0	1	µg/l	
Chloroforme	0	0	0	1	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Dichloromonobromométhane	0	0	0	1	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	0	0	0	1	µg/l	<= 100
Benzène	0	0	0	1	µg/l	<= 1
Ethylbenzène	0	0	0	1	µg/l	
Isobutylbenzène	0	0	0	1	µg/l	
M + P Xylène	0	0	0	1	µg/l	
Orthoxylène	0	0	0	1	µg/l	
Styrène	0	0	0	1	µg/l	
Toluène	0	0	0	1	µg/l	
Atrazine	0.01	0.01	0.01	1	µg/l	<= 0.1

ZD - ABLON

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		37	9	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		24	9	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		5	8	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	9	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	9	n/100ml	= 0
Chlorobenzène	0	0	0	1	µg/l	
pH à température de l'eau	7.2	7.356	7.5	9	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique	0	0.016	0.11	7	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	25	25.529	26.1	7	°F	
Titre Hydrotimétrique	24.5	27.914	28.8	7	°F	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	9	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	9	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	7	Qualitatif	
Turbidité	0	0.089	0.46	9	NFU	<= 2
Température de l'eau	7.9	12.911	17.8	9	°C	<= 25
Fer total	0	0	0	1	µg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	594	605.889	626	9	µS/cm	[200 - 1200]
Ammonium	0	0	0	7	mg/l	<= 0.1
Nitrates	21	21.671	22.4	7	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.44	0.44	0.44	1	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	<= 0.5
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Chrome total	0.65	0.65	0.65	1	µg/l	<= 50
Cuivre	0.011	0.011	0.011	1	mg/l	<= 2
Nickel	0	0	0	1	µg/l	<= 20
Plomb	0.39	0.39	0.39	1	µg/l	<= 10
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	1	µg/l	<= 0.5
Dibromoéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	<= 3
Dichloroéthylène-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	1	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Hexachlorobutadiène	0	0	0	1	µg/l	
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Tétrachloroéthane-1,1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthane-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachlorure de carbone	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Benzo(a)pyrène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.01
Benzo(11,12)fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Benzo(1,12)pérylène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Benzo(3,4)fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	

Hydroca.polycycl.arom. 4sub nx	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Hydrocarb.polycycl.arom. 16sub	0	0	0	1	µg/l	
Hydrocarb.polycycl.arom. 6subs	0	0	0	1	µg/l	
Indéno(1,2,3-cd) Pyrène	0	0	0	1	µg/l	
Chlore libre	0.05	0.266	0.57	9	mg/l	
Chlore total	0.08	0.293	0.59	9	mg/l	
Bromoforme	0.64	0.64	0.64	1	µg/l	
Chloroforme	0	0	0	1	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	0.69	0.69	0.69	1	µg/l	
Dichloromonobromométhane	0.26	0.26	0.26	1	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	1.59	1.59	1.59	1	µg/l	<= 100
Isobutylbenzène	0	0	0	1	µg/l	
Styrène	0	0	0	1	µg/l	

ZD - Barneville Plateau

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact Revivifiables à 22°C 68h	8		73	3	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	1		120	3	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	2	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	2	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	3	n/100ml	= 0
pH à température de l'eau	7.4	7.467	7.5	3	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique	0	0	0	2	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	24.4	25.3	26.2	2	°F	
Titre Hydrotimétrique	26.4	27.35	28.3	2	°F	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	3	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	3	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Turbidité	0	0.077	0.12	3	NFU	<= 2
Température de l'eau	10.1	12.7	16.4	3	°C	<= 25
Conductivité à 25°C	601	625.333	667	3	µS/cm	[200 - 1200]
Ammonium	0	0	0	2	mg/l	<= 0.1
Nitrates	8.4	9	9.6	2	mg/l	<= 50
Aluminium total	0	0	0	2	mg/l	<= 0.2
Chlore libre	0.2	0.253	0.33	3	mg/l	
Chlore total	0.22	0.283	0.35	3	mg/l	

ZD - Croix Hauron

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	17	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		300	17	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		300	17	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	17	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	17	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	17	n/100ml	= 0
Dimétachlore ESA (CGA 354742)	0.008	0.008	0.008	1	µg/L	
Dimétachlore ESA (CGA 354742)	0.007	0.007	0.007	1	µg/L	<= 0.9
Flufénacet ESA	0.033	0.055	0.076	2	µg/L	<= 0.1
Chlorobenzène	0	0	0	3	µg/l	
Pentachlorobenzène	0	0	0	2	µg/l	
Carbonates	0	0	0	2	mg/l CO3	
CO2 libre	4.8	10.8	16.8	2	mg/l CO2	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	2	Qualitatif	[1 - 2]
Essai Marbre TAC	19.7	19.7	19.7	2	°F	
Hydrogénocarbonates	254	255.5	257	2	mg/l	
pH à température de l'eau	7.3	7.506	8	17	Unité pH	[6,5 - 9]
pH après marbre	7.5	7.55	7.6	2	Unité pH	
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.5	7.52	7.54	2	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.5	7.6	7.7	2	Unité pH	[6,5 - 9]
TH Calcique	21.175	21.413	21.65	2	°F	
TH Magnésien	2.814	2.835	2.856	2	°F	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	17	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	20.8	26.353	33	17	°F	
Titre Hydrotimétrique	21.8	28.056	31.8	16	°F	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	17	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	17	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	17	Qualitatif	
Turbidité	0	0.146	0.87	17	NFU	<= 2
Ethylurée	0	0	0	2	µg/l	
Température de l'eau	8.5	13.829	22	17	°C	<= 25
Fer total	0	0	0	3	µg/l	<= 200
Manganèse total	0	0	0	2	µg/l	<= 50
Calcium	84.7	85.65	86.6	2	mg/l	
Chlorures	20.2	23.8	26.4	5	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	513	608.529	746	17	µS/cm	[200 - 1200]
Magnésium	6.7	6.75	6.8	2	mg/l	
Potassium	3.1	3.2	3.3	2	mg/l	
Sodium	12.9	12.9	12.9	2	mg/l	<= 200
Sulfates	13.2	16.46	21.3	5	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.3	1.16	2.2	5	mg/l C	<= 2
Ammonium	0	0	0	17	mg/l	<= 0.1
Nitrates	0	8.941	19.7	17	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0	0.215	0.3	6	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	6	mg/l	<= 0.5
Aluminium total	0	00	0.003	17	mg/l	<= 0.2
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Arsenic	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Baryum	0.007	0.007	0.007	2	mg/l	<= 0.7

Bore	10.4	10.55	10.7	2	µg/l	<= 1500
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Chrome total	0.65	0.65	0.65	1	µg/l	<= 50
Cuivre	0.27	0.27	0.27	1	mg/l	<= 2
Cyanures totaux	0	0	0	2	µg/l	<= 50
Fluorures	0	50	100	2	µg/l	<= 1500
Mercure	0	0	0	2	µg/l	<= 1
Nickel	9.6	9.6	9.6	1	µg/l	<= 20
Plomb	4.5	4.5	4.5	1	µg/l	<= 10
Sélénium	0	0	0	2	µg/l	<= 20
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	3	µg/l	<= 0.5
Dibromoéthane-1,2	0	0	0	3	µg/l	
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	3	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	3	µg/l	<= 3
Dichloroéthylène-1,1	0	0	0	3	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0	0	3	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	3	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	3	µg/l	
Hexachlorobutadiène	0	0	0	1	µg/l	
Hexachlorobutadiène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	3	µg/l	<= 10
Tétrachloroéthane-1,1,1,2	0	0	0	3	µg/l	
Tétrachloroéthane-1,1,2,2	0	0	0	3	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	3	µg/l	
Tétrachlorure de carbone	0	0	0	3	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0	0	0	3	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	3	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	3	µg/l	
Benzo(a)pyrène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.01
Benzo(11,12)fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Benzo(1,12)pérylène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Benzo(3,4)fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	
Hydroca.polycycl.arom. 4sub nx	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Hydrocarb.polycycl.arom. 16sub	0	0	0	1	µg/l	
Hydrocarb.polycycl.arom. 6subs	0	0	0	1	µg/l	
Indéno(1,2,3-cd) Pyrène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Chlorothalonil R471811	0.048	0.213	0.294	4	µg/l	<= 0.1
Flufénacet (Fluthiamide)	0	0.01	0.02	2	µg/l	<= 0.1
Flufénacet OXA	0.027	0.044	0.061	2	µg/L	<= 0.1
Metaldéhyde	0.04	0.05	0.06	2	µg/l	<= 0.1
Metazachlore ESA	0.024	0.024	0.024	1	µg/l	<= 0.9
Metazachlore ESA	0.027	0.027	0.027	1	µg/l	
Metazachlore OXA	0.009	0.009	0.009	1	µg/l	<= 0.9
Metazachlore OXA	0.013	0.013	0.013	1	µg/l	
Pesticides totaux	0.048	0.304	0.541	4	µg/l	<= 0.5
PCB 101	0	0	0	2	µg/l	
PCB 118	0	0	0	2	µg/l	
PCB 138	0	0	0	2	µg/l	
PCB 153	0	0	0	2	µg/l	
PCB 180	0	0	0	2	µg/l	
PCB 28	0	0	0	2	µg/l	

PCB 35	0	0	0	2	µg/l	
PCB 52	0	0	0	2	µg/l	
PCB 54	0	0	0	2	µg/l	
Somme des 7 PCBi	0	0	0	2	µg/l	
Activité alpha totale	0	0	0	1	Bq/l	
Activité bêta totale	0	0	0	1	Bq/l	
Dose totale indicative	0	0	0	1	mSv/an	<= 0.1
Tritium (activité due au)	0	0	0	1	Bq/l	<= 100
Chlore libre	0.14	0.316	0.63	18	mg/l	
Chlore total	0.17	0.368	0.67	18	mg/l	
Bromates	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Bromoforme	0.41	1.773	4.4	3	µg/l	
Chloroforme	0.58	5.45	8.36	3	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	4	4.703	5.54	3	µg/l	
Dichloromonobromométhane	1.99	4.81	6.28	3	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	12.51	16.737	18.93	3	µg/l	<= 100
Benzène	0	0	0	2	µg/l	<= 1
Ethylbenzène	0	0	0	2	µg/l	
Isobutylbenzène	0	0	0	3	µg/l	
M + P Xylène	0	0	0	2	µg/l	
Orthoxylène	0	0	0	2	µg/l	
Styrène	0	0	0	3	µg/l	
Toluène	0	0	0	2	µg/l	
Chlortoluron	0	0.025	0.05	2	µg/l	<= 0.1

ZD - Fourneville

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact Revivifiables à 22°C 68h	1		300	3	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		300	3	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	3	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	3	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	3	n/100ml	= 0
Chlorobenzène	0	0	0	1	µg/l	
pH à température de l'eau	7.5	7.633	7.8	3	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique	0	0.06	0.18	3	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	25.5	26.8	27.8	3	°F	
Titre Hydrotimétrique	28	28.7	29.6	3	°F	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	3	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	3	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	3	Qualitatif	
Turbidité	0	0.16	0.31	3	NFU	<= 2
Température de l'eau	7.3	13.267	20.1	3	°C	<= 25
Fer total	0	0	0	1	µg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	593	611	629	3	µS/cm	[200 - 1200]
Ammonium	0	0	0	3	mg/l	<= 0.1
Nitrates	4	5.033	6.2	3	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.12	0.12	0.12	1	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	<= 0.5
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Chrome total	0.54	0.54	0.54	1	µg/l	<= 50
Nickel	0	0	0	1	µg/l	<= 20
Plomb	0.82	0.82	0.82	1	µg/l	<= 10
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	1	µg/l	<= 0.5
Dibromoéthane-1,2	0.1	0.1	0.1	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	<= 3
Dichloroéthylène-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	1	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Hexachlorobutadiène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Tétrachloroéthane-1,1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthane-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachlorure de carbone	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Benzo(a)pyrène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.01
Benzo(11,12)fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Benzo(1,12)pérylène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Benzo(3,4)fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	
Hydroca.polycycl.arom. 4sub nx	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1

Hydrocarb.polycycl.arom. 16sub	0	0	0	1	µg/l	
Hydrocarb.polycycl.arom. 6subs	0	0	0	1	µg/l	
Indéno(1,2,3-cd) Pyrène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Chlore libre	0.16	0.283	0.51	3	mg/l	
Chlore total	0.2	0.33	0.55	3	mg/l	
Bromoforme	7.85	7.85	7.85	1	µg/l	
Chloroforme	8.84	8.84	8.84	1	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	14.3	14.3	14.3	1	µg/l	
Dichloromonobromométhane	11.8	11.8	11.8	1	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	42.79	42.79	42.79	1	µg/l	<= 100
Isobutylbenzène	0	0	0	1	µg/l	
Styrène	0	0	0	1	µg/l	

ZD - La Rivière Saint Sauveur

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		130	9	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		35	9	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	9	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	9	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	9	n/100ml	= 0
Chlorobenzène	0	0	0	1	µg/l	
pH à température de l'eau	7	7.222	7.4	9	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique	0	0	0	9	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	25.3	26.511	27.3	9	°F	
Titre Hydrotimétrique	27.4	30.2	32.8	9	°F	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	9	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	9	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	9	Qualitatif	
Turbidité	0	0.121	0.48	9	NFU	<= 2
Température de l'eau	10.3	14.211	22	9	°C	<= 25
Fer total	0	0	0	1	µg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	604	642.778	666	9	µS/cm	[200 - 1200]
Ammonium	0	0	0	9	mg/l	<= 0.1
Nitrates	19.5	20.644	22	9	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.42	0.42	0.42	1	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	<= 0.5
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Chrome total	0.66	0.66	0.66	1	µg/l	<= 50
Cuivre	0.07	0.07	0.07	1	mg/l	<= 2
Nickel	8.9	8.9	8.9	1	µg/l	<= 20
Plomb	5.7	5.7	5.7	1	µg/l	<= 10
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	1	µg/l	<= 0.5
Dibromoéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	<= 3
Dichloroéthylène-1,1	0.11	0.11	0.11	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	1	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Hexachlorobutadiène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Tétrachloroéthane-1,1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthane-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachlorure de carbone	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0.1	0.1	0.1	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Benzo(a)pyrène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.01
Benzo(11,12)fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Benzo(1,12)pérylène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Benzo(3,4)fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	

Hydroca.polycycl.arom. 4sub nx	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Hydrocarb.polycycl.arom. 16sub	0	0	0	1	µg/l	
Hydrocarb.polycycl.arom. 6subs	0	0	0	1	µg/l	
Indéno(1,2,3-cd) Pyrène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Chlore libre	0.06	0.246	0.36	9	mg/l	
Chlore total	0.08	0.281	0.43	9	mg/l	
Bromoforme	1.41	1.41	1.41	1	µg/l	
Chloroforme	0	0	0	1	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	0.8	0.8	0.8	1	µg/l	
Dichloromonobromométhane	0.21	0.21	0.21	1	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	2.42	2.42	2.42	1	µg/l	<= 100
Isobutylbenzène	0	0	0	1	µg/l	
Styrène	0	0	0	1	µg/l	

ZD - Zone Basse

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	11	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		38	12	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		180	12	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	11	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	12	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	12	n/100ml	= 0
Chlorobenzène	0	0	0	1	µg/l	
pH à température de l'eau	7.2	7.342	7.7	12	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique	0	0	0	11	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	26.6	27.609	28.4	11	°F	
Titre Hydrotimétrique	29.1	32.427	34.6	11	°F	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	12	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	12	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	11	Qualitatif	
Turbidité	0	0.17	0.46	12	NFU	<= 2
Température de l'eau	7.5	15.683	21.9	12	°C	<= 25
Fer total	0	0	0	1	µg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	621	685.083	710	12	µS/cm	[200 - 1200]
Ammonium	0	0	0	11	mg/l	<= 0.1
Nitrates	16	27.455	31.6	11	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.59	0.59	0.59	1	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	<= 0.5
Aluminium total	0	0.001	0.004	11	mg/l	<= 0.2
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Chrome total	0.8	0.8	0.8	1	µg/l	<= 50
Cuivre	0.029	0.029	0.029	1	mg/l	<= 2
Nickel	0	0	0	1	µg/l	<= 20
Plomb	0.45	0.45	0.45	1	µg/l	<= 10
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	1	µg/l	<= 0.5
Dibromoéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	<= 3
Dichloroéthylène-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	1	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Hexachlorobutadiène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Tetra + Trichloroéthylène	0.09	0.09	0.09	1	µg/l	<= 10
Tétrachloroéthane-1,1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthane-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachlorure de carbone	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0.09	0.09	0.09	1	µg/l	
Benzo(a)pyrène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.01
Benzo(11,12)fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Benzo(1,12)pérylène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1

Benzo(3,4)fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Fluoranthène	0.02	0.02	0.02	1	µg/l	
Hydroca.polycycl.arom. 4sub nx	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Hydrocarb.polycycl.arom. 16sub	0.02	0.02	0.02	1	µg/l	
Hydrocarb.polycycl.arom. 6subs	0.02	0.02	0.02	1	µg/l	
Indéno(1,2,3-cd) Pyrène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Chlore libre	0.12	0.213	0.37	12	mg/l	
Chlore total	0.16	0.248	0.45	12	mg/l	
Bromoforme	5.19	5.19	5.19	1	µg/l	
Chloroforme	0.35	0.35	0.35	1	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	3.12	3.12	3.12	1	µg/l	
Dichloromonobromométhane	0.81	0.81	0.81	1	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	9.47	9.47	9.47	1	µg/l	<= 100
Isobutylbenzène	0	0	0	1	µg/l	
Styrène	0	0	0	1	µg/l	

ZD - Zone Moyenne

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	11	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		120	11	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		170	11	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	11	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	11	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	11	n/100ml	= 0
Flore saprophyte (37°C)	0		0	2	(+)	
Chlorobenzène	0	0	0	1	µg/l	
pH à température de l'eau	7.1	7.422	7.6	10	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique	0	0	0	9	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	24	26.122	28.6	9	°F	
Titre Hydrotimétrique	26.7	29.522	33.4	9	°F	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	9	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	9	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	9	Qualitatif	
Turbidité	0	0.114	0.36	10	NFU	<= 2
Température de l'eau	10	13.81	19.3	10	°C	<= 25
Fer total	0	0	0	1	µg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	578	632.444	711	9	µS/cm	[200 - 1200]
Ammonium	0	0	0	9	mg/l	<= 0.1
Nitrates	6	17.344	30.9	9	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.62	0.62	0.62	1	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	<= 0.5
Aluminium total	0	0	0	9	mg/l	<= 0.2
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Chrome total	0.61	0.61	0.61	1	µg/l	<= 50
Cuivre	0.036	0.036	0.036	1	mg/l	<= 2
Nickel	0	0	0	1	µg/l	<= 20
Plomb	1.6	1.6	1.6	1	µg/l	<= 10
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	1	µg/l	<= 0.5
Dibromoéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	<= 3
Dichloroéthylène-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	1	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Hexachlorobutadiène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Tetra + Trichloroéthylène	0.11	0.11	0.11	1	µg/l	<= 10
Tétrachloroéthane-1,1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthane-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachlorure de carbone	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0.11	0.11	0.11	1	µg/l	
Benzo(a)pyrène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.01
Benzo(11,12)fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1

Benzo(1,12)pérylène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Benzo(3,4)fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	
Hydroca.polycycl.arom. 4sub nx	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Hydrocarb.polycycl.arom. 16sub	0	0	0	1	µg/l	
Hydrocarb.polycycl.arom. 6subs	0	0	0	1	µg/l	
Indéno(1,2,3-cd) Pyrène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Chlore libre	0.05	0.198	0.37	10	mg/l	
Chlore total	0.06	0.232	0.41	10	mg/l	
Bromoforme	2.07	2.07	2.07	1	µg/l	
Chloroforme	0	0	0	1	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	1.19	1.19	1.19	1	µg/l	
Dichloromonobromométhane	0.27	0.27	0.27	1	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	3.53	3.53	3.53	1	µg/l	<= 100
Isobutylbenzène	0	0	0	1	µg/l	
Styrène	0	0	0	1	µg/l	

6.4 Le bilan énergétique du patrimoine

→ Bilan énergétique détaillé du patrimoine

Installation de production

	2021	2022	2023	N/N-1
Installation de production d'eau : FO_ABLON				
Energie relevée consommée (kWh)		169	164	-3,0%
Energie facturée consommée (kWh)		169	164	-3,0%
Consommation spécifique (Wh/m3)		2	2	0,0%
Volume produit refoulé (m3)	11 407	92 771	86 501	-6,8%
Installation de production d'eau : SU_St_Léonard				
Energie relevée consommée (kWh)	36 687	36 808	42 735	16,1%
Energie facturée consommée (kWh)	36 687	36 808	42 735	16,1%
Consommation spécifique (Wh/m3)	125	132	266	101,5%
Volume produit refoulé (m3)	294 611	279 048	160 671	-42,4%
Station de Production de Cresseveuille Ultra Filtration (Gonneville) NOUVELLE				
Energie relevée consommée (kWh)	338 281	288 281	232 596	-19,3%
Energie facturée consommée (kWh)	346 000	286 534	229 699	-19,8%
Consommation spécifique (Wh/m3)	493	435	468	7,6%
Volume produit refoulé (m3)	686 463	662 973	497 254	-25,0%
Station de Production des Moulineaux Les Ramiers (equemaווille)				
Energie relevée consommée (kWh)	41 940	42 897	*	
Energie facturée consommée (kWh)	41 940	42 897	*	
Consommation spécifique (Wh/m3)	179	148	*	
Volume produit refoulé (m3)	234 534	289 914	310 742	7,2%
Station de Production du Chemin du Lavoir (la riviere st sauveur)				
Energie relevée consommée (kWh)	57 890	45 749	72 790	59,1%
Energie facturée consommée (kWh)	57 890	45 749	72 790	59,1%
Consommation spécifique (Wh/m3)	391	197	316	60,4%
Volume produit refoulé (m3)	147 932	231 873	230 241	-0,7%

*Données incohérentes transmises par le fournisseur d'énergie

Installation de reprise, de pompage ou surpresseur

	2021	2022	2023	N/N-1
Bache et Reprise de la Croix Hauron (gonneville)				
Energie facturée consommée (kWh)	100 778	110 878	71 307	-35,7%
Reprise de Vasouy Le Butin (honfleur)				
Energie facturée consommée (kWh)	45 215	37 994	40 528	6,7%
Reprise des Marronniers (honfleur)				
Energie facturée consommée (kWh)	16 960	19 989	75 388	277,1%

Réservoir ou château d'eau

	2021	2022	2023	N/N-1
Réservoir de la Croix Hauron (gonneville)				
Energie facturée consommée (kWh)			7 444	
Réservoir des Longchamps (honfleur)				
Energie facturée consommée (kWh)	446	478	483	1,0%
Réservoir La Guérie (Ablon)				
Energie facturée consommée (kWh)		6	60	900,0%
Réservoir Les Moulineaux (honfleur)				
Energie facturée consommée (kWh)	918	937	9 541	918,2%

Installation de captage

	2021	2022	2023	N/N-1
Captage Saint Léonard (Honfleur)				
Volume pompé (m3)	294 611	279 048	160 671	-42,5%

Autres installations eau

	2021	2022	2023	N/N-1
Chambre de vannes la rivière st sauveur				
Energie facturée consommée (kWh)		771	551	-28,5%

6.5 Reconnaissance et certification de service

Veolia Eau est depuis de nombreuses années engagé dans des démarches de certification. En 2015, les systèmes de management de la qualité et de l'environnement existants ont été fédérés sous la gouvernance du siège et complétés par un système de management de l'énergie.

Les activités certifiées sont la production et la distribution d'eau potable, la collecte et le traitement des eaux usées et l'accueil et le service aux consommateurs.

Cette triple certification ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 délivrée par Afnor Certification en novembre 2015 valide, via un tiers indépendant, l'efficacité des méthodes et des outils mis en place et l'engagement d'amélioration continue de l'entreprise. Cette démarche s'inscrit dans le cadre élargi de la politique de l'Eau France qui comprend des objectifs forts en matière de santé et de sécurité au travail.

Notre certification ISO 50001 valide nos démarches d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations confiées par nos clients. Elle est reconnue par l'Administration dans le cadre des textes d'application de la directive 2012/27/UE (loi DDADUE) (*)



N° 2015/69288.9

Certificat

Certificate

Page 1 / 10

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE ET D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET
TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER AND PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER
COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 50001 : 2018

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Adresse

Siège : 21 RUE LA BOETIE-75008 PARIS

Liste complémentaire des sites certifiés en annexe / Complementary list of certified locations on appendix

N° SIREN

572025526

(L'ensemble des activités de l'entreprise sur le(s) site(s) donné(s) est couvert par la certification)
(The scope of certification covers all activities carried out on the above-mentioned location(s))

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2021-11-11

Jusqu'au
until

2024-11-10

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR Code
pour vérifier la validité
du certificat

AFNOR Certification est une société à responsabilité limitée, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 512 000 000. Le capital est de 100 000 €. AFNOR Certification est une société à responsabilité limitée, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 512 000 000. Le capital est de 100 000 €. AFNOR Certification est une société à responsabilité limitée, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 512 000 000. Le capital est de 100 000 €.



Certificat

Certificate

N° 2015/69287.8

Page 1 / 10

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET
TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.
DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER
COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 9001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE -75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) / List of certified locations on appendix(ces)

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2021-11-10

Jusqu'au
Until

2024-11-09

Signature de Julien NIZRI, Directeur Général d'AFNOR Certification

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR
Code pour vérifier la
validité du certificat

Sur le certificat électronique consultable sur www.afnor.org, se trouve un lien vers le site de la certification de l'organisme. The electronic certificate only available on www.afnor.org
affiche le nom des sites certifiés et les coordonnées de l'organisme certifiant. Certification de l'organisme de management, Centre de Recherche, rue de Valenciennes, 105000 Valenciennes.
AFNOR Certification est un organisme AFNOR à l'adresse suivante: CERTIFICATION AFNOR

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 16 167 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org

afnor
CERTIFICATION



Certificat

Certificate

N° 2015/69286.8

Page 1 / 10

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET
TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER
COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 14001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE -75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) / List of certified locations on appendix(oes)

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2021-11-10

Jusqu'au
Until

2024-11-09

Signature en vertu de son mandat. Elle est opposable à tout tiers, y compris
les tiers bénéficiaires du mandat. Elle est opposable à tout tiers, y compris

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Flânez ce QR
Code pour vérifier la
validité du certificat

Pour le certificat électronique, consultez sur www.afnor.org la liste des lieux de la certification de l'organisme. The electronic certificate only available on www.afnor.org
afnor is not liable for the company's activities. AFNOR Certification n° 6001. Certification de l'organisme de management. Prêtée sous le n° www.afnor.org
AFNOR est un organisme mondial. AFNOR is a registered trademark. CERTIFIED BY AFNOR

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 167 000 € - 478 076 002 RCS Biotry - www.afnor.org

afnor
CERTIFICATION

(*) La directive 2012/27/UE instaure un audit énergétique obligatoire dans les grandes entreprises, obligation reprise par la loi DDADUE. Certifiées ISO 50001, ces entreprises sont exemptées de cette obligation et peuvent valoriser leurs actions d'économies d'énergie grâce à la bonification des CEE.

6.6 Actualité réglementaire 2023

Chaque année, une sélection annuelle des principaux textes parus vous est proposée. Veolia se tient à disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes et évaluer leurs conséquences pour votre service.

Commande Publique

Verdissement de la commande publique

La Loi industrie verte n°2023-973 a été publiée au Journal officiel le 24 octobre 2023, et contient un versant commande publique (art 25 à 30), venant renforcer la prise en compte de la RSE dans le cadre des contrats passés par les acheteurs et autorités concédantes.

Ses mesures phares sont :

- Obligation pour les acheteurs soumis au Code de la commande publique et dont le montant annuel des achats est supérieur à 50 millions d'euros hors taxes d'établir un schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (SPASER)
- Création d'un cas d'exclusion facultatif des procédures de mise en concurrence à l'encontre des candidats ne satisfaisant pas à son devoir de vigilance ou à ses obligations en matière d'établissement de bilan d'émissions de gaz à effet de serre
- A compter d'août 2026, les contrats de concession et les marchés publics devront contenir des objectifs de développement durable dans leur exécution. De plus, il ne sera plus possible de recourir au critère unique du prix dans les passations de marchés publics, la dimension environnementale de l'achat devant systématiquement être retenue. Un nouveau critère obligatoire fait également son apparition dans les concessions : le critère environnemental
- A compter de 2026, le rapport annuel du concessionnaire devra détailler les mesures mises en œuvre par le concessionnaire pour garantir la protection de l'environnement et l'insertion par l'activité économique dans le cadre de l'exécution du contrat.
- Possibilité pour les entités adjudicatrice d'autoriser les offres variables pour les besoins supérieurs à 10 millions d'euros HT.

Modification des seuils des procédures formalisées

L'avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique (JO 6 décembre 2023) fixe les nouveaux seuils de procédure formalisée pour la passation des marchés publics et des contrats de concession conformément aux règlements délégué (UE) 2023/2495, 2023/2496, 2023/2497 et 2023/2510 de la Commission publiés au JOUE du 16 novembre 2023.

A compter du 1er janvier 2024, les seuils de procédure formalisée sont fixés à :

- 143 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services des autorités publiques centrales ;
- 221 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services des autres pouvoirs adjudicateurs et pour les marchés publics de fournitures des autorités publiques centrales opérant dans le domaine de la défense ;
- 443 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services des entités adjudicatrices et pour les marchés de fournitures et de services passés dans le domaine de la défense ou de la sécurité ;
- 5 538 000 € HT pour les marchés de travaux et pour les contrats de concession.

Application du Règlement IMPI

Dans une communication publiée au JOUE du 21 février 2023 et visant à faciliter l'application du règlement IMPI (Règlement du 23 juin 2022 concernant l'accès des opérateurs économiques, des biens et des services des pays tiers aux marchés publics et aux concessions de l'Union) par les pouvoirs adjudicateurs et les entités adjudicatrices, la Commission européenne précise les modalités d'application des mesures de l'IMPI. Une

mesure relevant de l'IMPI prenant la forme d'un ajustement du résultat devrait être appliquée au stade de l'évaluation des critères d'attribution, et plus précisément lors du calcul du résultat final. Une mesure relevant de l'IMPI prenant la forme d'une exclusion devrait être appliquée au stade de l'évaluation des critères de sélection.

Services publics locaux

Résilience des territoires et services essentiels

Le règlement délégué (UE) 2023/2450 de la Commission du 25 juillet 2023 est venu compléter la directive (UE) 2022/2557 du Parlement européen et du Conseil en établissant une liste de services essentiels.

Aussi, le service de l'eau potable et le service des eaux résiduaires sont dorénavant qualifiés de services essentiels au sens de la directive UE 2022/2557. Cette directive vise à garantir que les services qui sont essentiels au maintien de fonctions sociétales ou d'activités économiques vitales sont fournis sans entrave dans le marché intérieur et que la résilience des entités critiques qui fournissent de tels services est renforcée. La transposition en droit français de la directive UE 2022/2557 surviendra au plus tard le 14 octobre 2024 et sera susceptible d'impacts potentiels (financiers et/ou organisationnels) pour votre service.

Directive générale interministérielle n°320/SGDSN/PSE/PSN du 23 janvier 2023

Dans cette directive générale l'eau potable est citée parmi les 12 activités clés nécessaires à la préservation de la vie de la Nation.

Chaque activité clé fait l'objet d'une stratégie de sécurité spécifique fondée sur ses vulnérabilités propres qui vise à maintenir la continuité de l'activité, qu'elle soit concernée par l'origine de la crise ou qu'elle affronte les conséquences à titre collatéral.

Instruction du 16 mai 2023 relative à la gestion de la sécheresse.

Afin de faire face aux sécheresses hydrologiques, un dispositif d'anticipation, de gestion et d'évaluation est mis en œuvre par l'Etat en application de l'article L. 211-3 du Code de l'Environnement. Dans la continuité de l'instruction du 27 juillet 2021, la présente instruction précise le dispositif devant être mis en œuvre dans l'organisation de la gestion de la crise et la gestion des situations de pénurie d'eau, à la suite du retour d'expérience sur la gestion de l'eau lors de la sécheresse 2022. Pour aider à la mise en œuvre opérationnelle de ce dispositif dans les territoires, un guide national est annexé à l'instruction.

Service public de l'eau potable

Réforme des redevances des agences de l'eau

Cette réforme a été adoptée dans la loi de finance de l'année 2024. Il est prévu qu'elle soit effective à compter de l'année 2025 pour l'entrée en vigueur des douzièmes programmes des agences de l'eau (2025 - 2030). Des textes d'application sont attendus courant 2024 et viendront préciser ses modalités et son calendrier d'application.

Telle qu'adoptée dans la loi de finance 2024, cette réforme supprime certaines redevances existantes et le doublement possible de la redevance de prélèvement sur la ressource en eau pour cause de maîtrise insuffisante des pertes en eau sur le réseau d'eau (doublement dit 'Grenelle', encadré par un décret de janvier 2012).

Dans le même temps, ces différentes suppressions s'accompagnent de nouvelles redevances :

- une redevance pour consommation d'eau potable dont devront s'acquitter les abonnés au service ;
- deux redevances auxquelles seront assujetties directement les autorités organisatrices des services publics d'eau et d'assainissement.

Ces deux dernières redevances seront modulées au regard d'un certain nombre de critères de performance des services, à savoir pour les services d'eau : le niveau des pertes en eau et la gestion du patrimoine.

De plus, les services, en tant qu'autorité organisatrice, disposeront de la faculté de reporter la contrepartie de ces deux redevances, assises sur la performance, qui seront appelées auprès d'eux sur une ligne spécifique de la facture des abonnés au service à travers un mécanisme de contre-valeur.

Transposition de la directive européenne 2020/2184 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine

La directive 2020/2184 du 16 décembre 2020 actualise celle de 1998. Elle "revalorise l'eau du robinet" Cette directive a été transposée en droit français à la toute fin de l'année 2022 à travers une ordonnance, deux décrets et une quinzaine d'arrêtés.

L'arrêté du 3 janvier 2023 (JO du 11 janvier 2023) relatif au plan de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau (PGSSE) réalisé de la zone de captage jusqu'en amont des installations privées de distribution est venu compléter les textes de transposition publiés fin décembre 2022. Cet arrêté fixe les modalités de réalisation, sous la responsabilité de la personne responsable de la production ou de la distribution d'eau, des PGSSE. Ceux-ci devront être réalisés au plus tard le 12 juillet 2027 pour les zones de captage (ressources en eau et production du service) et au plus tard le 12 janvier 2029 pour la partie distribution.

L'ensemble de ces textes législatifs et réglementaires ont été complétés par une note d'information de la Direction Générale de la Santé (DGS) aux ARS (note d'information N° DGS/EA4/2023/61 du 14 avril 2023, publiée le 28 avril 2023).

Cette note d'information confirme les points fondamentaux du cadre réglementaire promulgué fin décembre 2022 et pour partie effectif depuis le 1er janvier 2023. Notamment :

- Elle renforce, dès le 1er janvier 2023, les normes de qualité exigées pour l'eau potable sur de nouveaux polluants, avec une obligation de résultats sur sept nouveaux paramètres qui couvrent différentes familles de substances (sous-produits de désinfection, perturbateurs endocriniens, l'uranium) et notamment la somme de 20 substances alkyl perfluorées (famille de substances communément nommées 'PFAS') à laquelle est associée une limite de qualité de 0,1 microgramme/L ;

Elle confirme que la vérification permanente de la qualité de l'eau relève de la responsabilité du service public d'eau, au travers la mise en œuvre d'un plan de surveillance conforme aux exigences de qualité en vigueur et aux vulnérabilités identifiées. Le contrôle sanitaire officiel opéré par les ARS présente un caractère strictement ponctuel et en aucun cas permanent. Ainsi, sur les sept nouveaux paramètres mentionnés plus haut, le contrôle sanitaire réalisé par les ARS sera opérationnel au plus tard le 1er janvier 2026 ;

Elle instaure une approche de gestion préventive des risques sanitaires, qui rend obligatoires les plans de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE). Cette approche passe par une meilleure maîtrise du patrimoine des services d'eau et la compréhension de leur vulnérabilité, avec pour objectif d'améliorer l'efficacité du plan de surveillance mentionné plus haut.

Campagnes exploratoires de l'Anses

Début avril 2023, l'Anses a publié les résultats de la campagne exploratoire sur les polluants émergents susceptibles d'être présents dans les ressources en eau et les EDCH qu'elle a menée les années antérieures sous l'égide de la DGS, puis, dans l'instruction DGS/EA4/2023/52 aux ARS en date du 31 août 2023 (publiée le 29 septembre 2023), la DGS a précisé les modalités de réalisation de la prochaine campagne nationale exploratoire de mesures de paramètres émergents qui sera réalisée par l'Anses en 2024. Cette nouvelle campagne exploratoire portera sur les PFAS et quelques pesticides dans les eaux brutes et les eaux distribuées. Pour les PFAS, cette campagne portera sur 34 composés, incluant les 20 composés dont la somme est soumise à une limite de qualité depuis le 1er janvier 2023.

Métabolites de pesticides

Compte-tenu des enjeux qu'il fait peser sur la qualité de l'eau distribuée, le sujet des métabolites de pesticides fait l'objet d'un commentaire dans le corps de ce document.

Ce sujet des métabolites de pesticide est susceptible d'évoluer de nouveau au cours de l'année 2024. En effet, les progrès des techniques d'analyse de l'eau conjugués à l'acquisition de nouvelles connaissances

scientifiques et à l'application du principe de précaution constituent désormais des facteurs pouvant impacter très directement les services d'eau dans leur gestion des métabolites de pesticides.

L'année 2023 a été marquée par :

- En avril 2023, la publication des résultats de la campagne exploratoire menée par l'Anses, sous l'égide de la DGS, sur les polluants émergents susceptibles d'être présents dans les ressources en eau et les EDCH. Cette publication a donné lieu à de nombreuses reprises médiatiques du fait de la détection fréquente du métabolite Chlorothalonil R471811 dans les eaux brutes et distribuées. Le métabolite "R471811" est considéré comme pertinent et doté d'une Valeur Sanitaire Transitoire de 3 microgrammes par litre.
- Dans une instruction en date du 20 octobre 2023 (publiée le 31 octobre 2023), la DGS est venue compléter les modalités de gestion des situations de dépassement des Valeurs Sanitaires Transitoires (VST) pour les métabolites du Chlorothalonil et de la Chloridazone. Notamment, cette instruction précise que pour ces métabolites pertinents, en cas de dépassement de leur VST, les restrictions de consommations préconisées dans les précédentes instructions (décembre 2020 et mai 2022) ne s'appliquent pas. Par contre, les services d'eau concernés restent tenus d'élaborer un plan d'actions pour rétablir la qualité de l'eau et d'informer les abonnés du service. En parallèle, cette instruction annonce la sollicitation de la Commission Européenne par la France en vue d'un état des lieux des situations observées au sein de chaque état membre.

Protection et surveillance des masses d'eau

Les arrêtés du 30 janvier 2023 (JO du 9 mars 2023) relatifs, respectivement, au programme d'action national (PAN) et aux programmes d'action Régionaux (PAR) marquent le lancement du septième programme d'actions contre les nitrates. Ces deux arrêtés sont complétés par le décret 2023-241 du 31 mars 2023 (JO du 1er avril 2023). Ce décret prévoit que les programmes d'actions régionaux peuvent désormais ajouter à la liste des zones sur lesquelles des mesures de renforcement sont prévues *"des zones de captage de l'eau destinée à la consommation humaine mentionnées au 1° du I de l'article R. 212-4, dont la teneur en nitrates est comprise entre 40 et 50 milligrammes par litre, en tenant notamment compte de l'évolution de cette teneur au cours des dernières années"*.

Auparavant, seuls les captages dont la teneur est supérieure à 50 mg/l étaient visés par les textes. Il s'agit donc de prévenir le franchissement du seuil critique de 50 mg/l, au-delà duquel l'eau n'est pas potable sans traitement.

Dans ces zones, qui peuvent être étendues afin d'assurer la cohérence territoriale des mesures, les programmes d'actions régionaux comprennent :

- soit l'obligation d'une couverture végétale des sols entre une culture principale récoltée en été ou en automne et une culture semée à l'été ou à l'automne et, au minimum, une autre mesure de renforcement ;
- soit, au minimum, trois autres mesures de renforcement (au lieu d'une mesure précédemment).

Une mesure de renforcement supplémentaire, consistant en *"l'obligation de respecter un seuil de quantité d'azote restant dans les sols à la fin de la période de culture ou en entrée de l'hiver"*, est également introduite.

L'arrêté du 20 juin 2023 (JO du 27 juin 2023) précise les modalités avec lesquelles certaines Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) soumises à autorisation devront analyser les substances per-et polyfluoroalkylées (communément nommées PFAS) dans leurs rejets aqueux. Cet arrêté s'inscrit dans le cadre du plan d'action ministériel PFAS présenté en janvier 2023. Les ICPE ciblées par cet arrêté sont les plus concernées par ces composés chimiques dont les STEU dites *"industrielles"* ou dites *"mixtes"* (recevant une part importante de rejets industriels en mélange d'eau usées domestiques).

Un arrêté du 28 juin 2023 (JO du 14 juillet 2023) est venu préciser les modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement.

Deux arrêtés du 9 octobre 2023 (JO du 4 novembre 2023) sont venus actualiser d'une part les méthodes et les critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface et, d'autre part, les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines. Ces deux arrêtés s'inscrivent dans la poursuite de la mise en conformité avec les exigences de la directive-cadre sur l'eau.

Enfin, l'arrêté du 19 décembre 2023 (JO du 28 décembre 2023) établit pour 2024 la liste des substances actives contenues dans les produits phytopharmaceutiques et qui constituent l'assiette de la redevance pour pollution diffuse des agences de l'eau. Comme chaque année, des modifications sont apportées soit par ajout ou retrait de substances soit par modification des assiettes affectées à certaines substances.

Gestion quantitative et partage de la ressource en eau

L'instruction du 17 janvier 2023 (publiée le 30 janvier 2023) est venue préciser les modalités de gouvernance et les étapes clefs pour la réussite des projets de territoire pour la gestion de l'eau (PTGE), un outil important pour le partage de l'eau sur les territoires en stress hydrique. Cette instruction fait suite aux recommandations émises par une précédente mission d'appui qui avait identifié les points de blocage dans le déploiement des PTGE.

L'arrêté du 30 juin 2023 (JO du 5 juillet 2023) précise les conditions et les modalités des mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Les ICPE concernées sont celles soumises à autorisation ou enregistrement. Les mesures de restriction sont fonction du niveau de gravité de la sécheresse sur le territoire concerné. En situation de crise, une réduction des prélèvements d'eau de 25 % pourra être exigée. L'arrêté prévoit des dérogations pour certaines activités jugées essentielles (par exemple la production et la distribution de l'eau potable) ou pour les installations ayant déjà réduit significativement leurs prélèvements depuis le 1er janvier 2018.

Travaux à proximité des réseaux

La décision du 25 janvier 2023 (publiée le 17 février 2023) complète le fascicule 2 du guide d'application de la réglementation anti-endommagement intitulé « guide technique des travaux » mentionné à l'article R. 554-29 du code de l'environnement de trois nouvelles annexes sous forme de fiches techniques.

L'arrêté du 29 août 2023 (JO du 16 septembre 2023) fixe, pour l'année 2023, le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement au titre du financement, par les exploitants des réseaux enterrés, du « Guichet Unique » administré par l'Inéris. Ce téléservice (www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr) référence les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux.

Transition énergétique & environnementale

Accélération de la production d'énergies renouvelables

La loi 2023-175 du 10 mars 2023 (JO du 11 mars 2023) relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (dite loi "APER") a pour ambition de lever tous les obstacles au déploiement des projets d'énergies renouvelables. En effet, l'étude d'impact de ce texte législatif avait relevé l'important retard de la France, par rapport aux autres pays européens, dans le déploiement des moyens de production d'énergies renouvelables ; était notamment souligné le fait qu'il faut "en moyenne 5 ans de procédures pour construire un parc solaire nécessitant quelques mois de travaux, 7 ans pour un parc éolien et 10 ans pour un parc éolien en mer").

La loi APER, qui est la première loi entièrement consacrée aux énergies renouvelables, met en oeuvre les mesures suivantes :

- Des mesures de simplification et d'accélération des procédures administratives des projets d'énergies renouvelables
 - Les délais d'instruction pour les projets d'installations de production d'énergies renouvelables sont considérablement réduits. La durée maximale de la phase d'examen pour les projets situés en zone d'accélération ne pourra pas, en effet, dépasser trois mois. Mais elle pourra être portée à quatre mois sur décision motivée de l'autorité compétente.
 - Un "référé" préfectoral à l'instruction des projets de développement des énergies renouvelables et des projets industriels nécessaires à la transition énergétique est institutionnalisé. Il a pour mission de faciliter les démarches administratives des porteurs de projets et de coordonner les travaux des services chargés de l'instruction des autorisations.
 - Une présomption de reconnaissance de la "raison impérieuse d'intérêt public majeur" (qui constitue un des trois critères pour l'octroi d'une dérogation espèces protégées) est mise en place pour les projets de production d'énergies renouvelables ou de stockage d'énergie dans le système électrique. Cette présomption sera précisée par un prochain décret en Conseil d'Etat, conformément à la décision du 9 mars 2023 du Conseil Constitutionnel portant sur la loi APER.
 - Des dispositions relatives aux contentieux des autorisations environnementales sont également insérées. Le juge administratif aura l'obligation de régulariser l'autorisation environnementale en cours d'instance lorsque cela sera possible, ce qui permettra d'éviter l'annulation totale des autorisations environnementales, lorsque le vice qui affecte leur légalité peut être régularisé.

- Des mesures pour intégrer les collectivités locales au déploiement des énergies renouvelables
 - Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ont pour rôle de définir les zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de productions d'énergies renouvelables. Ces zones d'accélération doivent présenter un potentiel permettant d'accélérer la production d'énergies renouvelables sur le territoire concerné et contribuer à la solidarité entre les territoires. Elles ne doivent pas être comprises dans un parc national ni une réserve naturelle.
 - Le comité régional de l'énergie intervient dans un second temps, afin de contrôler les zones d'accélération définies. Si son avis conclut que ces zones ne sont pas suffisantes pour l'atteinte des objectifs régionaux, les communes doivent identifier d'autres zones. Les communes qui transmettent les zones d'accélération définies peuvent également choisir les secteurs où est exclue l'implantation d'installations de production d'énergies renouvelables.

- Des mesures pour accélérer le développement du solaire photovoltaïque, de l'agrivoltaïsme et de l'éolien en mer
 - L'installation de panneaux solaires près des autoroutes et des grands axes routiers, ainsi que dans les communes de montagne, est facilitée. Des dérogations à la loi Littoral sont également possibles afin de mettre en place des panneaux solaires sur les terrains en friche. Par ailleurs, les parcs de stationnement extérieurs de plus de 1500 m2 ont l'obligation d'être équipés, sur au moins la moitié de leur superficie, d'ombrières photovoltaïques.
 - Un volet sur "l'agrivoltaïsme" est également créé pour permettre le déploiement des installations agrivoltaïques compatibles avec la production agricole. Un décret déterminera prochainement les conditions de déploiement et d'encadrement de l'agrivoltaïsme.
 - Une planification de l'éolien en mer est instaurée. Ainsi, le document stratégique de façade établit, pour chaque façade maritime, une cartographie des zones maritimes et terrestres prioritaires pour

l'implantation d'installations d'éoliennes en mer et de leurs ouvrages de raccordement au réseau public de transport d'électricité.

- Des mesures pour le financement des énergies renouvelables
- Afin d'aider les collectivités à financer leurs projets en matière d'énergies renouvelables, un mécanisme de redistribution de la valeur générée par ces projets est mis en place. Les lauréats d'appels d'offres ou d'appels à projets en matière d'énergies renouvelables doivent ainsi participer au financement des projets en faveur de la transition énergétique, de la sauvegarde ou de la protection de la biodiversité ou de l'adaptation au changement climatique et de la protection ou la sauvegarde de la biodiversité.

Evaluation environnementale

Arrêté du 16 janvier 2023 (JO du 7 février 2023) modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Conformément à l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, le maître d'ouvrage d'un projet relevant d'un examen au cas par cas dans le cadre de l'évaluation environnementale doit renseigner les informations exigées dans un formulaire, adressé par voie électronique ou par pli recommandé à l'autorité chargée de l'examen au cas par cas.

Le nouveau modèle du formulaire pour la demande d'examen au cas par cas de l'évaluation environnementale (enregistrée sous le numéro **CERFA 14734*04**), sa notice explicative (enregistrée sous le numéro **51656#05**) et le bordereau des pièces à joindre ont été fixés par un arrêté du 16 janvier 2023.

L'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le précédent modèle est ainsi abrogé.

Les modifications apportées par rapport à l'ancien formulaire portent notamment sur :

- l'intégration de la "clause-filet" prévue par le décret n° 2022-422 du 25 mars 2022 et la possibilité donnée au porteur de projet de saisir volontairement l'autorité chargée de l'examen au cas par cas, lorsque son projet se situe en-deçà des seuils de la nomenclature ;
- la mise en oeuvre de la distinction prévue par le décret n° 2020-844 du 3 juillet 2020 entre l'autorité chargée de l'examen au cas par cas et l'autorité environnementale ;
- l'obligation pour le maître d'ouvrage de tenir compte des résultats disponibles d'autres évaluations pertinentes des incidences sur l'environnement requises au titre d'autres législations applicables, afin que la France soit en conformité avec la directive 2014/52/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant la directive 2011/92/UE.

L'arrêté du 16 janvier 2023 précise également que le document dans lequel doivent être indiquées "*les informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire*", annexé au formulaire de demande d'examen au cas par cas, doit être joint à la demande. Une fois renseigné, celui-ci ne sera pas publié sur le site internet de l'autorité environnementale.

L'ensemble de ces documents peut être obtenu auprès des autorités chargées de l'examen au cas par cas (selon les hypothèses, le ministre chargé de l'environnement, la formation d'autorité environnementale de l'IGEDD ou plus fréquemment le ou les préfets de région) et sont accessibles en ligne.

Arrêté du 16 juin 2023 fixant le modèle national de la demande d'autorisation environnementale

Un arrêté du 16 juin 2023 (JO du 30 juin) fixe le modèle national de la demande d'autorisation environnementale.

Ainsi, pour la demande d'autorisation environnementale prévue à l'article L. 181-1 du code de l'environnement, et conformément à l'article D. 181-13-1 du même code, le demandeur peut utiliser le formulaire CERFA n° **15964*03** mis à disposition en ligne.

Cet arrêté abroge l'arrêté du 28 mars 2019 qui fixait le précédent formulaire à utiliser.

Décret n° 2023-1103 du 27 novembre 2023 (JO du 29 novembre 2023) relatif à la notification des recours en matière d'autorisations environnementales

Une obligation de notification des recours contre les autorisations environnementales a été introduite par la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergie renouvelable, à peine d'irrecevabilité.

Ce faisant, le législateur a souhaité appliquer, au contentieux de l'autorisation environnementale, une condition de recevabilité du recours qui existe déjà dans le contentieux de l'urbanisme. L'objectif de cette mesure est d'assurer l'information du bénéficiaire de l'autorisation environnementale mais aussi de tenter d'écarter des recours dont l'auteur n'aura pas respecté cette obligation de notification.

Les modalités de cette obligation ont dès lors été précisées par le décret n° 2023-1103 du 27 novembre 2023.

En premier lieu, cette obligation de notification concerne :

- les recours contentieux contre les autorisations environnementales et décisions afférentes prises sur le fondement des articles L. 181-9, L. 181-14, L. 181-15 et L. 181-15-1 du code de l'environnement (arrêté imposant des prescriptions supplémentaires, arrêté pris suite à une modification de l'installation ou un changement d'exploitant, transfert d'autorisation) ;
- les recours contentieux contre les décisions juridictionnelles statuant sur ces mêmes décisions ;
- les recours administratifs contre ces décisions.

Pour les deux premiers types de recours, le requérant est tenu de les notifier à l'émetteur de la décision contestée et au destinataire de la décision. À défaut, le recours sera déclaré irrecevable (Article R. 181-51 du code de l'environnement).

En revanche, pour les recours administratifs contre ces mêmes décisions, seul le bénéficiaire doit être notifié (puisque le recours administratif est, par définition, envoyé à l'émetteur de la décision). La sanction d'une absence de notification est l'absence de prolongation du délai de recours contentieux (Article R. 181-51 du code de l'environnement).

En second lieu, sur les modalités pratiques de la réalisation de cette notification, le décret précise que :

- La notification mentionnée doit être réalisée par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs suivant le dépôt du recours contentieux ou la date d'envoi du recours administratif ;
- La notification d'un recours à l'émetteur de la décision et au bénéficiaire de la décision est considérée comme effectuée à la date d'envoi de la lettre recommandée avec accusé de réception, attestée par le certificat de dépôt de ladite lettre auprès des services postaux.

Les dispositions énoncées s'appliquent également à une décision refusant le retrait ou l'abrogation d'une autorisation environnementale ou des autres décisions mentionnées.

Enfin, l'obligation de notification doit être mentionnée dans le corps même de la décision relative à une autorisation environnementale, ainsi que lors de son affichage et de sa publication (articles R.181-50 et R.181-51 du code de l'environnement).

Lutte contre les atteintes environnementales

Décret n° 2023-876 du 13 septembre 2023 relatif à la coordination en matière de politique de l'eau et de la nature et de lutte contre les atteintes environnementales

La justice environnementale continue de se structurer. Après la mise en place, par la loi du 24 décembre 2020, de "Pôles régionaux spécialisés en matière d'atteintes à l'environnement" (**PRE**), le décret n° 2023-876 du 13 septembre 2023 (JO du 15 septembre 2023) créé, dans chaque département, deux nouveaux organes administratifs : une "mission inter-service de l'eau et de la nature" (**MISEN**) et un "comité opérationnel de lutte contre la délinquance environnementale" (**COLDEN**).

Ainsi, la MISEN est placée sous la présidence du préfet de département et détermine les priorités en matière de police de l'eau, des milieux aquatiques et de la nature et organise l'action des services et établissements publics en conséquence. Elle dispose de missions diverses telles que la coordination et l'évaluation des politiques de l'eau et de la nature en fonction des enjeux locaux, ainsi que l'établissement des plans/schémas/programmes nécessaires à la mise en œuvre des politiques de l'eau et de la nature.

La MISEN est composée de représentants des services déconcentrés et des établissements publics de l'État compétents dans les domaines de l'eau et de la nature. Le ou les procureurs de la République territorialement compétents sont associés aux travaux de cette mission inter-services, notamment à l'élaboration du projet de plan de contrôle inter-services annuel pour l'eau et la nature. En tant que de besoin, tout service ou structure dont les compétences sont utiles est également associé aux travaux de la mission inter-services.

Le COLDEN est quant à lui présidé par le ou les procureurs de la République territorialement compétents et a pour mission de veiller aux échanges d'informations concernant les atteintes à l'environnement entre les autorités et services concernés, d'exploiter ces informations afin que le ou les procureurs de la République puissent apprécier l'opportunité de diligenter une enquête pénale.

Le COLDEN a également pour mission de coordonner l'action judiciaire avec l'action administrative, ainsi que les réponses pénales et administratives qui ont vocation à être apportées aux atteintes à l'environnement constatées sur le ressort. Il est par ailleurs compétent pour les infractions prévues par le code de l'environnement ainsi que pour celles qui, bien qu'elles ne soient pas prévues par ce code, présentent un lien avec la protection de l'environnement.

Le COLDEN est composé notamment du préfet de département ou de son représentant, des représentants des services de l'Etat, des établissements publics de l'Etat compétents en matière de lutte contre les atteintes à l'environnement et des services de police judiciaire concernés par les procédures.

Enfin, les membres permanents de la MISEN et ceux du COLDEN se réunissent conjointement tous les ans sous la présidence conjointe du préfet de département et du ou des procureurs de la République territorialement compétents.

Instruction du Gouvernement du 16 septembre 2023 relative à la coordination en matière de politique de l'eau et de la nature et de lutte contre les atteintes environnementales.

Dans le prolongement du décret n° 2023-876 du 13 septembre 2023, qui institutionnalise dans chaque département une "mission inter-services de l'eau et de la nature" (**MISEN**) et un "comité de lutte contre la délinquance environnementale" (**COLDEN**), une instruction ministérielle du 16 septembre 2023 (publiée le 2 octobre 2023) vient préciser les conditions de mise en oeuvre de ces deux instances.

Ainsi, l'instruction décrit, dans une première partie, le périmètre d'intervention de la MISEN.

Il est souligné que la MISEN assure "la lisibilité, la cohérence et l'efficacité des actions administratives de l'Etat dans les domaines de la gestion de l'eau, des milieux aquatiques, de la biodiversité et la protection des espaces naturels". Cette instance doit permettre "une approche globale des questions liées à l'ensemble des politiques relatives à l'eau et à la nature en coordonnant l'action des services déconcentrés et des établissements publics de l'Etat concernés".

Les différentes missions de la MISEN, telles qu'énoncées par le décret du 13 septembre 2023, sont explicitées par l'instruction, qui indique notamment les actions devant être mises en oeuvre pour pouvoir les remplir. L'instruction précise également la composition de cette instance (les membres permanents, associés et experts) et fixe son organisation interne (secrétariat, comités, groupes de travail spécifiques...).

Dans une seconde partie, l'instruction décrit le périmètre d'intervention du COLDEN.

Il est souligné que cette instance a vocation à "mettre en place des stratégies mobilisant l'ensemble des leviers d'action administratif et judiciaires et à permettre la mise en oeuvre de sanctions tant administratives que pénales". Les missions du COLDEN, telles qu'énoncées par le décret du 13 septembre 2023, sont développées de manière très détaillée. L'instruction précise également la composition de cette instance et fixe son organisation interne.

Enfin, dans une troisième partie, l'instruction définit les objectifs, composition et organisation de la réunion annuelle des membres permanents de la MISEN et du COLDEN, lors de laquelle est assurée l'articulation des missions de ces deux instances.

Circulaire de politique pénale du 9 octobre 2023 en matière de justice pénale environnementale

La circulaire de politique pénale en date du 9 octobre 2023 (publiée le 10 octobre 2023) précise les moyens mis en oeuvre en vue de permettre le développement du contentieux pénal environnemental. Elle rappelle le caractère technique et hétérogène de ce contentieux, qui nécessite une réponse pénale adaptée à ces spécificités.

Cette circulaire affiche dès lors un triple objectif :

- Renforcer la coordination de l'action administrative et judiciaire à travers le déploiement des comités opérationnels de lutte contre la délinquance environnementale (COLDEN)

La circulaire s'inscrit dans le prolongement, d'une part, du décret n°2023-876 du 13 septembre 2023 institutionnalisant les Comités opérationnels de lutte contre la délinquance environnementale (**COLDEN**) et, d'autre part, de l'instruction du Gouvernement du 16 septembre 2023, qui détaille le fonctionnement des COLDEN, aux côtés de celui des missions inter-services de l'eau et de la nature (**MISEN**).

En effet, la circulaire complète ce dispositif en donnant aux COLDEN les missions suivantes:

- assurer une coordination effective entre les autorités administratives et judiciaires (ce qui faisait jusqu'à présent défaut);
- recenser les problématiques environnementales propres à un territoire et définir les réponses à y apporter, en orientant, en accompagnant et en structurant l'action des services d'enquête.

La circulaire souligne également que la coordination passera par le fait, pour les services enquêteurs, d'informer à la fois le parquet dont ils dépendent et le parquet du Pôle Régional Environnemental (**PRE**) compétent.

- Renforcer l'efficacité des enquêtes judiciaires traitant des atteintes à l'environnement

La circulaire insiste sur la nécessité d'identifier rapidement les services d'enquêtes les plus compétents et de disposer d'un cadre juridique plus efficient pour mener les investigations. Elle propose ainsi les mesures suivantes :

- développer le recours à la cosaisine, qui permettra aux services d'enquête de police ou de gendarmerie, pour les contentieux environnementaux pointus, d'intervenir avec des fonctionnaires et agents habilités des administrations spécialisés disposant d'une expertise environnementale ;
- relever, dès que possible, l'existence de circonstances aggravantes de bande organisée afin de renforcer les sanctions mais également de mobiliser des techniques spéciales d'enquête plus efficaces (surveillance, infiltration, sonorisation, interception de correspondances...);
- poursuivre les actions de formation des magistrats ainsi que des fonctionnaires et agents des administrations spécialisées.

- Mise en œuvre d'une réponse pénale ferme et adaptée en matière environnementale

La circulaire préconise de :

- accroître le recours à la convention judiciaire d'intérêt public environnementales (CJIPE), créée par la loi n° 2020-1672 du 24 décembre 2020, chaque fois que cela s'avère opportun;
- imposer de manière systématique la remise en état de l'environnement, l'objectif de cette remise en état (que ce soit en réparation ou compensation) étant l'absence de perte nette de biodiversité ;
- fixer une amende pénale, proportionnée et dissuasive, qui doit être envisagée comme une sanction autonome ;
- privilégier une réponse pénale pédagogique (via des stages de citoyenneté à contenu spécialisé ou du travail d'intérêt général à vocation écologique) pour les infractions de basse intensité n'ayant pas entraîné de dommages environnementaux graves et irréversibles.
- relever de manière systématique les infractions de faux et d'usage de faux lorsqu'elles sont constituées, ce qui est fréquemment le cas, notamment dans l'hypothèse de trafic de déchets ou de trafic d'espèces animales protégées.

ICPE

L'instruction du 27 janvier 2023 précise les Orientations stratégiques pluriannuelles de l'inspection des installations classées. Deux nouveaux objectifs sectoriels : une action renforcée sur l'accidentologie des déchets et une approche plus structurée sur la qualité des sols.

Cette directive annonce la suppression du dispositif des garanties financières exigées pour la mise en sécurité des installations visées à l'article R. 516-1, 5° du code de l'environnement. Cette suppression est justifiée par le coût qu'il représente pour les exploitants, ainsi que par la charge administrative qu'il occasionne pour l'inspection des installations classées.

L'arrêté du 30 juin 2023 (JO du 5 juillet 2023) précise les conditions et les modalités des mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Les ICPE concernées sont celles soumises à autorisation ou enregistrement. Les mesures de restriction sont fonction du niveau de gravité de la sécheresse sur le territoire concerné. En situation de crise, une réduction des prélèvements d'eau de 25 % pourra être exigée. L'arrêté prévoit des dérogations pour certaines activités jugées essentielles (par exemple la production et la distribution de l'eau potable) ou pour les installations ayant déjà réduit significativement leurs prélèvements depuis le 1er janvier 2018.

Enfin, une instruction du 15 décembre 2023 fixe les actions nationales 2024 de l'inspection des installations classées, à savoir, la sobriété hydrique, les PFAS, les rejets de COV, les stockages d'ammonitrates, la réglementation post-Lubrizol et les trafics de DEEE. Localement, ces six objectifs seront complétés par six priorités fixées au niveau régional.

6.7 Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

Abonnement :

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné au délégataire pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

Abonnés non domestiques :

Les abonnés non domestiques sont redevables directement à l'Agence de l'eau pour les redevances de pollution et de modernisation des réseaux perçues habituellement sur les factures d'eau et d'assainissement. Il s'agit d'établissements dont les activités sont définies par un arrêté du 21/12/2017, et dont le volume d'activité dépasse certains seuils. Les abonnés non domestiques ne doivent pas être confondus avec les abonnés industriels. La notion d'abonnés industriels correspond à des critères propres au règlement de service.

Capacité de production :

Volume qui peut être produit par toutes les installations de production pour un fonctionnement journalier de 20 heures chacune (unité : m³/jour).

Certification ISO 14001 :

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 9001 :

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

Certification ISO 22000 :

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche de sécurité alimentaire effectuée par le délégataire.

Certification ISO 50001 :

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 45001 :

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

Consommateur – abonné (client) :

Le consommateur abonné est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc.). Il est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les consommateurs eau, les consommateurs assainissement collectif et les consommateurs assainissement non collectif. Il perd sa qualité de consommateur abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé).

Pour Veolia, un consommateur abonné correspond à un abonnement : le nombre de consommateurs abonnés est égal au nombre d'abonnements.

Consommation individuelle unitaire :

Consommation annuelle des consommateurs particuliers individuels divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de consommateurs particuliers individuels et collectifs (unité : m³/client/an).

Consommation globale unitaire :

Consommation annuelle totale des clients divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de clients (unité : m³/consommateur/an).

Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service et taux de respect de ce délai [D 151.0] :

Ce délai est le temps exprimé en heures ou en jours sur lequel s'engage le service pour ouvrir un branchement neuf (hors délai de réalisation des travaux) ou remettre en service un branchement existant. Le taux de respect est exprimé en pourcentage du nombre de demandes d'ouverture d'un branchement pour lesquelles le délai est respecté. (Arrêté du 2 mai 2007)

Développement durable :

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « Agenda 21 ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.

Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030 sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de 6,5 millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

Eau souterraine influencée :

Eaux d'origine souterraine provenant de milieux fissurés présentant une turbidité périodique importante et supérieure à 2 NFU.

HACCP :

Hazard Analysis Critical Control Point : méthode d'identification et de hiérarchisation des risques développée à l'origine dans le secteur agroalimentaire, cette méthode est depuis utilisée pour les systèmes d'alimentation en eau potable.

Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau [P108.3] :

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 100 %, avec le barème suivant :

- ✓ 0 % : aucune action ;
- ✓ 20 % : études environnementale et hydrogéologique en cours ;
- ✓ 40 % : avis de l'hydrogéologue rendu ;
- ✓ 50 % : dossier déposé en préfecture;
- ✓ 60 % : arrêté préfectoral ;
- ✓ 80 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés) ;
- ✓ 100 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté.

En cas d'achat d'eau à d'autres services publics d'eau potable par le service ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en tenant compte des volumes annuels d'eau produits ou achetés à d'autres services publics d'eau potable.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable [P103.2] :

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- ✓ le niveau de connaissance du réseau et des branchements,
- ✓ et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 100 points pour les services n'exerçant pas la mission de distribution.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Indice linéaire de pertes en réseau [P106.3] :

L'indice linéaire de pertes en réseau est égal au volume perdu dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Cette perte est calculée par différence entre le volume mis en distribution et le volume consommé autorisé. Il est exprimé en m³/km/jour.

Indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] :

L'indice linéaire des volumes non comptés est égal au volume journalier non compté par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Le volume non compté est la différence entre le volume mis en distribution et le volume comptabilisé. L'indice est exprimé en m³/km/jour.

Nombre d'habitants desservis (Estimation du) [D101.0] :

Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

Parties prenantes :

Acteurs internes et externes intéressés par le fonctionnement d'une organisation, comme un service d'eau ou d'assainissement : salariés, clients, fournisseurs, associations, société civile, pouvoirs publics ...

Prélèvement :

Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons pour n laboratoires). (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

Rendement du réseau de distribution [P104.3] :

Le rendement du réseau est obtenu en faisant le rapport entre, d'une part le volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services publics d'eau potable et, d'autre part le volume produit augmenté des volumes achetés à d'autres services publics d'eau potable. Le volume consommateurs sans comptage et le volume de service du réseau sont ajoutés au volume comptabilisé pour calculer le volume consommé autorisé. Le rendement est exprimé en pourcentage. (Arrêté du 2 mai 2007)

La Loi Grenelle 2 a imposé un rendement minimum à atteindre pour chaque réseau de distribution, dont la valeur dépend de la densité de l'habitat et de la taille du service, ainsi que de la disponibilité de la ressource en eau. Cette valeur « seuil » est définie par le décret 2012-97 du 27 janvier 2012. Cette définition réglementaire est transcrite dans la formule générique donnée ci-après :

$$\text{Objectif Rdt Grenelle 2} = \text{Min} (A + 0,2 \text{ ILC} ; 85)$$

Avec :

- ✓ Objectif Rdt Grenelle 2 exprimé en % ;
- ✓ ILC : Indice Linéaire de Consommation (m³/j/km) qui traduit la densité de l'habitat et la taille du service ;

- ✓ A = 65 dans la majorité des situations excepté pour les réseaux alimentés, d'une part, par une ressource en eau classée en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) et, d'autre part, par des prélèvements supérieurs à 2 Mm³/an où le terme A prend alors la valeur de 70 (pour tenir compte de la faible disponibilité de la ressource en eau).

Réseau de desserte :

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression l'eau potable issue des unités de potabilisation jusqu'aux points de raccordement des branchements des abonnés ou des appareils publics (tels que les bornes incendie, d'arrosage, de nettoyage...) et jusqu'aux points de livraison d'eau en gros. Il est constitué de réservoirs, d'équipements hydrauliques, de conduites de transfert, de conduites de distribution mais ne comprend pas les branchements.

Réseau de distribution :

Le réseau de distribution est constitué du réseau de desserte défini ci-dessus et des conduites de branchements.

Résultat d'analyse :

On appelle résultat d'analyse chaque valeur mesurée pour chaque paramètre. Ainsi pour un prélèvement effectué, il y a plusieurs résultats d'analyse (1 résultat par paramètre).

Taux d'impayés [P154.0] :

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux d'occurrence des interruptions du service non programmées [P151.1] :

Nombre de coupures d'eau, par millier d'abonnés, survenues au cours de l'année pour lesquelles les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24h à l'avance.

Les coupures de l'alimentation en eau liées à des problèmes qualitatifs sont prises en compte.

Les coupures chez l'abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ne sont pas prises en compte.

Taux de mensualisation :

Pourcentage du nombre total de clients (consommateurs particuliers, clients industriels, etc.) ayant opté pour un règlement mensuel par prélèvement bancaire.

Taux de prélèvement :

Pourcentage du nombre total de clients (consommateurs particuliers, clients industriels, etc.) ayant opté pour un règlement des factures par prélèvement bancaire.

Taux de conformité aux paramètres microbiologiques [P101.1] :

Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m³/j : pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- ✓ Ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique

- ✓ Et le cas échéant ceux réalisés par le délégataire dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m³/j : nombre de prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes.

Taux de conformité aux paramètres physico-chimiques [P102.1] :

Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m³/j : pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses physico-chimiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- ✓ ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique.
- ✓ et le cas échéant ceux réalisés par l'opérateur dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m³/j : nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes.

Taux de mutation (demandes d'abonnement) :

Nombre de demandes d'abonnement (mouvement de consommateurs) rapporté au nombre total de consommateurs, exprimé en pour cent.

Taux de réclamations [P155.1] :

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est à mettre en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix.

Volume acheté en gros (ou acheté à d'autres services d'eau potable) :

Le volume acheté en gros est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume importé.

Volume comptabilisé :

Le volume comptabilisé résulte des relevés des appareils de comptage des abonnés (circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008). Ce volume n'inclut pas le volume vendu en gros.

Volume consommateurs sans comptage :

Le volume consommateurs sans comptage est le volume utilisé sans comptage par des usagers connus, avec autorisation.

Volume consommé autorisé :

Le volume consommé autorisé est, sur le périmètre du service, la somme du volume comptabilisé, du volume consommateurs sans comptage et du volume de service du réseau.

Volume de service du réseau :

Le volume de service du réseau est le volume utilisé pour l'exploitation du réseau de distribution.

Volume mis en distribution :

Le volume mis en distribution est la somme du volume produit et du volume acheté en gros (importé) diminué du volume vendu en gros (exporté).

Volume produit :

Le volume produit est le volume issu des ouvrages de production du service pour être introduit dans le réseau de distribution. Le volume de service de l'unité de production n'est pas compté dans le volume produit.

Volume vendu en gros (ou vendu à d'autres services d'eau potable) :

Le volume vendu en gros est le volume d'eau potable livré à un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume exporté.

6.8 Listes d'interventions

6.8.1 LISTE DES FUITES SUR CANALISATIONS

Commune	Date	Adresse	Diamètre	Commentaires
HONFLEUR(14)	19/01/2023	AVENUE DU PRESIDENT DUCHESNE	Fonte Grise - DN100	Corrosion externe
HONFLEUR(14)	06/03/2023	RUE BOULANGER	Fonte Grise - DN40	Mouvements de sol
HONFLEUR(14)	02/05/2023	COURS JEAN DE VIENNE (D580)	Polychlorure de Vinyle - DN50	Mouvements de sol
FOURNEVILLE(14)	10/05/2023	ROUTE DU THEIL (D119)	Polychlorure de Vinyle - DN140	Mouvements de sol
HONFLEUR(14)	05/07/2023	CHEMIN DU BUQUET	Fonte Grise - DN60	Mouvements de sol
ABLON(14)	17/07/2023	SAINT-NICOL	Fonte Grise - DN100	Mouvements de sol
ABLON(14)	06/08/2023	VAL DE CREMANVILLE	Polychlorure de Vinyle - DN125	Mouvements de sol
LA RIVIERE-SAINT- SAUVEUR(14)	06/09/2023	RUE DU POUDREUX	Polychlorure de Vinyle - DN75	Vieillessement du PVC/PE
ABLON(14)	11/09/2023	ROUTE DES VATS	Acier - DN60	Défaut matériau
LA RIVIERE-SAINT- SAUVEUR(14)	12/09/2023	CHEMIN DU BANC	Polychlorure de Vinyle - DN75	Défaut matériau
HONFLEUR(14)	14/09/2023	CHARRIERE MONT SAINT (D579)	Polychlorure de Vinyle - DN160	Mouvements de sol
EQUEMAUVILLE(14)	18/09/2023	CHEMIN DES ONGLETS	Acier - DN60	Mouvements de sol
GONNEVILLE-SUR- HONFLEUR(14)	24/09/2023	CHEMIN DU CHATEAU D'EAU	Fonte Grise - DN100	Mouvements de sol
HONFLEUR(14)	02/11/2023	RUE SAINT-NICOL	Fonte Grise - DN100	Mouvements de sol
HONFLEUR(14)	20/11/2023	RUE SAINT-ANTOINE	Fonte Grise - DN100	Défaut matériau
ABLON(14)	05/12/2023	ROUTE DE FIQUEFLEUR (D580A)	Polychlorure de Vinyle - DN50	Collage PVC
LA RIVIERE-SAINT- SAUVEUR(14)	22/12/2023	CHEMIN DE LA BOUVETERIE	Polychlorure de Vinyle - DN110	Mouvements de sol

6.8.2 LISTE DES FUITES SUR EQUIPEMENTS

Commune	Date intervention	Diamètre	Equipement
ABLON(14)	31/07/2023	50	VENTOUSE

6.8.3

LISTE DES FUITES SUR BRANCHEMENTS

Commune	Date	Adresse
ABLON(14)	15/02/2023	ROUTE DE FIQUEFLEUR (D580A)
LA RIVIERE-SAINT-SAUVEUR(14)	03/03/2023	PLACE DE L'EGLISE
LA RIVIERE-SAINT-SAUVEUR(14)	06/04/2023	RUE DE LA MAIRIE (D580A)
LA RIVIERE-SAINT-SAUVEUR(14)	07/04/2023	ROUTE DE GENNEVILLE (D140)
LA RIVIERE-SAINT-SAUVEUR(14)	11/04/2023	LOTISSEMENT LES MOULINS
HONFLEUR(14)	17/04/2023	CHEMIN DES MONTS
ABLON(14)	24/05/2023	LE GROS CHENE
HONFLEUR(14)	13/06/2023	LA FERME DU CANTELOUP
HONFLEUR(14)	04/08/2023	CHEMIN SAINT-NICOL
EQUEMAUVILLE(14)	10/08/2023	CHEMIN DES ONGLETS
PENNEDEPIE(14)	18/08/2023	ROUTE DE TROUVILLE-SUR-MER (D513)
HONFLEUR(14)	01/09/2023	RUE DES VASES (D580)
EQUEMAUVILLE(14)	12/09/2023	CHEMIN DE LA POTENCE
HONFLEUR(14)	25/09/2023	RUE EMILE RENOUF (D580A)
PENNEDEPIE(14)	12/10/2023	CHEMIN DE LA MER
HONFLEUR(14)	17/10/2023	ROUTE DE TROUVILLE (D513)
GONNEVILLE-SUR-HONFLEUR(14)	24/10/2023	LES MONTS DE GONNEVILLE
HONFLEUR(14)	07/12/2023	CHEMIN SAINT-NICOL
HONFLEUR(14)	18/12/2023	RUE PESTEL
EQUEMAUVILLE(14)	22/12/2023	CHEMIN DE LA POTENCE

Ressourcer le monde

Veolia
30 rue Madeleine Vionnet • 93300 Aubervilliers
www.veolia.com